

Journal
belge
mondial!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

Illustration: Olivier Spinewine

Monsieur,
je n'ai
pas l'intention
de vous entendre

L'État : censeur, pas sauveur

Alexandre Penasse • Pages 2 et 6 à 7

On ne peut pas gagner la guerre contre le coronavirus

Paul Lannoye • Page 3

« Le monde n'a aucun sens », interview de Nancy Huston

Alexandre Penasse • Pages 10-11

« Il s'agit de réparer le crime fait à l'humain », interview de Mireille Fanon

Robin Delobel • Pages 14-15

Vaccin anti-Covid-19: la valse des milliards

Alain Adriaens • Pages 16-17

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



SOMMAIRE

L'État : censeur, pas sauveur

Alexandre Penasse / Pages 2 et 6 à 7

On ne peut pas gagner la guerre contre le coronavirus

Paul Lannoye / Page 3

Foutoir et autres joyusetés

Jean-Pierre L. Collignon / Page 4

Les low-tech à l'Université

Nicolas Alep / Page 5

Écoles européennes, un projet louable aux pratiques ambiguës

Hugues Lastien / Pages 8-9

« Le monde n'a aucun sens », interview de Nancy Huston

Alexandre Penasse / Pages 10-11

Lettre ouverte à ceux qui se nomment musiciens qui se sont convertis au culte de l'Internet

Hervé Krief / Page 12

Impact du déploiement de la 5G sur la consommation de l'énergie et le climat

Francis Leboutte / Page 13

« Il s'agit de réparer le crime fait à l'humain »

Robin Delobel / Pages 14-15

Vaccin anti-Covid-19: la valse des milliards

Alain Adriaens / Pages 16-17

LREM :

La Recherche de l'Efficacité Maximum ?

Jean-Guy Divers / Page 18

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 19

Tous sur le même bateau

Bernard Legros / Pages 20-21

Vu, lu, entendu

Page 22

Courier des lecteurs

Page 23

L'individualiste soumis

Bernard Legros / Page 24

L'État : censeur, pas sauveur

Jamais le sentiment n'a été plus aigu d'être dirigés par un État qui agissait sans recul, mêlé à cette impression cinglante qu'il le faisait dans un objectif bien différent que celui de « nous sauver ». C'est qu'en effet s'il avait voulu nous sortir du marasme, il avait l'occasion d'en donner quelques preuves depuis longtemps. Au contraire, il a continué et continue plus que jamais sa course folle en avant, les yeux mirés sur la courbe de croissance, pendant que faune et flore, et donc nous aussi, subissent les effets de leurs délires démiurgiques sur lesquels nous n'avons pour l'instant aucune prise, malgré leurs conséquences redoutables : feux de forêt répétés et dévastateurs, moyenne des températures estivales en hausse constante, déforestation, biodiversité en perpétuel déclin ; guerres civiles (parfois avancées, notamment aux USA), misère structurelle, inégalités croissantes... Nos vieux, par ailleurs, l'ont payé de leur vie. On se souviendra ainsi que devant la loi d'airain du capital, la vie a peu d'importance – ceux qui dans les contrées lointaines assurent notre « développement » vous le diront. Cet article est émaillé de citations de George Orwell, car nous avons dépassé 1984.

Il fallait donc leur signifier clairement que quelque chose n'allait pas, profiter d'une conférence de presse pour énoncer que « *le roi est nu* » et que nombreux puissent l'entendre en même temps¹. La légitimité d'un gouvernement et de groupes d'experts qui mangent à tous les râteliers et nous invitent à prendre soin de nous pendant qu'eux prennent surtout soin de maintenir le système en place, c'est-à-dire de continuer dans une course en avant productiviste qui rend de moins en moins probables les chances d'infléchir notre descente vers l'abîme et nous donner d'autres perspectives, n'est-ce pas quelque chose qui nous préoccupe tous ? Si le Covid-19 est donc l'occasion de quelque chose, c'est d'accélérer la prise de conscience du fonctionnement de ce monde présent et du pouvoir en place.

« *D'une certaine manière, la vision du monde qui est celle du Parti s'impose avec le plus de force à ceux qui sont incapables de la comprendre. Il peut leur faire avaler les violations les plus flagrantes de la réalité parce qu'ils ne saisissent pas l'énormité de ce qu'on exige d'eux et ne s'intéressent pas assez à la vie publique pour remarquer ce qui se passe. C'est cette incompréhension qui les préserve de la folie. Pour eux les choses sont simples, ils ingèrent tout sans séquelles car ce qu'ils avalent ne laisse aucun résidu, tout comme les graines passent dans l'organisme de l'oiseau sans qu'il ait besoin de les digérer* »

Ce qui se déroule actuellement se situe bien au-delà de ce confortable dualisme « pour ou contre », qui scinde la population en deux groupes de partisans et d'opposants : promasques, antimasques, provaccins, antivaccins, pro-État/anti-État..., propre à un courant qui a relégué la vérité dans le domaine de la relativité absolue, vérité que chacun détiendrait selon sa subjectivité. Il s'agit de poser la réflexion en amont de la constitution de groupes opposés pour obtenir simplement une information impartiale et détachée de tous

intérêts. Pourtant, lorsque vous tenterez d'interroger le Pouvoir sur la légitimité de certaines décisions, où même celles qu'ont certains à nous « représenter », il tentera toujours de vous placer dans une catégorie discréditée – cela dit, ce réflexe est courant chez tout interlocuteur qui refuse le débat. La plus comode actuellement: « complotiste ». Ainsi, si vous doutez de la nécessité d'un vaccin, questionnez les intérêts privés derrière cette solution présentée comme la seule et unique, vous êtes un « esprit confiné » ou un « corona-sceptique »². *Le Moustique* écrivait récemment (22-28 août), dans un numéro titré « Le virus du complotisme » : « *Les rumeurs anti Bill Gates ou Big Pharma circulent dans de nombreuses langues sur les réseaux sociaux (...) La crainte ? Qu'une partie non négligeable de la population refuse le ou les futurs vaccins anti-Covid-19* ». Pourquoi pourtant le « craindre », si ça devait s'avérer justifié?

« *Quand on gouverne, et qu'on doit continuer à gouverner, on doit savoir dédoubler le sentiment de réalité. Car le secret de celui qui gouverne est d'allier la croyance en sa propre infailibilité avec la capacité de tirer les leçons du passé. Faut-il le dire, les praticiens les plus subtils du doublepenser ne sont autres que ceux qui l'ont inventé et sont donc bien placés pour savoir qu'il consiste à ériger la mauvaise foi en système. Dans notre société, ceux qui sont le mieux éclairés sur l'événement sont aussi ceux qui sont le plus éloignés de voir le monde tel qu'il est* »

Le matraquage médiatique d'informations nourrissant la peur s'accompagne de la présentation de solutions qui semblent couler de source, comme naturelles : Vaccination généralisée (« Un vaccin en Belgique pour janvier », *DH*, 26 août, parmi les centaines d'articles) ou numérisation totale de nos vies et de l'école (« Le Covid m'a tué ». L'école d'hier », *Le Vif*, 27 août, un exemple parmi la pléthore d'articles). Il faut à la fois instiller la peur et ses antidotes. La nouvelle guerre occulte les autres combats et les rend simultanément illégitimes et inopportuns, avant même qu'ils ne deviennent interdits. « *La population, les politiques, les médias, avec leurs qualités et leurs défauts, chacun d'entre nous avec nos succès, nos erreurs, nous devons avancer. C'est cela qui reste difficile : on a l'art de se tromper de combat. L'ennemi, c'est le virus* »³, dira Sophie Wilms.

« *En même temps, la conscience d'être en guerre, et donc en danger, permet de faire passer pour naturelle la concentration des pouvoirs sur une toute petite caste, présentée comme la condition sine qua non de survie* »

« *La guerre doit durer indéfiniment sans assurer de victoire.* »

→ suite page 6

1. *Moustique*, « Le virus du complotisme », 22 août 2020.

2. Idem.

3. *La Libre*, 1^{er} et 2 août 2020.

ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24 IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospress.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage: ce numéro a été tiré à 3.000 exemplaires

Routage: Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospress.be
www.kairospress.be
T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse (ap@kairospress.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Rellecteurs

Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain, Patrick

Gestion : Guillaume D.

Pour commander des numéros : commande@kairospress.be



Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.), Jean-Pierre Léon Collignon, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel, David Tong (D.T.)

Ont contribué à ce numéro

Nicolas Alep, Hugues Lastien, Jean-Guy Divers, Herve Krief, Nancy Huston,

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber!

Illustrations

Olivier Spinewine, Cécile Mirande Broucas, Christophe Nottet, Laura Kientzler, Philippe Debongnie, Cécile Mirande-Broucas, Candela Sierra, Gabrielle Lacombe, Brent, Louise Hendrickx, Alex Mayo, Antoine Demant, Barbara Lemarchal, Marina Philippart.

On ne peut pas gagner la guerre contre le coronavirus

Le 16 mars, dans une allocution télévisée qui aura marqué les esprits, le président français annonçait l'entrée en guerre de son pays contre un ennemi inédit, un virus inconnu, un coronavirus, officiellement dénommé SARS-CoV-2. Le ton était donné et presque tous les pays européens, certes de manière moins théâtrale, adoptaient la même posture martiale. L'objectif manifeste était de convaincre les populations de l'impérieuse nécessité de serrer les rangs derrière les états-majors gouvernementaux et d'adopter sans protester les mesures coercitives, jugées indispensables par ces mêmes états-majors. Pour crédibiliser le discours, les décideurs politiques ont créé une structure *ad hoc* où siègent des experts censés parler au nom de la science. En Belgique, c'est donc le Conseil National de Sécurité (CNS) qui, au long de ces derniers mois, a décidé et annoncé les règles de la mobilisation générale censée aboutir à la victoire totale sur un virus sournois et meurtrier.

Il faut dire que la mobilisation n'allait pas de soi après les propos apaisants et l'absence totale d'initiatives adéquates au long des 2 mois précédents. Alors que le gouvernement chinois avait déclaré à l'OMS le premier cas de maladie du Covid-19 au mois de décembre 2019, on savait, dès janvier 2020, que la ville de Wuhan était le siège d'une épidémie. À la fin du même mois, quelques cas annoncés en Europe occidentale sont minimisés par tous les gouvernements. La ministre de la Santé belge, Maggy De Block, déclare que « *la situation est sous contrôle, les experts suivent la situation de près, il n'y a pas lieu de s'inquiéter.* »

En Chine, le confinement est décidé dès le début du mois de février, avec un arsenal de mesures drastiques supposées empêcher la propagation du virus. Pour les gouvernements européens et pour la Commission européenne, l'épidémie reste lointaine. Bref, il s'agit bien d'une épidémie localisée et en aucun cas d'une pandémie. Le 21 février, un homme de 78 ans, qui ne s'était pas rendu en Chine décède en Italie et, dès le lendemain, 32 nouveaux cas sont déclarés en Lombardie ; le lendemain, on est passé à 100 nouveaux cas et un 3^{ème} décès est déclaré. Le potentiel pandémique du nouveau coronavirus, annoncé par certains experts, semble bien confirmé, sans pourtant émouvoir les « responsables » de santé publique européens. Il est déjà clair à ce moment que des décisions du type cordon sanitaire sont nécessaires d'urgence pour empêcher la pandémie :

- suspendre immédiatement les échanges avec les régions infectées et plus particulièrement les transports aériens était la première mesure à prendre pour limiter les contacts interpersonnels avec les porteurs du virus ;
- recommander l'annulation des vacances de carnaval en Italie du Nord et imposer la quarantaine à ceux qui en revenaient, après dépistage positif, relevait de la logique élémentaire.

Rien n'a été décidé dans les délais très courts qui s'imposaient. Permettre la dissémination de « *l'ennemi mortel* », au nom de la liberté de circulation, a été irresponsable, imprudent, catastrophique au plan économique et social.

Déclarer trois semaines plus tard la primauté absolue de la santé sur toute autre considération pour justifier le confinement total des populations et la paralysie de tous les secteurs où le contact humain est essentiel devenait alors la solution. Cela permettait surtout de camoufler l'impréparation publique face à une pandémie :

- insuffisance de l'accueil hospitalier ;
- absence de matériel de protection efficace (masques) ;
- absence de capacité de tests fiables.

Il s'agissait avant tout d'éviter l'engorgement des hôpitaux, ce qui n'a pu être atteint dans notre pays qu'en concentrant tous les efforts et les moyens à la guerre au coronavirus. Pour cela le traitement de toute pathologie aiguë ou chronique devenait secondaire. Les conséquences de cette politique pour la santé de nombreux patients n'ont pas été évaluées, ce qui permet de les occulter, du moins dans l'immédiat, sans oublier les effets collatéraux sur le personnel soignant, soumis à une grosse surcharge de travail et à un stress permanent.

Quelques mois plus tard, nous sommes toujours en guerre. Certes, les hôpitaux se sont vidés et les décès raréfiés mais le virus est toujours là. Et il circule toujours.

Le bilan provisoire n'est pas vraiment glorieux pour les états-majors gouvernementaux. On savait, depuis Rudyard Kipling que la première victime d'une guerre est la vérité. Cela s'est toujours vérifié et c'est plus que jamais le cas aujourd'hui.

Puisque le virus est toujours en circulation, la réponse qui a l'adhésion des gouvernements européens est, en quelques mots, la suivante : les mesures prises jusqu'à présent s'imposaient. Le citoyen a peur, donc il accepte les restrictions aux libertés imposées dans sa vie quotidienne, pour autant qu'elles apparaissent raisonnables et ne l'empêchent pas de vivre sa vie de consommateur docile. Tant pis pour les relations humaines et les relations sociales ; il suffit de les maintenir à un niveau supportable par les actifs tout en les convainquant qu'on agit pour leur bien...en attendant le vaccin salvateur. De brillantes équipes de chercheurs sont en train de le mettre au point. L'espoir est au bout du tunnel. Il faut être patient ; ce n'est qu'un mauvais moment à passer.

Ce raisonnement est à mon avis aussi erroné que dangereux. En outre, il est inacceptable, si nous voulons que nos enfants et nos petits-enfants vivent des jours heureux dans une société de liberté, de responsabilité et de fraternité, c'est-à-dire tout le contraire de celle qui nous est proposée prétendument pour notre bien.

Commençons par la promesse d'un vaccin miracle qui devrait être disponible dans quelques mois ; c'est une fable pernicieuse et les scientifiques sérieux le savent très bien. Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur l'histoire des maladies transmissibles les plus récemment apparues (HIV Sida, Ebola, Dengue, Chikungunya) pour se rendre compte de l'improbabilité d'un scénario de mise au point rapide d'un vaccin. Le site de l'OMS présentant la liste des vaccins disponibles montre bien qu'aucun vaccin n'est opérationnel pour ces maladies. Quant au SRAS et au MERS, les deux coronavirus apparus respectivement en Chine en 2003 et au Moyen-Orient en 2012, on n'y voit même pas la moindre référence dans la liste des vaccins en développement. Alors comment pourrait-il en être autrement pour le SARS-COV-2 ?

Mais peut-être faut-il être très optimiste au point d'oublier le bon sens. De toute manière, même si un vaccin était mis au point, son efficacité risquerait d'être de courte durée, vu la rapidité de mutation de ce type de virus.

Il faut aussi être très vigilants face aux pratiques du lobby pharmaceutique : le prétexte de l'urgence risque vraiment d'être utilisé pour lancer sur le marché un vaccin qui ne répondrait pas aux critères de sécurité requis et s'avérerait finalement plus dangereux que le virus.

Venons-en ensuite aux mesures de restrictions des droits fondamentaux qui nous sont imposées. Elles sont acceptables en cas d'urgence face à une crise grave ; elles ne peuvent cependant pas perdurer et passer insidieusement du provisoire au définitif. Le malaise est déjà bien profond dans la société. Les contraintes visant à limiter au strict minimum les relations sociales et même les relations familiales sont de moins en moins comprises et seront très vite refusées ou contournées face à un risque sanitaire invisible. Il n'est pas supportable d'empêcher les enfants et les jeunes adolescents de vivre une vie normale. Ils ont besoin de contacts, de jeux, d'apprentissages en commun, d'activités physiques et sportives. On ne peut pas leur voler leur jeunesse au nom d'une prétendue protection sanitaire des aînés. On ne peut pas non plus protéger les plus âgés à tout prix, y compris en les



Illustration: Christophe Nottet

condamnant à la solitude. Il est plus que temps de remettre en question une politique pleine de contradictions et dont on peine à voir et encore moins à comprendre l'efficacité.

Comment comprendre en effet que le port du masque soit rendu obligatoire aujourd'hui en milieu ouvert alors qu'il était considéré comme inutile, voire contre-productif, au plus fort de la crise sanitaire ? Comment comprendre l'absence de mesures de restriction de certaines activités industrielles dont on sait qu'elles constituent des foyers de contamination ? C'est manifestement le cas des abattoirs pour lesquels de nombreux cas ont été documentés. C'est aussi le cas des transports à longue distance d'animaux vivants confinés.

Les discours anxigènes sur l'éventuelle deuxième vague ne font-ils pas plus de dégâts à la santé que le virus ? En clair, tout indique qu'il faut changer de cap et abandonner le projet chimérique qui vise à éradiquer le virus. Non, on ne gagnera pas la guerre contre le coronavirus ! Il faut admettre qu'on devra vivre avec lui parce qu'il fera partie de notre environnement, au même titre que les innombrables virus déjà présents de longue date comme celui de la grippe saisonnière.

Et si on décidait enfin d'aborder le problème autrement. Plutôt que miser à tout prix sur une réponse spécifique à un virus qu'on connaît mal, ne serait-il pas plus réaliste et plus efficace de renforcer le système immunitaire des populations ? L'histoire nous apprend que les individus dont les défenses immunitaires sont affaiblies sont les plus vulnérables face à une attaque virale ou bactérienne. Les ravages de la grippe espagnole en 1918 ont été largement causés par la malnutrition et les conditions de vie difficiles pendant quatre longues années de guerre.

Il est temps de lancer une campagne volontariste visant à renforcer le système immunitaire de nos concitoyens :

- en promouvant et en facilitant l'accès à une alimentation saine, à base de produits frais ;
- en recommandant la prise de compléments alimentaires naturels pour lutter contre les carences les plus courantes ;
- en réduisant radicalement le stress et les pollutions réputées affaiblir le système immunitaire, comme les pollutions atmosphérique, chimique et électromagnétique.

En même temps, il s'agit de programmer le démantèlement des activités industrielles qui favorisent l'émergence et la dissémination de virus pathogènes, c'est-à-dire les élevages industriels, le commerce international d'animaux vivants et les productions qui impliquent la déforestation systématique de vastes zones sauvages (huile de palme et soja).

Paul Lannoye, président du Grappe

Foutoir et autres joyeusetés

Nous avons donc, en ce début de soirée du deuxième jour du mois d'août 2020 et nous avons peut-être encore, à l'heure où vous entamez la lecture de cette chronique – courage, ça va barder ! – un virus nommé Covid-19, un gouvernement fédéral, une Région flamande, une Région wallonne, une Région de Bruxelles-Capitale ET une Communauté flamande, une Communauté française, une Communauté germanophone, des provinces et des communes. À quoi il est bon et juste d'ajouter un Comité Scientifique Coronavirus, composé d'experts en tous genres – infectiologues, virologues, épidémiologistes et autres spécialistes – chargé d'aider les autorités de santé (ici, nous passons sur les nombreuses cellules de ceci et de cela qui avaient et ont encore pour mission de coordonner l'ensemble des constats et des décisions qui étaient, sont et seront prises) à lutter contre le coronavirus. Ce comité émet des avis scientifiques au sujet de l'évolution du virus et il aide notre pays à se préparer, dans un premier temps et lutter, dans un deuxième temps contre le méchant coronavirus. Bien ; mais ce n'est pas tout. Nous avons aussi – et nous avons encore – de plus ou moins éminents organes de presse, publics et privés - télé, radios, journaux-papier et virtuels sans lesquels nous serions bien embêtés et ignorants de surcroît. Merci la presse. Impossible, aussi, de passer sous silence les fameux et indispensables réseaux sociaux, en l'occurrence formidable caisse de résonance du tout et du n'importe quoi. Bref, au final et en considérant l'ensemble de tout ce qui précède : un cocktail plutôt plaisant et même, osons le dire, par moment carrément loufoque et même jubilatoire. Nous allons y venir.

Le gouvernement fédéral et toutes les autres « entités », il faut bien que de braves gens se dévouent pour qu'elles donnent le meilleur d'elles-mêmes, qu'elles rencontrent l'assentiment de celles et ceux – vous, moi, beaucoup d'autres, environ 11 millions de têtes – dont elles ont la lourde charge, n'est-ce pas? Il faut un ou une, à l'occasion, Premier(e) ministre pour le fédéral, des ministres présidents ici et là, des assemblées représentatives du choix des électeurs, des sous-ministres, des conseillers de toutes sortes, des membres de cabinets, des secrétaires, des communicateurs ; enfin, une kyrielle de décideurs plus ou moins qualifiés dans la gestion des affaires qui touchent à la vie de celles et ceux qui composent le bon peuple. Et, en l'occurrence, à savoir l'apparition subite et la propagation du virus qui nous occupe ici, il fallait prendre des mesures et ne pas laisser cette épidémie en prendre trop à son aise.

Sauf que, la chose n'aura échappé à personne, hormis les premiers intéressés, la pléthore voire même le surnombre des ministres, toutes compétences confondues, a eu pour effet que, pour le dire platement, ces gens se marchaient sur les pieds, décidaient une chose ici, en décidaient le contraire un peu plus loin pendant que les experts es-sciences se bouscuaient sur les plateaux de télévision, dans les pages des journaux et sur les réseaux sociaux en faisant de grands gestes et prenant à partie les décideurs politiques incapables à leurs yeux de comprendre réellement la situation dans laquelle on se trouvait et qui était rien moins que catastrophique. De confinement en déconfinement à petits pas, d'ouverture de commerce à interdictions diverses, de nombres de personnes à fréquenter ou non dans tel ou tel contexte, de présence et de rigueur policière partout avec,

à l'occasion, l'une ou l'autre bavure sans trop de conséquences, de mortalités effarantes dans les hospices de vieux enfermés et abandonnés de tous, du nombre croissant d'infectés ou de suspects de l'être, l'épidémie a finalement pris figure de vaste pantalonnade morbide.

Pour ce qu'il en est de « la presse » il est flagrant, tous médias confondus, qu'elle a joué un rôle de première grandeur dans le torrent ahurissant des informations les plus affolantes, créant de la sorte un climat général de panique disproportionnée dans une bonne part de la population ne sachant plus à quel saint se vouer pour échapper au terrible et inexorable : « On va tous mourir ! ». Quant aux réfractaires et rebelles aux injonctions des autorités, ils ont eu la part belle sur les réseaux sociaux où se bouscuaient les prises de positions radicales, les appels à la désobéissance civile, un je-m'en-foutisme de bon aloi et les théories les plus loufoques teintées de complotisme.

Mais il faut les comprendre, ces braves gens. Rarement et de longtemps on aura eu à prendre connaissance d'autant de signaux contradictoires autant que farfelus dans tous les domaines relatifs à cette « crise du coronavirus ». Que ce soit dans le port du masque, tour à tour superflu, inadéquat, sans intérêt véritable pour contrarier sa propagation jusqu'à l'obligation pour tous de le porter en tous lieux sous peine d'amende

salée, pour ce qui est des déplacements des vacanciers là ou ailleurs à l'étranger, avec des zones orange, vertes et rouges, des lieux inhospitaliers et d'autres prêts à nous accueillir à bras ouverts au gré de supposées zones à risques changeant d'un jour à l'autre, quand ce n'était pas d'une heure à l'autre, selon qui s'exprimait sur la question ; sans compter les alarmes à la deuxième vague : « Elle est là, elle va arriver demain ou dimanche prochain... Non !, ce sera à l'automne... » Quelques mots pour résumer cette lamentable saga : foutoir, gabegie, incompétence... Et cela parce qu'il fallait soulever un couvercle social au risque d'une déflagration malvenue, mais aussi se plier au plus vite aux injonctions des milieux socio-économiques qui demandaient à cor et à cris que la main-d'œuvre mise au repos forcé retourne gaiement à l'ouvrage dans l'intérêt du commerce et de l'industrie sans lesquels, comme nul ne l'ignore, il n'est pas de vie possible.

Jean-Pierre L. Collignon

PS : Au moment d'expédier cette chronique à qui de droit, ce 10 août, on a donc eu droit à ces bagarres, au littoral ; une jolie fête populaire. À l'heure où vous tiendrez notre excellent journal entre vos mains gracieuses et sous vos yeux attentifs, il s'en sera peut-être encore passé, des choses...



Illustration : Laura Kientzler

Les *low-tech* à l'Université

UNE CYBER-ENQUÊTE DE L'INSPECTEUR ALEP

Popularisée par Philippe Bihouix dans son best-seller L'âge des low-tech, l'idée chemine, en perdant au passage sa dimension politique et son contenu subversif. Désormais, ce sont les universitaires et les ingénieurs qui s'en emparent, et nous allons le voir, ce n'est pas une bonne nouvelle !

J'ai donc pu assister, depuis ma cuisine, au *webinaire* sur les *low-tech* organisé par l'université de Grenoble. Se sont succédé durant 2 heures les interventions de chercheurs, de salariés du *low-tech lab* et d'élèves ingénieurs. Il devient clair que cette mouvance, sur le modèle de celle du Logiciel Libre¹, tombe dans le même travers de solutionnisme, dans la confusion entre fins et moyens, et semble hypnotisée par son propre reflet.

Du côté des universitaires et enseignants en école d'ingénieurs, le ton est immédiatement donné par l'usage répété du barbarisme « consomm'acteurs ». Nous sommes vite rassurés, les *low-tech* ne s'opposent pas au modèle industriel, elles sont complémentaires. Une sorte de montée en gamme, labellisée « technologie équitable » en somme. On apprend aussi que l'opposition ne se fait pas entre productions artisanales et industrielles, mais se base sur des « valeurs ». Celles-ci ne seront jamais définies...

Les oxymores pleuvent, les *low-tech* doivent simultanément être « adaptées et massifiées ». Contradictoire ? Cela décrit pourtant bien le projet de leurs promoteurs, apporter une solution à chaque problème de la vie. Dans le catalogue du *low-tech lab*, très peu de créations concernent les usages professionnels, l'écrasante majorité d'entre elles répondant aux besoins domestiques, se chauffer, cuisiner, s'éclairer... À la façon du « colibrisme », cela revient à faire peser sur les individus la responsabilité de transformer le monde par une « écologie des petits

gestes », évacuant toutes considérations de système. Or, sans être accompagnée d'un discours politique et de la construction d'un rapport de force, la multiplication des petites alternatives ne peut conduire qu'à la marginalisation de leurs promoteurs. Bien sûr, le repli dans les marges est tentant, tant notre capacité à peser sur les choix de société semble négligeable, mais il n'ébranlera aucunement le système industriel, parfaitement apte à tolérer l'existence de quelques yourtes chauffées aux poêles dragon.

Autre dérive inquiétante, la classification en *low-tech* de productions en résine plastique imprimées en 3D, ainsi que l'usage immodéré de l'électronique Arduino², qui n'est pourtant ni *low-tech*, ni même libre. Parfois l'amusement laisse place à la consternation, comme par exemple avec l'hydroponie auto-construite. Des légumes poussant hors-sol, dans un bain de nutriments contrôlé par ordinateur. Une alternative indispensable, tant il est vrai que l'humanité n'a jamais su cultiver la terre sans l'aide de l'informatique. Merci au *low-tech lab* de nous arracher à notre condition de chasseurs-cueilleurs !

Nous sont aussi exposés deux projets *low-tech* réalisés par des étudiants en école d'ingénieur, le bio-digesteur et la marmite norvégienne. L'accent est mis sur les vertus pédagogiques pour l'étude des sciences dures. À grand renfort de capteurs électroniques, de calculs savants et de semaines de prototypage, une boîte en bois isolée avec du polystyrène aura été conçue et testée. On apprendra à cette occasion qu'économiser l'électricité

pour la cuisson n'est pas nécessaire en France où elle est principalement d'origine nucléaire, mais serait très adapté à la Pologne où elle est produite avec du charbon³. Nous apprendrons aussi qu'il est nécessaire d'être ingénieur pour pouvoir « développer et documenter » des *low-tech*.

Nous aurons aussi droit à un exposé du projet Nomade des mers⁴, un voilier faisant le tour du monde ? Non, une « Plateforme d'expérimentation des *low-tech*, support de promotion et vecteur de diffusion, le Nomade des Mers a vocation à devenir un écosystème autonome exemplaire, porte-drapeau de l'innovation durable et solidaire ». À bord, la nourriture est produite en hydroponie et il s'agit d'aller collecter les *low-tech* partout dans le monde pour ensuite les redistribuer. Interrogé sur le risque de basculer dans le solutionnisme, son promoteur Guérolé Conrad nous expliquera que l'approche par l'anthropologie technique et le fait que ce soient des « acteurs de terrain » (eux-mêmes ingénieurs) qui se chargent de remonter les besoins aux chercheurs, permet de s'en prémunir. Une approche terriblement verticale, par des experts se posant en intermédiaires obligatoires, qu'est-ce d'autre que la pure définition du solutionnisme ?

Parmi les participants, deux groupes assez remuants se feront entendre dans les commentaires. Les libristes réclament que Linux, le système d'exploitation pour PC, soit classé parmi les *low-tech* et les représentants des sciences humaines et sociales, demandent à être intégrés au projet de recherche universitaire. Curieusement, les propos les plus sensés seront tenus par le représentant du FabLab de l'Université Grenoble-Alpes, parfaitement conscient (et presque résigné) du volume de déchets produits par l'impression 3D. Il exposera aussi les difficultés réglementaires et sécuritaires relatives à la mutualisation de machines à bois, dangereuses pour quiconque n'en est pas familier.

L'enjeu des *low-tech* n'est pas de juxtaposer aux technologies industrielles d'inoffensives alternatives « douces », cela ne reviendrait qu'à créer un nouveau marché de niche pour « consommateurs responsables ». Il s'agit de remplacer, autant que possible, les productions industrielles par des productions artisanales, adaptées à l'environnement direct de leur utilisateur, choisies, compréhensibles, réparables, adaptables et durables. Or, si les *low-tech* sont une condition nécessaire à la marginalisation des productions industrielles, elles ne sont sûrement pas suffisantes. Elles sont un moyen, mais en aucun cas ne doivent être considérées comme une fin. D'autres conditions sont indispensables, dont celle qui n'aura jamais été évoquée durant ce *webinaire*, consistant à remettre en cause la position de l'ingénieur, qui incarne plus souvent le problème que la solution. Comme tout expert, celui-ci ne devrait intervenir qu'en soutien à la conception, décidée démocratiquement par et pour les utilisateurs sur la base de leurs besoins. Dans le cas contraire, se poursuivra cette dérive dépolitisée consistant à empiler de gentillettes alternatives sous forme de catalogue du Concours Lépine *low-tech*⁵, et charge aux « consomm'acteurs » d'y faire leur marché. Aujourd'hui, je mouds mon café en pédalant, demain je cuirai mes légumes au soleil, et l'industrie dormira tranquille.

Nicolas Alep

1. Lire ma position à ce sujet dans *Contre l'Alternumerisme* de Julia Laina et Nicolas Alep, La Lenteur, 2020.
2. NDLR : Arduino est la marque d'une plateforme de prototypage *open-source* qui permet aux utilisateurs de créer des objets électroniques interactifs.
3. Lire à ce sujet *Le Bluff du Nucléaire, le prétexte du climat* de Jean-Luc Pasquinet, Libre et Solidaire, 2019.
4. <http://goldofbengal.com/expedition/nomade-des-mers/>.
5. Comme avec le Wiki du *low-tech lab* : <https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Accueil>.

Illustration: Philippe Debonnie



→ suite de la page 2

Pendant qu'on légitime un pouvoir en guerre permanente qui occulte l'illégalité structurelle de nos sociétés, caricaturées en une commode dichotomie d'un peuple uni face à un ennemi, celui-ci nous fait avancer dans le sens qu'il veut : concernant le numérique dans l'enseignement par exemple, « *Le Covid-19 a joué un rôle de catalyseur. On va probablement réaliser en quelques mois ce qui, sans cette crise, aurait nécessité quelques années* »⁴ ; on sait qu'en plein confinement, l'IBPT proposera, concernant l'introduction de la 5G, « *d'octroyer des droits d'utilisation provisoire* »⁵ ; les avions ont été cloués au sol en quelques jours et pendant plusieurs mois, ce qui semblait impossible avant, le zèle pour les arrêter n'ayant d'équivalent que celui qui s'est déployé pour les remettre en vol. Le principe de précaution est ainsi sélectif : on massacre le secteur culturel, mais pas l'aéronautique et la voiture.

Si les propos qui précèdent sont des vérités, par principe ils ne pourront être dits à large audience, car ils délégitimeraient automatiquement le pouvoir en place. Dès lors, un débat public dans des conditions favorables d'où pourraient découler certaines vérités et les mesures politiques à mettre en œuvre, est simplement impossible. Dans une société de consommation, où le sujet a troqué sa liberté contre une bien précaire sécurité et un délétère pouvoir d'achat, leitmotiv de l'extrême droite à l'extrême gauche, ce manque criant d'agora où tout se dit n'est pas combattu, ou pire, n'est même pas perçu. L'illusion de rejoindre un jour la classe supérieure en s'enrichissant éteignant chez la plupart toute forme de contestation.

« Car si tous jouissent de loisirs et de sécurité, les masses ordinairement abruties par la pauvreté vont s'instruire et se mettre à penser, en conséquence de quoi elles finiront par s'apercevoir que la minorité privilégiée ne sert à rien et elles la balaieront. À terme, une société hiérarchisée doit s'appuyer sur la pauvreté et l'ignorance pour être viable »

Il n'est en effet pas envisageable, dans un système politique qui a fait reposer l'entière de son fonctionnement sur la croissance de la production et de la consommation, utilisant divers mensonges comme la publicité, la propagande médiatique, le spectacle politique⁶, de penser hors du cadre, notamment de dire qu'une innovation, qui engrangera des bénéfices pour une élite, n'apportera rien à la majorité, ou pire risque de lui nuire. À cette fin, les politiques occuperont une part importante de leur activité à se justifier et dire ce qu'ils ne font pas, tout en faisant ce qu'ils ne disent pas, promettant emploi, santé et bonheur pour tous, pendant que la réalité montrera implacablement chômage, maladie et misère sociale.

« Il s'agit donc d'un problème d'éducation : il convient de couler dans le moule la conscience du groupe dirigeant et celle du groupe plus vaste de cadres qui lui sont immédiatement subalternes. Quant aux masses, il suffit d'endormir leur conscience »

« Tout citoyen, ou du moins tout citoyen assez important pour qu'on le surveille, pouvait être placé vingt-quatre heures sur vingt-quatre sous le regard de la police et à portée de voix de la propagande officielle – à l'exclusion de tout autre canal de communication. Imposer une obéissance complète à la volonté de l'État, mais aussi une parfaite uniformité d'opinion sur tous les sujets, devenait possible pour la première fois »

LE CONTRÔLE DU RÉEL

« Les noms des quatre ministères qui nous gouvernent contredisent à dessein leur vraie nature. Le ministère de la Paix s'occupe de la guerre, le ministère de l'Amour s'occupe de la torture, le ministère de la Vérité de la propagande et celui de l'abondance de la disette »

Maître du « *doublepenser* », les acteurs politiques seront à la fois capables de nommer la chose et son contraire, Sophie Wilmès de dire un jour au journaliste Jérôme Colin que « *La liberté d'expression est sacrée. Le débat aussi* », avec « *la conviction que la critique est saine* », et un autre jour de vous interrompre pour vous dire que les conflits d'intérêts sont affaire de *privacy* et ne concernent pas le citoyen ; d'indiquer sur son site « *je suis à votre écoute pour toute question/suggestion* », mais de refuser d'être confrontée à des phrases qui écaillent le vernis de sa représentation travaillée. D'un côté donc, la « *liberté d'expression* », de l'autre l'interdiction de parler, qui mène à celle de penser.

« L'orthodoxie, c'est de ne pas penser. De ne pas avoir besoin de penser. L'orthodoxie, c'est l'inconscience ».

« Le Parti prétend que l'Océanie n'a jamais été alliée avec l'Eurasie. Lui, Winston Smith, sait parfaitement qu'elles étaient encore alliées quatre ans plus tôt, mais où cette information

est-elle déposée ? Exclusivement dans sa conscience, vouée à l'anéantissement à court terme. Et si tous les autres acceptent le mensonge imposé par le Parti, si tous les récits concordent avec lui, ce même mensonge passe dans l'histoire et devient vérité. "Qui contrôle le passé contrôle l'avenir", clame un slogan du Parti, "et qui contrôle le présent contrôle le passé". Or le passé, devenu altérable, n'a pourtant jamais changé. Ce qui est vrai aujourd'hui est vrai depuis les siècles des siècles. C'est simple, il suffit d'une série de victoires ininterrompues sur la mémoire. "Contrôle du réel", comme on dit, et en néoparler, "doublepenser" »

Dans 1984, Sophie Wilmès aurait été responsable du ministère de l'amour, « *qui fait régner la loi et l'ordre* ». L'État, qui nous prive de la capacité de régir nos vies s'immisce dans ce qui fait encore notre humanité, et casse la proximité sociale (cf. distanciation physique) pour la transmuter en « *proximité* » virtuelle, oxymore s'il en est : télétravail, confinement numérisé avec téléchargement de données offert par les opérateurs, école « *hybride* », traçage... L'omniprésent Marc Van Ranst, dont la propagande officielle ne semble pas trouver matière à critique alors qu'il roule aussi pour GSK pendant qu'il prend des décisions pour 11 millions de Belges, disait : « *Nous finirons par nous habituer à cette situation (...) Bien entendu, chaque crise modifie la société, c'est ce qui se produit maintenant aussi : les gens vont davantage faire du télétravail, une attention plus grande sera portée à l'hygiène des mains, nous garderons nos distances et nous ne nous serons plus la main (...) Ce sont des choses qui resteront* »⁷. S'habituer, la pire des choses ici... La grenouille aussi avait commencé par apprécier l'eau tiède dans laquelle elle baignait.

« Le plus terrible, c'est que le Parti te persuade que les élans et les sentiments sont nuls et non venus, alors même qu'il te prive de tout pouvoir sur le monde matériel. Une fois tombé dans ses griffes, ce que tu ressens ou ne ressens pas, ce que tu fais ou te retiens de faire, n'a plus aucune importance. De toute façon, tu disparais, et on n'entendra plus jamais parler de toi ni de tes actes. Tu es soustrait au cours de l'histoire. Et pourtant, il y a seulement deux générations, les hommes auraient tenu la chose pour négligeable dans la mesure où ils ne tentaient pas de changer l'histoire. Ils étaient gouvernés par des allégeances personnelles qu'ils ne remettaient pas en question. Ce qui comptait pour eux, c'était les relations entre les êtres, et un geste d'abandon, une étreinte affectueuse, une larme, une parole à un mourant, pouvaient avoir une valeur en soi »

POLITICIEN : L'ART DE LA PUB

Le fait que Sophie Wilmès soit issue du monde de la pub⁸ n'est pas un hasard : la sphère politique use depuis longtemps de ses méthodes afin de travestir la réalité et la rendre ainsi favorable au pouvoir tout en évitant la contestation : on vend une décision politique comme on vend une voiture, en la rendant désirable et la faisant passer pour indispensable. L'extinction de toute contestation étant encore impossible, les médias, service de communication des politiques, s'emploieront à l'occulter ou la dénigrer. Comme l'exprimait parfaitement Alain Accardo : « *Les médias et leurs personnels ne sont plus que les instruments, plus ou moins consentants et zélés, dont la classe dominante a besoin pour assurer son hégémonie* »⁹. Sans eux, ils ne peuvent rien faire.

Face à la prise de conscience croissante d'une partie de la population quant au rôle néfaste du gouvernement, les serviteurs médiatiques zélés devaient donc publier des papiers qui allaient redorer le blason des politiques et étouffer la contestation. Dans un article qui a autant à voir avec le journalisme que le développement durable avec l'écologie, on peut lire les « *états d'âme* » de Sophie Wilmès couchés dans *La Libre* du premier week-end d'août. Véritable éloge dénué de toute pensée critique, Sophie s'épanche et se livre, alors que ce qui la touche le plus dans la vie est « *la souffrance des autres* » : « *La période était dure, pas pour moi (sic), mais je voyais que les gens étaient en souffrance* ». Le *Soir* se joint à la manœuvre avec, comme l'article de *La Libre*, quatre pages dans le feuillet « *racines élémentaires* », titré par ce propos de la Première : « *Je ne suis pas victime de ma vie* ». On l'avait compris... Le 29 août, *Paris Match* lance son article lénifiant à son tour, alors que la Première a été élue entre-temps, et par les mêmes, femme de l'année : « *Sophie Wilmès : La femme de l'année est une première ministre en baskets* ». Ah oui ? Et si elle avait porté des mocassins ? Le chapeau de l'article parle à lui seul : « *En pleine crise du Covid, Sophie Wilmès apporte une bouffée d'oxygène à la politique belge. Et beaucoup d'humanité dans un monde en souffrance* ». Merci maman Sophie. Des entretiens identiques qui ne nous disent rien sur le réel, pas une question impertinente, profonde, aucune évocation des conflits d'intérêts ou de toutes ces initiatives de contestation de la gestion politique de la crise, mais une litanie sur la famille, les enfants, le

mari, « *l'ego en politique* »... Soit les médias *mainstream* dans leur rôle traditionnel.

Ils auraient pourtant pu lui poser quelques-unes des questions que nous envoyons au service de communication de Sophie Wilmès depuis plus de 4 mois et pour lesquelles nous n'obtenons aucune réponse¹⁰. On mesure l'ineptie et la fonction conformiste de ce genre d'articles à l'aune des thèmes qu'ils auraient pu aborder. Qu'en est-il par exemple de « *La Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies* » (CEPI), fondée lors du Forum économique mondial en 2018 ? Derrière l'acronyme, des États comme la Norvège ou le Japon, la Fondation Bill & Melinda Gates ou encore le Wellcome Trust. Du PPP (partenariat public-privé) classique, fortement soutenu par l'OMS (dont Bill Gates et le principal donateur) pour accélérer le développement d'un vaccin. À la manœuvre aussi, des Belges, comme Peter Piot, directeur de l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, et Paul Stoffels, directeur scientifique de Johnson & Johnson. Mais aussi Luc Debruyne, qui a dirigé l'activité mondiale des vaccins pour GSK, membre du conseil consultatif institutionnel de l'Institut flamand pour les biotechnologies (VIB), *strategic advisor*... à la CEPI. La CEPI, outre qu'elle est largement subsidiée par la Fondation Bill & Melinda Gates, a également perçu 5 millions d'euros du gouvernement belge¹¹. L'argent public se retrouve finalement par l'intermédiaire du financement de la CEPI transféré à la plateforme GSK/Cover, et donc à subsidier le privé¹². « *Affaire de privacy* » ? On aurait également pu demander à Sophie pourquoi Hugues Malonne, DG post-autorisation à l'AFPMS, dans l'équipe de Philippe De Backer dont nous avons dénoncé les conflits d'intérêts, a permis que son agence outre passe ses droits et mette en place un processus de validation interne, mais surtout s'il n'y a pas conflit d'intérêts et possibles malversations du fait que la femme de l'intéressé, Marie Tré-Hardy, est la directrice adjointe des hôpitaux dont le labo a été choisi dans la liste de ceux à qui était confié la validation.¹³

OPACITÉ ÉRIGÉE EN SYSTÈME

Nous n'avons pas plus la certitude que le Covid n'est rien ou celle qu'il serait d'une gravité inédite. Nous constatons seulement des choses étranges et une opacité plus qu'indécente en cette période : centralisation des chiffres liés aux personnes infectées et décédées, statistiques faussées (personnes infectées comptabilisées plusieurs fois) ou présentées de façon orientée (des pourcentages d'augmentation calculés sur de très faibles populations ; nombre de cas asymptomatiques non comptabilisés à part ; croissance des cas non corrélés avec l'augmentation des tests), mélanges incestueux entre le monde politique/scientifique et le monde privé pharmaceutique, notamment GSK, fabrication de l'angoisse à coups de fil-info principalement orientés sur le nombre de cas quotidiens, plusieurs fois par jour ; informations contradictoires (les masques ne sont pas utiles/les masques sont indispensables¹⁴), crainte de ceux qui ont un avis différent de la version officielle de s'exprimer, sous peine de stigmatisation/criminalisation ; refus politique de prendre des décisions apparemment importantes pour une tranche conséquente de la population, nos vieux, respectant la sacro-sainte loi de l'offre et de la demande...

Il semble y avoir trop d'éléments probants qui montrent les faveurs qui ont été faites aux multinationales privées (cf. Philippe De Backer, avec le rejet des labos cliniques pour effectuer les testings au profit d'un consortium d'entreprises, ou, encore lui, avec ses intérêts dans Vesalius Biocapital ; l'affaire Hugues Malonne ; l'affaire Goffin et Avrox, etc.).

« Car ce n'est qu'en conciliant les contradictions qu'on garde le pouvoir indéfiniment. Le sempiternel cycle ne pouvait être rompu autrement. Si l'égalité entre les hommes doit être proscrite à tout jamais, si la classe supérieure, comme on l'a nommée, veut garder sa suprématie, alors l'état d'esprit ambiant doit se ramener à une démente maîtrise »

Au-delà du doute, de ce méli-mélo déroutant d'infos et de contre-infos, nous demandons à savoir. Cela paraît évident. La crise d'aujourd'hui est globale, la suite logique d'un système « *défaillant* ». Mais impossible d'attendre des médias qu'ils fassent autre chose que ce qu'ils sont programmés à faire, à savoir assurer la pérennité des dominants. En plein Covid-19, alors que des mesures exceptionnelles sont prises qui mettent en péril des millions de personnes en Belgique, demander des comptes à ceux qui sont censés nous servir – mais ne le font plus depuis longtemps – sur les conflits d'intérêts entre les acteurs politiques et scientifiques et le monde des multinationales pharmaceutiques ne peut surtout pas être entendu.

« Winston laisse tomber les bras le long de son corps et remplit lentement ses poumons. Son esprit vagabonde dans les

dédales du doublepenser. Savoir sans savoir, être conscient de la vérité intégrale tout en racontant des mensonges savamment construits. Entretenir en même temps deux opinions antithétiques, avec une égale conviction. Jouer la logique contre la logique, bafouer la morale tout en s'en réclamant, croire la démocratie impossible et désigner le Parti comme son gardien, oublier ce qu'il faut oublier, puis retrouver la mémoire si nécessaire pour oublier aussitôt ensuite. Et surtout, appliquer ce traitement au procédé lui-même : induire l'inconscience sciemment, et refouler l'acte d'autohypnose auquel on vient de se livrer – le comble de la subtilité. Pour comprendre le mot "doublepenser", encore faut-il être capable de "doublepenser" soi-même »

PLAINE CONTRE L'ÉTAT

Nous n'avons pas tout à coup pensé que dans ce grand dysfonctionnement parfaitement fonctionnel (car le chaos profite à certains), la justice allait nous sauver, et que la vérité, grâce à elle, allait vaincre. Nous pensons toutefois que la faire intervenir ne peut, dans la situation qui est la nôtre, n'être qu'à notre avantage : dans le cas où nous devons avoir gain de cause, nous prouverions que l'État est coupable d'avoir entravé la liberté de la presse ; dans le cas contraire, que la vérité ne peut aboutir même lorsque nous convoquons la justice.

« Appartenir à une minorité, se réduirait-elle à un seul individu, ne fait pas de toi un fou. Il y a la vérité et la contre-vérité, et si tu t'accroches à la vérité envers et contre tout, tu n'es pas fou. »

Nous avons donc introduit une plainte contre l'État belge, pour entrave à la liberté de la presse, alors que depuis plus de quatre mois, toutes les conférences de presse nous sont refusées¹⁵. Avant le 27 juillet, ils justifiaient cela par la règle des *pools* (voir encadré). Aujourd'hui, ils trouvent autre chose. Ils doivent trouver.

Alexandre Penasse

LES POOLS, OU L'INVENTION QUI CRÉE L'ILLUSION DE LA PLURALITÉ

Après notre première conférence de presse du 15 avril et le « malaise » suscité, selon les termes de la presse dominante, les raisons des refus que l'on assiste aux conférences de presse ultérieures ont varié au gré de celles-ci, le cabinet de Wilmès cherchant sans cesse à expliquer l'inexplicable, à justifier « démocratiquement » notre absence. Tout au long de leur exercice rhétorique, un mot revenait, celui de *pool*.

Que vous soyez favorables ou opposés au fait que les multinationales pharmaceutiques aient un pouvoir d'influence sur les décisions politiques qui sont prises au nom du collectif, dépasse au fond le problème qui nous préoccupe ici en premier lieu. En effet, le gouvernement a décidé au nom d'une règle obscure et arbitraire (les *pools*) qu'il a sortie de son chapeau, de ne pas en faire un débat : « vous introduisez ici une question biaisée politiquement, ce qui n'est pas l'habitude des journalistes », dira Sophie Wilmès le 15 avril. Les journalistes du pouvoir, porte-parole des patrons et des politiciens, ont en effet l'habitude de poser les questions convenues, non « biaisées », et les premiers d'y répondre comme il se doit. Dans ce jeu, les citoyens-spectateurs sont grugés, alors que certains pensent encore que les dés ne sont pas pipés.

LES POOLS, INVENTIONS DU POUVOIR

Grâce à leurs décisions arbitraires déguisées en choix démocratique, depuis le 15 avril les questions ineptes et vides ont égrainé les conférences de presse. Compétitions sportives, fêtes des mères, pratique du kayak, reprise du shopping, de l'avion... n'amène pas à vous faire traiter de « complotiste » dans les médias *mainstream*. Brossés dans le sens du poil, les politiciens rendent la pareille aux journalistes : ils les réinventent... et ils aiment cela, les journalistes aux ordres, ayant le sentiment qu'une partie du pouvoir qu'ils admirent chez celui qu'ils interrogent se reflète sur leur personne. Tout cela n'a pas de prix : compromissions, mensonges, collusions.

MAIS C'EST QUOI UN POOL ?

Selon le dictionnaire : *Pool*. Déf. En anglais 1. désigne un étang, une piscine, une mare. 2. Un pronostic, un réservoir (de talent, d'expérience), une équipe.

En français. 1. Groupement (de personnes physiques ou morales) assurant la gestion commune d'une opération, de ressources, de moyens. → coopération ; cartel, entente, groupe. *Pool* bancaire, *Pool* financier. 2. Ensemble des personnes effectuant le même travail dans une entreprise. *Pool* de dactylos. - *Pool* de presse. → équipe.

Selon le syndicat des journalistes, l'AJP, dans un courrier : « Les *pools* sont par définition des regroupements limités de jour-

nalistes, qui servent ensuite tous les autres médias (partage d'image, de son, d'information). Il y a une rotation parmi ces journalistes/médias au sein des *pools*. Il n'y a pas de "droit" d'être dans les *pools*. »

SELON LE CABINET WILMÈS VIA SON PORTE-PAROLE

Définition au **30 mars** : limitation de l'accès à une conférence de presse « à certaines rédactions en *pool*, en raison des consignes strictes liées au Coronavirus »¹⁶. Configuration pouvant être réévaluée lorsque les mesures de *social distancing* sont levées¹⁷. Toutefois, par définition, « l'accès physique est autorisé aux rédactions qui sont répertoriées par l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique qui s'organisent afin de former des *pools* entre elles »¹⁸. En résumé, un journaliste membre de l'AJP et titulaire de sa carte de presse¹⁹ peut faire partie d'un *pool*.

Au 3 avril : Sélection des journalistes sur des critères flous, nécessitant au préalable de s'inscrire sur une liste secrète comme le font les autres organes de presse²⁰, le journaliste n'apprenant que juste avant la conférence de presse, en fonction de la configuration de la salle et du nombre de demandes, s'il pourra rentrer. Tout cela en bonne concertation avec ses homologues journalistes. Cette sélection n'empêche nullement au journaliste d'assister au *streaming live*²¹.

Au 5 mai : « Clé de répartition d'agences – audiovisuel et presse écrite – répondant à un fonctionnement de *pool*, permettant à chacun d'avoir une chance (sic) d'accéder à la conférence de presse ». Les sélectionneurs gouvernementaux qui constituent ces listes secrètes de *pools* n'excluent toutefois pas les demandes en provenance des médias qui bénéficient de moins de moyens et de moins d'audience que les grands acteurs médiatiques du paysage belge, organisant une tournante laissant la place à un média libre chaque fois. « Cette place, votre client en a bénéficié le 15 avril. Le 24 avril, Le Ligueur l'a occupée »²². Ceux qui ne sont pas admis à la conférence ont toutefois droit d'avoir accès à une information totale, pouvant assister à la conférence de presse rediffusée en direct sur internet et sans montage²³. Cette pratique est validée par toute la profession²⁴.

Pure décision autoritaire, le *pool*, dont la définition varie au gré des intérêts du pouvoir, est constamment légitimé, et jamais donné pour ce qu'il est : une pratique, qui si elle peut parfois se justifier, permet surtout de conserver le monopole médiatique des « grands médias » propriétés des plus grandes fortunes, en concordance idéologique avec le pouvoir politique qui sert ces fortunes.

LA DÉFINITION QUE KAIROS DONNE DES POOLS

Suite à notre expérience, nous définissons un *pool* comme une sélection arbitraire de journalistes issus des « grands acteurs médiatiques du paysage belge », c'est-à-dire la presse dominante, à savoir celle qui pose au pouvoir les questions qu'il veut

bien entendre. Cette sélection arbitraire devient parfaitement intelligible quand le consensus est brisé par un « accident », à savoir quand un intrus réussit à poser une question non-reprise dans les thèmes tolérés. Le choix de *pool* n'étant étayé sur aucun critère démocratique et transparent, les règles changent au gré des circonstances, s'auto-justifiant par la « nécessité », comme le *social distancing* demandé par le Covid-19, plutôt que par le pouvoir arbitraire...

Les propos que tient le syndicat des journalistes, l'AJP, à savoir que « les *pools* sont par définition des regroupements limités de journalistes, qui servent ensuite tous les autres médias », dénotent un déni profond des différences existantes entre les médias qui sont des propriétés privées (ou instrument politique comme la RTBF), et les « petits » médias, libres. Nous le savions, mais l'expérience nous appuie : aucun média *mainstream* ne relâiera nos propos, nos questions et nos préoccupations. Ce serait méconnaître leur fonction principale : feindre la description du réel alors qu'ils ne s'attachent qu'à générer son acceptation.

Le seul moyen de briser les illusions qu'ils créent ? Travailler sur les moyens de faire passer des informations libérées de tout intérêt privé.

« Tant qu'il n'y aura pas de prise de conscience, il n'y aura pas de révolte, et tant qu'il n'y aura pas de révolte, pas de prise de conscience. »



4. Dixit Laurent Hublet, CEO de BeCentral, *La Libre*, 18 et 19 juillet 2020.

5. « Covid-19 : l'occasion de continuer le business – derrière le paravent médiatique (où n'arrivent que les "bonnes questions") », voir www.kairospresse.be.

6. Voir « *Nous sommes pris dans le spectacle* » ; <https://www.kairospresse.be/article/nous-sommes-pris-dans-le-spectacle>.

7. *Metro*, 2 juin 2020.

8. Ses études à l'hecs et son premier emploi dans une agence de com ; son mari, Christopher Stone, fondateur de Dewez et *managing director* chez Decaux.

9. Alain Accardo, « Journalistes précaires, journalistes au quotidien », *Ibid.*, p.13-14.

10. Le 4 septembre, le cabinet nous a répondu, répondant à la demande de notre avocate. Nous en publierons le contenu, édifiant !

11. https://diplomatie.belgium.be/fr/newsroom/nouvelles/2020/la_belgique_libere_5_millions_euros_pour_recherche_vaccin_covid-19

12. <https://www.technologynetworks.com/biopharma/product-news/gsk-and-clover-biopharmaceuticals-covid-19-vaccine-begins-human-clinical-trials-336466>

13. <https://www.levif.be/actualite/belgique/tests-serologiques-les-coulisses-d-une-validation-controversee-a-7-millions-enquete/article-normal-1300775.html>

14. Voir « Port du masque systématique, quelle utilité », <https://www.kairospresse.be/article/port-du-masque-systematique>.

15. Voir « 137 jours interdit de conférence de presse », <https://www.kairospresse.be/article/137-jours-sans-conferences-de-presse>.

16. Porte-parole de la Ministre : « En raison des consignes strictes liées au Coronavirus, l'accès à la salle de presse est strictement limité à certaines rédactions en *pool*. »

17. Porte-parole de la Ministre : « Cette configuration sera réévaluée lorsque les mesures de *social distancing* seront levées ».

18. « L'accès physique est autorisé aux rédactions qui sont répertoriées par l'Association Générale des Journalistes Professionnels de Belgique. Celles-ci s'organisent afin de former des *pools* entre elles. Cela se passe sans encombre ».

19. Ce qui est mon cas.

20. « Lors des prochaines conférences de presse, il vous sera demandé de vous inscrire comme c'est le cas pour n'importe quel organe de presse ».

21. « Nous aviserons à ce moment-là en fonction de la configuration de la salle et le nombre de demandes ; le tout en bonne concertation avec vos homologues journalistes. Ceci étant dit, toutes les conférences de presse et leur contenu sont accessibles à tout un chacun, dans leur intégralité, en *streaming live* ».

22. « Cinq places sont prévues pour les collaborateurs des ministres-présidents. Le reste est donc prévu pour la presse, selon une clé de répartition agences/ audiovisuel/presse écrite ; sur la base d'un fonctionnement de *pool*. Ce système permet à chacun d'avoir une chance d'accéder à la conférence de presse. Nous gardons bien entendu une place pour les demandes en provenance des médias qui bénéficient de moins de moyens et de moins d'audience que les grands acteurs médiatiques du paysage belge. Cette place, votre client en a bénéficié le 15 avril. Le 24 avril, Le Ligueur l'a occupée. Pour cette conférence-ci, nous l'attribuons à DaarDaar ».

23. « Par ailleurs, je tiens à signaler que l'accès à l'information est totale : la conférence de presse est rediffusée en direct sur internet, sans montage ».

24. « Cette manière de procéder est validée et soutenue par l'ensemble des participants et l'union professionnelle des journalistes ».

Écoles européennes, un projet louable aux pratiques ambiguës

C'est l'histoire d'une école publique très particulière. Publique, car financée par l'argent du contribuable ; particulière, car elle se comporte comme une école privée, vu qu'elle n'est pas accessible à tout un chacun et qu'elle impose un minerval à certaines catégories d'élèves, mais pas à d'autres. Son nom : École européenne. Sa mission d'origine : former les jeunes générations à l'identité européenne et à l'ouverture aux autres. Sa dérive actuelle : contribuer au fossé entre des jeunes privilégiés et le tissu social local. Un ghetto doré, semblable à celui que vivent leurs parents fonctionnaires européens. Mais cela n'a pourtant pas toujours été le cas.

UN FRANC SUCCÈS DÈS LE PREMIER ESSAI

La première expérience d'école européenne fut menée en octobre 1953 au Luxembourg. La CECA – Communauté européenne du charbon et de l'acier – avait été créée deux ans plus tôt, en 1951, avec pour mission la régulation du marché des deux matières premières qui constituaient, encore à l'époque, le véritable nerf de la guerre. Par la même occasion, l'idée était de faciliter les échanges commerciaux pour redynamiser le secteur sidérurgique afin de relancer les économies des États européens mises à genoux par les deux conflits mondiaux du XX^e siècle.

Les fonctionnaires de la CECA étaient détachés par les gouvernements des six pays fondateurs de l'institution (France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Belgique, Luxembourg et Pays-Bas) auprès du siège de l'institution, dont il avait été décidé, après moult négociations, qu'il serait installé provisoirement à Luxembourg dès 1952. Un an plus tard, un groupe de fonctionnaires prit l'initiative de proposer une expérience éducative novatrice : rassembler des enfants – leurs enfants – de nationalités et de langues maternelles différentes au sein d'une même école, afin qu'ils partagent un socle commun de valeurs et de connaissances. Leur autre objectif, un peu plus nominal, était de permettre aux enfants de suivre des cours dans leur langue nationale pendant la durée du détachement des parents au Luxembourg, afin qu'ils puissent reprendre normalement le cursus scolaire une fois rentrés au pays, tout en apprenant une deuxième langue dès leur plus jeune âge, à choisir entre l'anglais, le français ou l'allemand.

Cette première expérience pédagogique d'un nouveau genre fut tellement concluante que les six pays concernés décidèrent de développer le concept et de cadrer officiellement les programmes des cours, le choix des enseignants, le système d'inspection ainsi que la reconnaissance du niveau atteint via leurs ministères de l'Éducation respectifs. Le 12 avril 1957, les six pays membres de la CECA se mirent d'accord sur la signature d'un statut officiel : la première École européenne était donc née, à Luxembourg.

Deux des articles de ce statut étonnent encore aujourd'hui par leur ambition visionnaire pour l'époque : l'article 2, qui affirme que « l'école est ouverte aux enfants des ressortissants des Parties contractantes » (comprenez : aux enfants de n'importe quel citoyen issu de l'un des 6 États membres de la CECA) ainsi que l'article 6 qui établit quant à lui que « l'École a le statut d'un établissement public » (son fonctionnement est donc assuré par des ressources publiques issues des 6 pays membres).

Le succès de cette première école poussa les autres institutions européennes, comme la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) à demander l'ouverture de nouvelles Écoles européennes dans différentes villes, sièges des autres Institutions : à Uccle en région bruxelloise en 1958, à Varèse dans le nord de l'Italie en 1960, à Karlsruhe dans le sud-ouest de l'Allemagne en 1962, à Bergen au nord d'Amsterdam, en 1963... pour

en arriver aujourd'hui à 13 Écoles européennes « officielles », situées dans 6 différents pays. 4 de ces écoles sont d'ailleurs implantées à Bruxelles, la dernière en date à Laeken depuis 2006... et une 5^{ème} était censée voir le jour en 2021 à Evere, sur l'ancien site de l'OTAN.

ÉCOLE PUBLIQUE, ÉCOLE PRIVÉE

Le texte fondateur originel des Écoles européennes en établissait donc, via son article 6, le « statut d'un établissement public ». Encore aujourd'hui, les frais de fonctionnement de ces écoles sont en grande partie couverts par les États membres : plus de la moitié du budget des Écoles européennes est pris en charge directement par la Commission européenne (elle-même financée par les membres de l'Union européenne), un quart directement par les États via notamment le détachement de personnel enseignant, le petit quart restant étant financé par les minerval payés par les familles dont aucun parent ne travaille dans les institutions européennes. Quant aux bâtiments, ils sont mis à disposition par les gouvernements des pays accueillants. En Belgique, c'est la Régie des Bâtiments, gestionnaire immobilier de l'État belge, qui fournit les infrastructures aux Écoles Européennes, comme par exemple le Château Devis et ses 4,5ha à Uccle ou l'ancienne caserne des Grenadiers à Laeken.

Par ailleurs, le statut originel des Écoles européennes garantissait également, via son article 2, l'accès à son cursus scolaire à tout enfant ressortissant de l'un des États membres. Malgré des remaniements successifs au fil des ans, il prévoit encore aujourd'hui trois catégories d'élèves : la catégorie 1, réservée aux enfants des fonctionnaires ou agents des institutions européennes ; la catégorie 2, constituée d'enfants dont les parents travaillent pour certaines organisations publiques (comme par exemple l'OTAN) ou grandes entreprises privées (comme Unilever, Pepsi-Cola, GoodYear ou Hewlett-Packard) ayant conclu un accord bilatéral avec les Écoles européennes ; la catégorie 3, composée quant à elle de tout enfant ne pouvant appartenir aux deux premières catégories. Cette dernière catégorie, le « commun des mortels », a accès aux Écoles européennes au même titre que les familles qui alimentent les deux premières catégories, en tous cas sur papier puisque le statut de ces écoles le prévoit.

Particularité du système : alors que la gratuité est assurée pour les enfants des fonctionnaires européens, les familles issues de la troisième catégorie (le « commun des mortels ») doivent payer un minerval qui démarre à un peu moins de 4.000€ en maternelle, atteint 5.400€ en primaire et culmine à 7.400€ en secondaire. Pas donné, mais toujours moins onéreux que les 10, 20, voire 30.000€ de minerval demandés par certaines écoles internationales installées à Bruxelles. Les organisations et les entreprises de la deuxième catégorie doivent quant à elles déboursier 10.000€ par élève, quel que soit le niveau scolaire. Les parents de cette catégorie ne paient donc pas directement le minerval, puisque c'est leur entreprise qui leur en fait en quelque sorte cadeau sous forme d'avantage, comme peut l'être une voiture de société ou une assurance complémentaire. C'est un peu le monde à l'envers, mais c'est totalement assumé.

Au-delà de la discrimination d'ordre financier, c'est surtout la discrimination sur base de la profession des parents qui choque : jusque dans les années 80, tout un chacun (qui pouvait se le permettre) était en mesure d'inscrire son enfant dans l'une de ces écoles. Mais depuis le début des années 2000, toutes écoles européennes confondues, la proportion d'élèves de catégorie 3 a chuté d'année en année, passant de 24% en 2008 à 13,8% en 2019, contrairement à la catégorie 1, dont la proportion des élèves est passée de 69% à 83% sur la même période. La tendance est la même à Bruxelles : -20% entre 2016 et 2019

sur le site d'Uccle pour les enfants de catégorie 3, -11% à Ixelles et -5% à Woluwé-Saint-Lambert, alors que sur la même période dans ces trois écoles le nombre d'élèves de catégorie 1 est en augmentation. Les nombreux témoignages recueillis de parents de catégorie 3 qui tentent en vain d'inscrire leurs enfants dans l'une des Écoles européennes de Bruxelles rapportent toujours les mêmes raisons à chaque refus d'inscription : les Écoles européennes de Bruxelles sont surpeuplées (c'est un fait) et il a dès lors été décidé de privilégier les enfants des fonctionnaires européens. Même les familles de catégorie 2, dont l'employeur paie un minerval encore plus élevé, se retrouvent hors-jeu face à celles de catégorie 1. Imaginez un seul instant une école du réseau officiel francophone décider du jour au lendemain d'appliquer une politique d'inscription discriminant les élèves en fonction de la profession de leurs parents et de n'accepter que les enfants d'avocats ou de médecins...

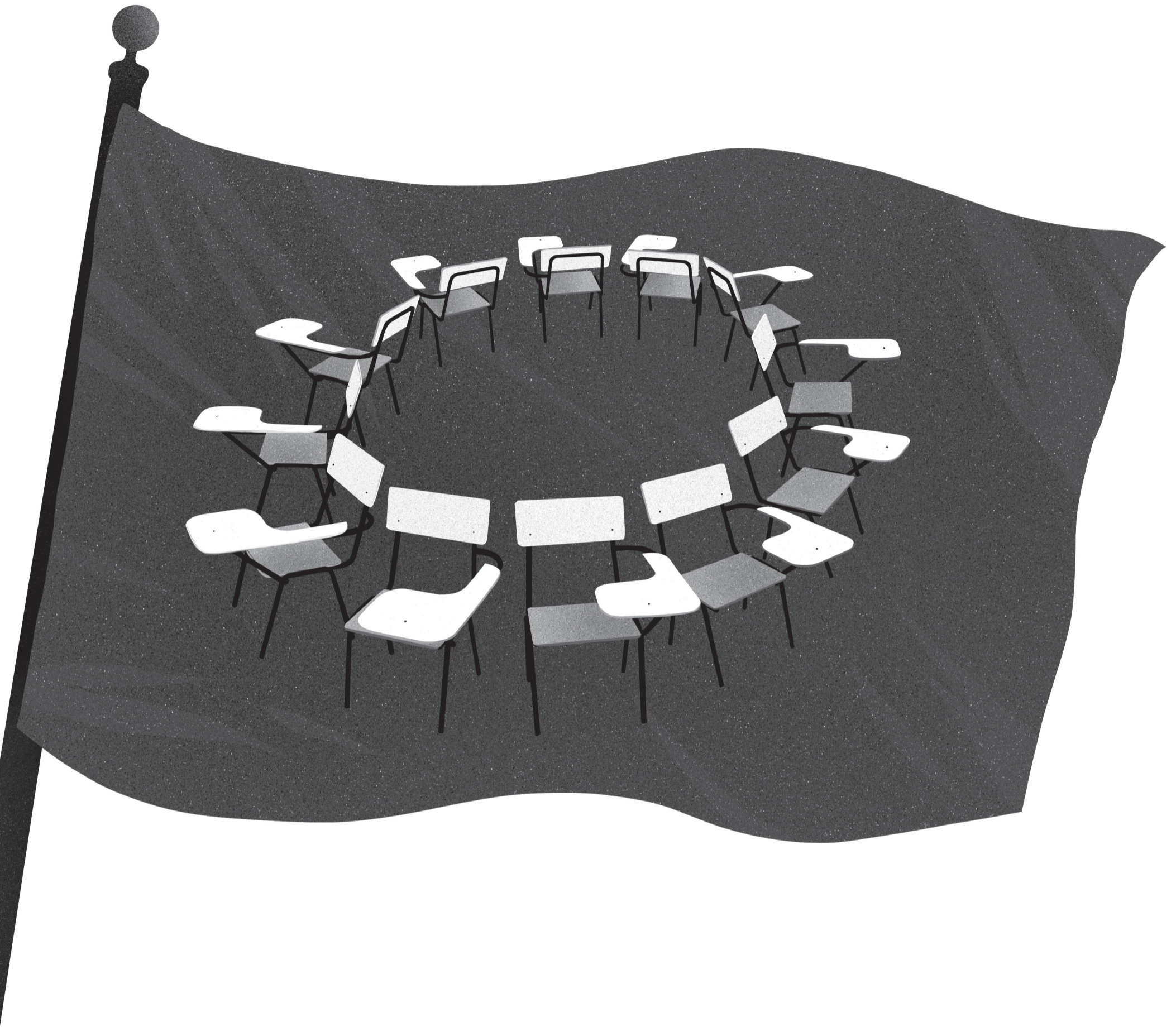
Dernier exemple de discrimination, et non des moindres : le financement plus que correct des Écoles européennes, couplé au niveau de vie généralement plus élevé des familles, a permis à tous les élèves de poursuivre les programmes des cours pendant le confinement lié à la crise sanitaire du printemps dernier, alors que les cursus étaient complètement à l'arrêt dans le réseau de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

LES EXPATS PRENNENT RACINE À BRUXELLES

Mais pourquoi donc les quatre Écoles européennes de Bruxelles sont-elles surpeuplées ? La première explication est d'ordre historique : l'Union européenne a connu des élargissements successifs, d'ampleurs grandissantes au fil des décennies. Deux pays supplémentaires en 1985 (Espagne et Portugal), trois en 1994 (Autriche, Finlande et Suède), suivis par douze nouveaux États membres, principalement issus de l'ancien bloc de l'Est, entre 2003 et 2005. Ces élargissements ont eu comme conséquence un boom des fonctionnaires européens : ils étaient 43.000 en 2017 à travailler pour la Commission, le Parlement et le Conseil. Tous ces fonctionnaires étant en âge de procréer, on comprend aisément la pression démographique que peuvent connaître les Écoles européennes situées dans notre capitale.

La seconde raison est d'ordre sociologique : alors qu'au départ, dans les années 1950, les fonctionnaires n'étaient détachés dans les institutions européennes que pendant quelques années (et s'y tenaient), depuis les années 1990 le ticket pour Bruxelles est le plus souvent un aller-simple. D'où qu'ils viennent, les lauréats des concours européens s'établissent dans notre capitale à long terme, voire « pour toujours ». Ce qui était une exception il y a 50 ans est maintenant devenu la règle. Les Écoles européennes bruxelloises se retrouvent donc dans l'obligation d'accueillir les enfants des fonctionnaires pendant la totalité de leur scolarité, ce qui empêche tout *turn over* et tout accès aux autres catégories.

Ce phénomène sociologique a d'ailleurs des conséquences néfastes sur d'autres secteurs. Tout d'abord, le marché immobilier : le prix au m² dans certaines communes de Bruxelles est gonflé par les salaires des fonctionnaires, dont on sait qu'ils sont plus élevés que la moyenne belge et qu'ils sont taxés à un régime plus favorable. Résultat : de nombreuses habitations à Etterbeek, Ixelles, Auderghem ou Watermael-Boitsfort deviennent tout simplement inaccessibles pour des salaires moyens, tant à l'achat qu'à la location, les propriétaires immobiliers préférant louer leur bien à des fonctionnaires européens, dont la réputation est plus sérieuse et le salaire plus confortable. Autre impact, plus insoupçonné : celui sur les écoles maternelles publiques belges. Bien qu'ils aient accès au système scolaire international de qualité mis en place avec les Écoles européennes, qui plus est gratuitement, de nombreux fonctionnaires européens inscrivent leurs



enfants dans les écoles maternelles francophones pour que leurs petits apprennent le français dès leur plus jeune âge, avant de les transférer dans les Écoles européennes en première primaire. Des écoles maternelles financées par l'argent du contribuable belge... mais pas par celui des fonctionnaires européens qui, pour rappel, ne paient pas d'impôts sur leurs revenus en Belgique. Un contribuable belge qui, en échange, n'a pas accès aux Écoles européennes. Cherchez l'erreur...

LA SOLUTION EST-ELLE AILLEURS ?

Mais alors, puisque de toute évidence il semble y avoir une demande relativement importante de familles de catégorie 3, attirées le plus souvent par une scolarité bilingue français-anglais, pourquoi l'Union européenne n'ouvre-t-elle pas plus d'Écoles européennes à Bruxelles pour que tout un chacun puisse y inscrire ses enfants ? Tout d'abord, parce que la Régie des Bâtiments serait dans l'impossibilité de fournir suffisamment d'infrastructures en bon état. L'ouverture de la 5^{ème} école sur l'ancien site de l'OTAN à Evere est un exemple de ces difficultés : elle a été plusieurs fois annoncée puis retardée, notamment

parce que les investissements pour la rénovation des bâtiments sont très onéreux. Ensuite, parce que même si le statut des Écoles européennes prévoit l'accès à n'importe quel ressortissant européen, il ne les y oblige pas. En d'autres termes, aucune prescription n'impose à ces écoles d'être en mesure de répondre à la demande des familles issues des catégories autres que celle des fonctionnaires européens.

Il existe bien des écoles européennes dites « agréées », qui proposent un programme de cours semblable à celui des établissements officiels et ainsi reconnu par le secrétariat général des Écoles européennes, dont l'une est située à Waterloo, sur le site d'Argenteuil. Le seul hic est que ces écoles prévoient des minerval encore plus élitistes, de l'ordre de 10.000 à 15.000€ par an en fonction du niveau d'études.

À Bruxelles, vu aussi le nombre d'expats en croissance constante, il y a donc un important décalage entre la demande pour enseignement bilingue fort, accessible, plus ouvert à l'international et permettant l'intégration dans le tissu social local, et l'offre limitée d'écoles pouvant offrir ce genre de cursus scolaire. La question qui en découle naturellement est quel rôle la Fédération Wallonie-Bruxelles pourrait jouer pour répondre à cet enjeu d'éducation publique. Il faut savoir qu'en Wallonie, il est tout à fait possible d'assurer à ses enfants une bonne connaissance de

la langue de Shakespeare, dès le plus jeune âge, grâce à un certain nombre d'écoles publiques proposant un apprentissage par immersion de l'anglais. À Bruxelles par contre, il n'existe aucune école publique offrant l'anglais comme langue d'immersion, et les 22 établissements scolaires qui proposent de l'immersion ne le font qu'en néerlandais. La solution est donc peut-être sous nos yeux, encore faut-il avoir le courage et l'ambition d'y investir.

Hugues Lastien

« Le monde n'a aucun sens »

INTERVIEW DE NANCY HUSTON

Nancy Huston, née au Canada en 1953, installée Paris, est romancière et essayiste.

Elle est l'auteure de nombreux ouvrages, dont, pour n'en citer que quelques-uns :

Cantiques des plaines, Actes Sud ; 1993 ; Journal de la création, Seuil, 1990 ;

Reflets dans un œil d'homme, Actes Sud, 2012, In Deo, avec Guy Oberson,

Les éditions du Chemin de fer, 2019.

Rencontrer Nancy Huston nous paraissait inévitable :

profondément humaniste, elle ne cadre avec aucune identité déployée comme carte de visite ;

dénonçant la domination dont la femme est victime, elle ne confond pour autant pas

différence et discrimination ; soulignant l'importance de la langue dans notre « espèce fabulatrice »,

elle sait que nous demeurons

toutefois des mammifères mus par des forces inconscientes.

Nous l'avons rencontrée en février à Paris et

publions son interview en deux épisodes.

Kairos : *Nancy Huston, dans L'Espèce Fabulatrice vous dites : « Le temps d'où vient-il ? De ce que seul de tous les vivants terrestres, les humains savent qu'ils sont nés et qu'ils vont mourir. C'est de savoir nous donner l'intuition de ce qu'est une vie entière. » En fin de compte le monde n'a le sens que celui que nous lui donnons ?*

Nancy Huston : Exactement. Le monde n'a aucun sens.

Aucun sens pour vous ?

Si vous dites « pour moi », alors j'entre dans l'interprétation et lui donne un sens. Mais en dehors de l'existence des êtres humains, le monde n'a pas de sens. Je suis d'accord avec Hubert Reeves qui a dit « Si Dieu existe, il a travaillé très fort pendant un milliard de seconde et il est en vacances depuis ».

Est-ce à dire que toute notre vie consiste à donner du sens à ce qui n'en a pas ?

Le sens que nous créons existe réellement. Nous créons des fictions qui nous aident à vivre : la religion, l'amour, le militantisme, les liens familiaux, tous les buts qu'on peut se fixer dans la vie, toutes les interprétations qu'on peut faire de ce qui nous arrive. Tout ça, c'est notre façon de bricoler du sens, l'activité humaine préférée qui nous caractérise véritablement. Les autres espèces animales ne fabriquent pas de sens en dehors de ce qui leur arrive, de leur réaction pour trouver la nourriture ou pour pouvoir rester en vie, tout simplement. Nous, pour rester en vie, nous devons ajouter un Sens, avec un S majuscule, une signification symbolique extraordinaire.

Vous dites que les gens qui se croient dans le réel sont les plus ignorants et que cette ignorance est potentiellement meurtrière. Alors, s'il n'y a pas de réel à part le sens qu'on lui donne, est-ce qu'il y a une pertinence à parler de vérité ? George Orwell a bien montré que la vérité des faits à l'état pur ne peut exister. Simon Leys, dans Orwell ou l'horreur de la politique, disait : « Les faits par eux-mêmes ne forment jamais qu'un chaos dénué de sens. Seule la création artistique peut les investir de signification en leur conférant forme et rythme. L'imagination n'a pas seulement une fonction esthétique mais aussi éthique. Littéralement, il faut inventer la vérité ». Qu'en pensez-vous ?

Je suis proche de cela, sauf que je dirais que toute activité interprétative donne sens, pas seulement l'activité artistique. Si vous prenez l'exemple des guerres, on peut dire qu'il y a des faits qui se produisent, comme un certain nombre de morts de chaque côté. On ne peut le nier. Mais ensuite on insère ces faits dans l'Histoire avec un H majuscule, et chacun aura sa version de cette Histoire. La guerre d'Algérie ne sera pas racontée de la même façon en France et en Algérie, bien évidemment. La conquête de l'Amé-

rique ne sera pas racontée de la même manière au Mexique et en Espagne, et ainsi de suite. Les mêmes faits seront repris, retravaillés et servis à des sauces extrêmement diverses !

C'est intéressant que vous souleviez ça parce que justement nous sommes dans une ère où les médias de masse ont un pouvoir énorme. Ils ont le pouvoir de nous informer ou de ne pas nous informer. Nous sommes une espèce fabulatrice, on se raconte sans cesse des histoires, vous dites « sous mille formes » : sur notre lieu de travail, dans les rues de nos villes, sur les écrans, on nous raconte des histoires prétendument vraies et on nous demande de nous sentir par elles concernés. Comment peut-on trouver une certaine vérité dans un monde où le monopole de la représentation du réel est laissé à quelques-uns ? En France, les médias appartiennent à 8 ou 9 personnes les plus fortunées, et en Belgique, à 7 ou 8 familles. Que pensez-vous de ce que dit Alain Accardo : « On peut dire que la représentation médiatique du monde telle qu'elle est fabriquée quotidiennement par les journalistes, ne montre pas ce qu'est effectivement la réalité, mais ce que les classes dirigeantes et possédantes croient qu'elle est, souhaitent qu'elle soit, ou redoutent qu'elle devienne » ?

Je répondrai deux choses. La première, c'est que cela a toujours été le cas. Comment les gens du Moyen-Âge se représentaient-ils ce qui leur arrivait ? Imaginez les paysans européens, les serfs en Russie... Ils avaient une version officielle, religieuse, qui ne leur donnait certainement pas accès à la vérité de leur exploitation. Il fallait que quelqu'un d'autre arrive avec une vision militante, colérique, pour dire : « Mais c'est injuste ! Vous avez exactement les mêmes droits que les propriétaires terriens ». On peut le faire par la religion en disant « Vous êtes tous des enfants de Dieu et vous vous valez », ou dire « on devrait être en démocratie et vous devriez avoir le pouvoir de décider ». Chacun peut formuler ça à sa manière. La première réponse est donc qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'information où les gens savaient parfaitement bien ce qui leur arrivait et à quoi correspondait leur réalité. La deuxième réponse, c'est qu'on n'a jamais eu autant de possibilités de récits alternatifs qu'à notre époque. Les réseaux sociaux permettent d'avoir accès à d'autres versions que la version officielle ; il y a toutes sortes de fact checkers. Grâce à Internet, on peut mettre en doute ce qui est raconté dans les médias. Beaucoup de gens ont l'habitude de douter des médias, on n'est pas si crédules que cela !

Vous pensez que l'aliénation des gens n'est pas plus importante qu'avant ? L'imaginaire n'a-t-il pas été confisqué ? Je pense par exemple à la 5G. Si vous demandez à des gens dans la rue ce qu'est la 5G, la plupart ne savent pas qu'Elon Musk est en train d'envoyer des satellites dans l'espace, avec des possibilités de modification de la stratosphère. Simon Leys, encore, expliquait ainsi pourquoi les gens ne bougeaient pas : « S'ils ne voient rien

en fin de compte, ce n'est pas faute d'avoir des yeux mais précisément faute d'imagination. » Ne pensez-vous pas qu'il y a quand même un manque d'imagination actuellement ?

Manque d'imagination et manque d'information sont deux choses très différentes. Ne pas savoir ce qu'est la 5G, ce n'est pas manquer d'imagination. Moi-même je ne suis que moyennement au courant de certaines réalités contemporaines, par exemple le développement de l'intelligence artificielle en Chine et aux États-Unis, les budgets qui sont investis là-dedans, les travaux pour coloniser Mars ou la Lune... Je n'ai pas nécessairement envie d'en savoir trop sur ces sujets, mais je ne manque pas d'imagination. Il est très difficile de généraliser au sujet des « gens ». On ne peut déjà pas dire la même chose des Français et des Américains. Je viens de rentrer du Bénin. Les Béninois appréhendent-ils la modernité de la même façon que nous ? Je ne le pense pas, même s'ils ont de plus en plus de smartphones. Donc l'imagination n'est pas le problème. Les gens n'ont jamais eu accès à autant de fictions, les meilleures et les pires, des films, du théâtre et de la musique d'autres pays, c'est inouï. Les paysans berrichons d'avant la Révolution — je suis berrichonne dans l'âme — avaient une vie solitaire et silencieuse, en hiver notamment. Au XIX^e siècle, ils n'avaient ni radio, ni télévision, ni téléphone, et c'est hier, le XIX^e siècle ! Nous avons multiplié de façon spectaculaire les ouvertures vers d'autres cultures. Nous courons plutôt un risque d'une indigestion culturelle que celui d'un manque d'imagination.

C'est intéressant que vous disiez : « Je n'ai pas nécessairement envie de savoir ». C'est peut-être quelque chose de fort répandu et beaucoup d'entre nous, notamment dans les classes moyennes encore privilégiées, profitons bien de ce monde et n'avons pas trop envie de savoir non plus...

J'ai envie de savoir en gros et non dans le détail. Je n'ai pas envie de consacrer mon temps à me tenir au courant de cette fuite en avant des moyens techniques pour multiplier les capacités du cerveau, développer le transhumain, l'intelligence artificielle, etc. Il me semble plus utile de consacrer mon temps à autre chose.

Vous vous protégez en quelque sorte ?

Bien sûr. Tout le monde doit décider pour soi-même de ce qu'il peut et ne peut pas supporter. Je ne pense pas être l'autruche avec la tête dans le sable. Mais en même temps, je n'apprécie pas beaucoup les gens qui sont simplement des militants infiniment informés. Je trouve ça assommant et ce n'est pas du tout ainsi que j'ai envie de vivre.

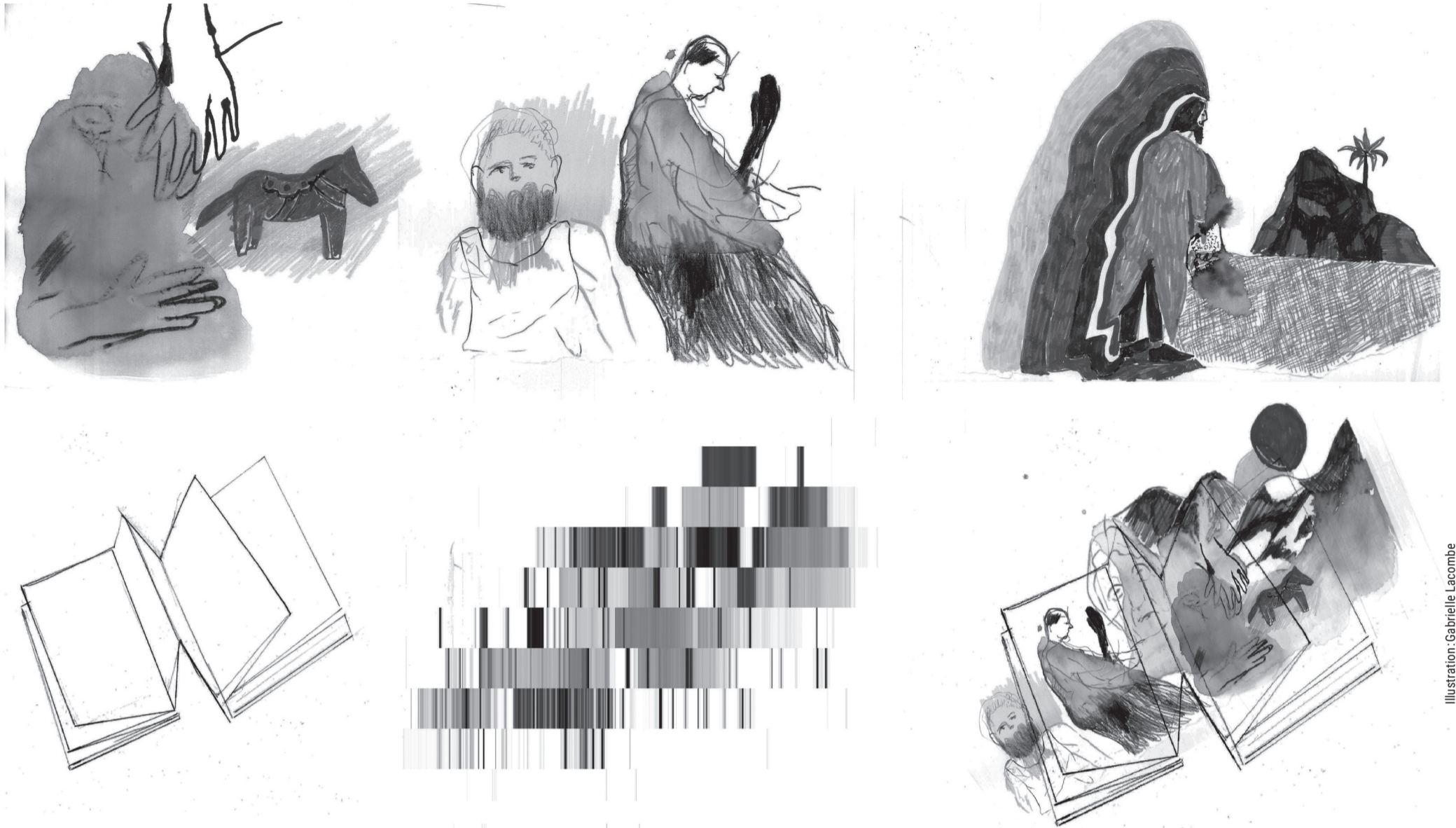


Illustration: Gabrielle Lacombe

Vous voulez dire les militants qui ne trouvent un sens à leur vie qu'en militant ?

Et en parlant et en mettant à tout le monde le nez dedans.

Vous êtes quand même d'accord qu'il faudrait un début de subversion, en tout cas de mouvement de masse pour que le peuple retrouve une certaine souveraineté. Les choix qui sont faits par le président français – mais on pourrait en dire autant en Belgique – ne sont pas des choix que le peuple déciderait, ou que les gens décideraient si on était informés et s'ils savaient ce qu'ils devaient faire.

Personnellement, je ne parle pas du « peuple », il y a beaucoup d'individus qui font théoriquement partie du « peuple » avec qui je ne m'entends pas et dont je ne partage pas les opinions, il y a beaucoup d'individus du « peuple » qui me sont extrêmement antipathiques, qui votent de façon que je réprovoie... Donc j'ai un peu de mal à saisir le concept d'un peuple qui aspirerait à « redevenir souverain ».

Lors de votre conférence à Liège¹, à propos de votre ouvrage *In Deo*, un journaliste vous a demandé vers quelle civilisation allait votre cœur, entre les traditionnelles et celle de l'homme blanc. Vous avez dit : « Aucune des deux. Je ne les hiérarchise pas. » J'ai été étonné car dans *In Deo* vous considérez que les Indiens ont une humanité beaucoup plus riche : ils ont plus de respect de la terre, de la nature, de l'autre que dans notre société occidentale qui, comme vous le dites, a engendré Mozart et Michel-Ange mais aussi la colonisation et les guerres...

Il est très difficile pour nous qui avons grandi en lisant, de nous projeter dans une société analphabète et de prétendre valoriser cette société-là, de vouloir en être. Pour ma part, je suis une femme du livre, une romancière, et il n'y a pas de roman chez les peuples traditionnels. Il y a des légendes orales magnifiques, des contes, mais pas de roman. Et je trouverais incohérent, pour ne pas dire prétentieux, de « préférer » un monde si différent de celui qui m'a faite. Il faut aussi reconnaître que partout où on a pu apporter de l'aide médicale sérieuse – et pas assortie d'oppression coloniale – à des sociétés traditionnelles, elles ont été preneuses. Les gens sont prêts à faire des journées de marche pour avoir des antibiotiques, des vaccins ou des médicaments effi-

caces. *A contrario*, nous aurions du mal à accepter de vivre avec les seuls remèdes traditionnels. Ce sont deux petits exemples. Je suis contente d'avoir compris dès ce texte *In Deo*, écrit il y a déjà 25 ans dans la foulée de *Cantique des plaines*, que les qualités et les défauts de chacun de ces types de sociétés sont inséparables. Vous ne pouvez pas dire « *Je vais prendre ce qu'il y a de bien chez les uns et chez les autres et puis je vais laisser de côté ce qui est mauvais chez les uns et les autres.* » Hélas, ce sont des systèmes qui se tiennent, des réalités mixtes comme toutes les réalités humaines. On ne trouvera pas un jour un système qui nous permette juste d'être bons, sympathiques, généreux et chaleureux ! L'humanité a essayé de nombreux systèmes politiques, et nous voyons bien que chacun a ses défauts et ses qualités. Il se trouve que la plupart des peuples premiers, par exemple au Canada, opprimaient leurs femmes de façon spectaculaire, ce qui serait pour moi insupportable. Je n'ai pas envie d'être réduite à un rôle maternel, je n'ai pas envie de devoir me taire. D'autres tribus, bien sûr, mettaient les femmes en valeur. Après la ménopause surtout, elles pouvaient accéder à certains pouvoirs politiques. Mais il était rare qu'une femme dans la force de l'âge puisse être chasserresse ou guerrière, seule une Aînée pouvait avoir voix au chapitre, et encore ! La violence éducative était la règle, comme encore aujourd'hui dans la plupart des pays africains dont j'ai connaissance. Mais on peut comprendre que dans une économie de survie, l'obéissance des enfants est une question de vie et de mort. Il faut sûrement avoir atteint un certain niveau de vie pour interdire la fessée.

Cela voudrait-il dire que notre progrès justifie le pire, en fin de compte ? Est-ce qu'on ne peut pas tirer des enseignements de ces sociétés traditionnelles qui ont beaucoup à nous apprendre ?

Il ne faut pas sauter d'un extrême à l'autre. Ce n'est pas parce que j'approuve certains aspects de notre société que je dis que ça justifie le pire. Je dis simplement que dans notre société comme chez eux, le meilleur et le pire sont inextricables. Donc - oui, bien sûr, nous pouvons tenter de nous inspirer de certaines formes de sagesse des peuples traditionnels, tenter de revenir à une compréhension plus immédiate de ce que nous mangeons, par exemple, tenter d'être un peu moins coupés de la nature, de se sentir un peu moins supérieurs aux autres espèces animales. Naomi Klein a dit que nous avons à apprendre des autochtones canadiens, et pas seulement à leur infliger nos « progrès », mais

il ne nous est pas loisible de vivre de la même façon qu'eux les attitudes qu'ils ont élaborées pendant des siècles. On peut essayer de marcher dans ce sens et en même temps, il y a très peu d'entre nous qui sommes prêts à retourner vivre en communauté dans la forêt ! Personnellement, ce n'est pas un mode de vie qui me tente ; j'ai besoin de mes horaires de travail, ma vie est construite autrement. S'il y avait vraiment un effondrement, comme dans *Vers la forêt* de Jean Hegland, et qu'il n'y avait plus rien de ce luxe auquel nous sommes habitués – nos lampes électriques, nos ordinateurs, notre chauffage en hiver – si nous devions réellement revenir à une existence de survie, beaucoup d'entre nous auraient du mal, dont moi !

À suivre...

Propos recueillis par Alexandre Penasse

1. « Une soirée avec Nancy Huston, autour de son oeuvre et de son engagement écologiste », 29 novembre 2019.

Lettre ouverte à ceux qui se nomment musiciens qui se sont convertis au culte de l'Internet

La musique est une invention humaine magnifique. Elle prend ses racines, au moins pour partie, dans le chant des oiseaux qui vivaient (tant et tant ont déjà été assassinés par la société industrielle), dans la nature qui nous environne. La musique vient du chant et le chant est la musique. Elle est un langage extraordinaire et représente, en tant que telle, une évolution majeure, ainsi que décrit par Lewis Mumford¹, dans la vie des êtres humains. Elle est le cœur, l'âme et le corps de nos existences. Les instruments, autrefois façonnés par des humains, sont venus prolonger et accompagner ce chant. La musique est une création humaine et elle n'existe que par la grâce de la relation humaine. La musique se partage avec les autres dans un espace donné et dans un temps défini.

Moi qui ai eu la chance et le privilège de donner des centaines de concerts, du solo au big band, je sais que la musique s'invente dans la relation avec les autres musiciens et avec ceux qui se trouvent près de moi et qui écoutent. Cette présence charnelle

et humaine est indispensable. C'est parce que je vois ces autres, musiciens et public, que je ressens les vibrations de leurs corps, que j'aperçois leurs visages, lis leurs émotions, partage leurs sourires que ma pratique fait sens.

C'est cette communion des âmes et des corps qui donne la vie et la poésie musicale. La musique qui se fait alors entendre est le résultat de ces échanges permanents entre nous. Ce que je joue est ainsi transformé, modifié, sublimé par ce que je vois et que je ressens, par ce va-et-vient de sensations indéfinissables, inclassables, uniques. Si ce temps et cet espace ne sont pas partagés, alors le chant n'est plus, c'est un ersatz de musique.

Si nous sommes tous cloîtrés chez nous, alors ne faisons pas de musique. Ne prétendons surtout pas qu'elle soit encore possible dans ces conditions. La magie que révèle la mélodie, la transe que confère le rythme, meurt de cette mascarade ignoble à laquelle tant et tant de prétendus musiciens se sont livrés. Inter-

net ne réinvente pas la vie², il la transforme en une parodie vide d'amour, vide de l'essence même de notre condition humaine, vide de l'absence charnelle de l'autre. Refusons cette existence aliénée à des machines industrielles qui, loin de notre regard, assassinent, polluent, empoisonnent, mettent en esclavage et qui, surtout, creusent la tombe de l'humanité³. La musique n'a besoin, mais c'est indispensable, que de l'autre, des autres pour inventer le chant de la récolte, le chant de la joie ou de la peine, le chant d'une vie digne. Vous ne mesurez pas à quel point votre soumission au culte de l'Internet, qui ne date pas, hélas, de l'ère du confinement déconfiné, mais qu'elle a amplifié, est le chant du cygne de la musique et des musiciens. Vous serez balayés comme tant d'autres, serveurs, caissiers, paysans, médecins, hôtesse d'accueil..., par des robots qui ont l'avantage, en ces temps de psychose collective à durée indéterminée, de ne contaminer personne et de répondre exactement aux souhaits que les machines connectées attribuent à leurs fidèles.

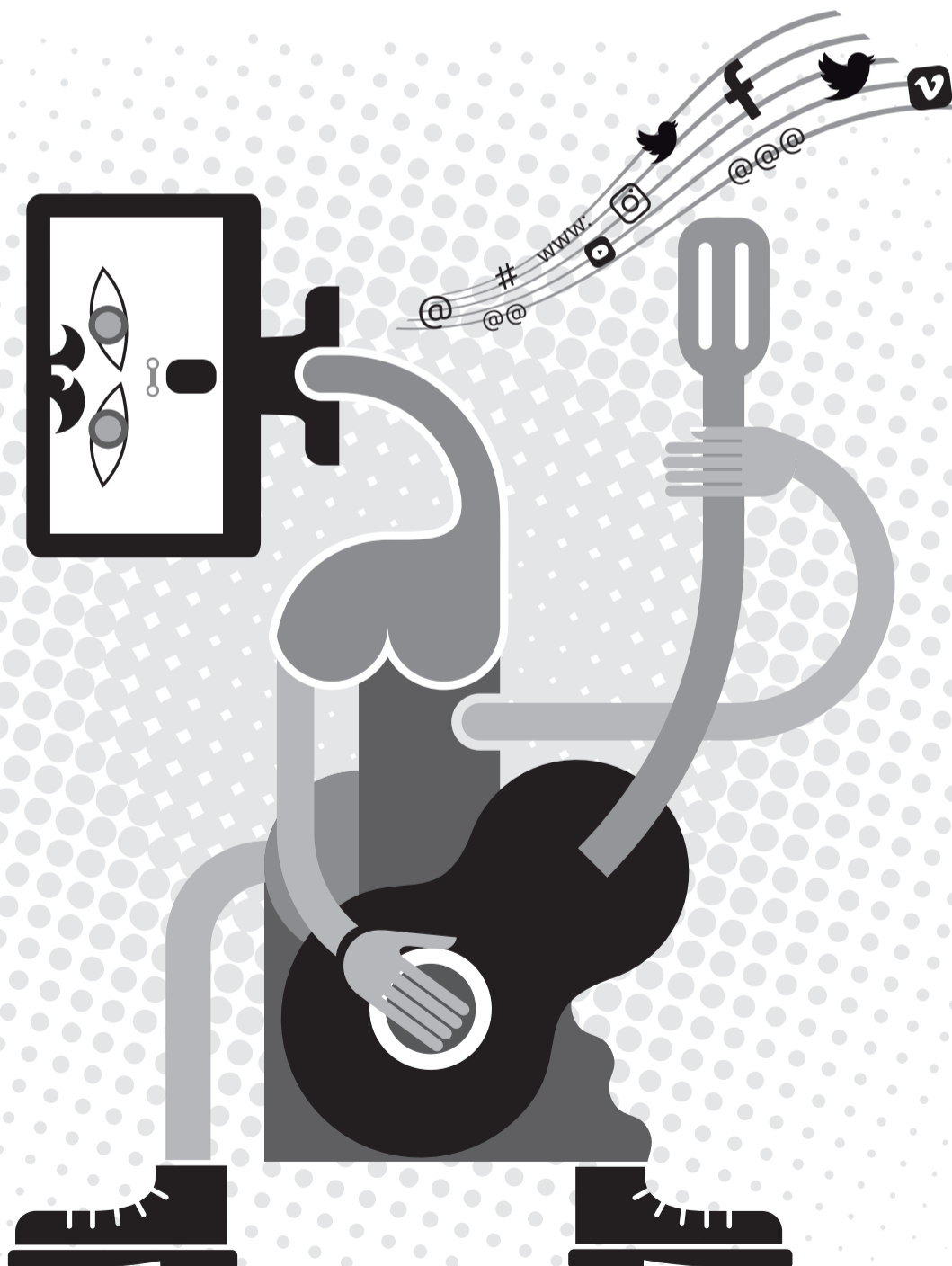
Votre assujettissement à l'immédiateté permanente fabriquée par les smartphones reliés à l'Internet a détruit la notion de passé, de conscience de l'histoire. Ainsi vous n'êtes plus en mesure de réaliser que peu à peu le chant a été vidé de sa substance et que, si nous ne faisons rien, cela ira en s'accéléralant.

Les ordinateurs ont déjà grandement ouvert cette mutation en permettant l'avènement de la « musique au mètre », répétition inhumaine des mêmes deux, trois ou quatre mesures à l'envi, jusqu'à la nausée. Ce qui détruit l'âme de la création musicale. Déjà le tournant ultra-libéral des années 1980 lui avait ôté sa force populaire et politique. Observez autour de vous, la musique est consommée massivement, mais elle n'accompagne plus les sociétés. Le chant ne fait plus corps avec l'existence au quotidien ou avec les rituels de la vie. Vous qui vous nommez musiciens et qui vous êtes convertis au culte de l'Internet, vous êtes devenus les serveurs dociles et béats d'un système industriel numérisé qui n'a pour objet que l'aliénation des humains à des cages connectées, et pour conséquence la destruction de la planète.

« Alors que le chansonnier Pierre-Jean de Béranger est condamné à neuf mois d'emprisonnement et dix mille francs d'amende, la foule envahit la salle d'audience et plusieurs journaux publient les chansons incriminées. L'émotion populaire est à son comble et les rapports de police s'inquiètent de l'ampleur des manifestations de mécontentement, notamment de la part des étudiants du Quartier Latin. Deux ans plus tard, en 1830, les journées insurrectionnelles dites des "Trois Glorieuses" débouchent sur le renversement du régime. Bon nombre de commentateurs à l'époque attribuent alors à P.-J. de Béranger, et notamment à sa chanson Le vieux drapeau, une responsabilité de premier ordre dans l'exaspération mêlée d'enthousiasme à l'origine de cette nouvelle révolution⁴. »

Hervé Krief, jour 101 de l'an 01 du confinement (26 juin 2020), troubadour installé en Creuse, auteur du livre *Internet ou le retour à la bougie* (réédité par Écosociété en 2020), membre du collectif Écran total.

Illustration: Christophe Nottet



1. Lewis Mumford, *Le mythe de la machine*, L'Encyclopédie des nuisances, 2019.
2. Dès le début du confinement, le journal de 13 h de France-Inter a lancé une nouvelle rubrique « Comment la vie se réinvente sur Internet ».
3. Pour une vision globale des ravages de l'Internet, voir *Internet ou le retour à la bougie*, Écosociété, 2020.
4. Christophe Traïni, *Contester, la musique en colère*, Les presses de Science Po, 2008.

Impact du déploiement de la 5G sur la consommation de l'énergie et le climat

Comme annoncé de longue date par quelques esprits éclairés, par exemple par le géophysicien Marion King Hubbert qui dès 1956 avait prévu le pic d'extraction du pétrole conventionnel étasunien de 1970¹, le pic de pétrole conventionnel mondial a été atteint en 2008. Vraisemblablement, le pic du pétrole conventionnel et non conventionnel confondu a eu lieu en novembre 2018 à hauteur de 84,6 millions de barils par jour².

Au vu de la pénurie annoncée, il serait de bonne politique de considérer que toute innovation technique doit être examinée à l'aune de son impact énergétique et que les seules acceptables devraient être celles qui contribueraient à une baisse de la consommation des combustibles fossiles.

L'émergence de chaque nouvelle génération de téléphonie mobile (2G, 3G et 4G) a été inmanquablement suivie d'une forte augmentation des flux de données et, par conséquent, de la consommation d'énergie du réseau sans fil. Rien ne permet de penser que cela serait différent pour la 5G ; au contraire, comme pour les générations précédentes, la recherche de meilleures performances en termes de débit et de capacité entraînera une nouvelle explosion du trafic des données qui réduira à néant le bénéfice de toutes éventuelles améliorations de l'efficacité énergétique : c'est la conséquence de l'effet rebond ou paradoxe de Jevons du nom de l'économiste qui l'a énoncé au dix-neuvième siècle³. À supposer que la 5G soit énergétiquement plus efficace que les générations précédentes, ce qui est promis mais non démontré, l'effet rebond annulera son improbable bénéfice.

De fait, un site d'antennes 5G consomme de 3 à 3,5 fois plus d'électricité que l'équivalent en 4G selon un document de Huawei⁴, ce qui est aussi confirmé par les opérateurs chinois précurseurs en la matière⁵. D'autre part, étant donné l'utilisation des ondes millimétriques par la 5G – des ondes qui sont fortement atténuées par le moindre obstacle comme les feuilles d'un arbre et la pluie – le déploiement de la 5G nécessite une multiplication des antennes, jusqu'à une antenne tous les 100 mètres en milieu urbain, par opérateur. Les antennes à elles seules représentant plus de la moitié de la consommation électrique des opérateurs, le déploiement de la 5G aura pour effet de tripler leur consommation d'électricité.

Selon Hugues Ferreboeuf et Jean-Marc Jancovici, ingénieurs et experts de la transition énergétique, l'impact des antennes 5G représentera dès lors une augmentation de 2% de la consommation d'électricité globale d'un pays comme la France (ou la Belgique). Ils précisent : « À cela il faudra rajouter l'énergie nécessaire à la fabrication des éléments de réseau, et surtout à la production des milliards de terminaux et d'objets connectés que nous souhaiterions relier via ce réseau (dans le monde, l'énergie de fabrication des terminaux, serveurs, et éléments de réseau représente 3 fois l'énergie de fonctionnement des réseaux, hors data centers). Alors qu'une augmentation de la durée d'utilisation des smartphones serait centrale pour réduire leur empreinte carbone, l'apparition de la 5G accélérerait leur remplacement, pour le plus grand bonheur des fabricants d'équipements »⁶.



L'augmentation de 2% de la consommation électrique d'un pays liée aux antennes 5G ne représente donc que la partie émergée d'un iceberg principalement constitué par l'énergie nécessaire à l'ensemble des processus industriels liés au déploiement de cette technologie, en premier lieu la fabrication des terminaux (smartphones, tablettes, PC portables, etc.) encore et toujours promis à une obsolescence rapide.

Déployer la 5G contribuerait donc à gaspiller toujours plus vite cette ressource limitée qu'est le pétrole qui manquera ainsi grandement et cruellement aux générations futures pour assurer une transition vers une société durable et décente.

CLIMAT

La 5G est promue par l'industrie des télécoms comme une innovation technique majeure aux multiples qualités⁷ qui contribuerait même à lutter contre le réchauffement climatique : selon Agoria⁸, dans la brochure qu'elle a publiée en 2019, la 5G, l'IdO (internet des objets) et « l'utilisation massive d'objets connectés amélioreront la gestion de l'énergie et de l'environnement, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs climatiques européens ».

Pourtant la transmission des données par les techniques sans fil est intrinsèquement inefficace du point de vue énergétique : par exemple la 4G est environ 20 fois plus énergivore que la transmission filaire (fibre optique ou câble en cuivre)⁹. Elle constitue actuellement une part importante des 4% des gaz à effet de serre émis dans le monde par le numérique, dont la consommation d'énergie croît fortement, à hauteur de 9% par an¹⁰. Le déploiement de la 5G accélérerait plus encore cette tendance déjà délétère.

À l'heure où les signaux inquiétants se multiplient, comme la fonte accélérée des glaciers partout dans le monde et des records de température qui se répètent d'année en année, et alors que s'éloigne de plus en plus l'objectif visant à contenir le réchauffement planétaire à 1,5 degré, comme cela était prévu par l'accord de la COP21 à Paris en 2015, il est devenu impératif de limiter l'usage du sans-fil, voire même de le proscrire. Clairement, le déploiement de la 5G irait exactement à l'encontre de cet impératif.¹¹

Francis Leboutte

1. 9,6 millions de barils par jour pour les 48 États (sans l'Alaska et Hawaï).

2. Données de l'EIA (US Energy Information Administration, www.eia.gov) acquises en août 2020. Il s'agit du pétrole brut auquel les condensats aux puits de gaz (pentane, etc.) sont ajoutés comme le veut la tradition – sont exclus de ces données les autres ersatz de pétrole comme les liquides de gaz naturels (butane, propane...) et les agrocarburants. Depuis 2008, la diminution de l'extraction du pétrole conventionnel est péniblement compensée par le non conventionnel (pétrole de schiste, sable bitumineux, pétrole extrait en mer à très grande profondeur...) et par l'augmentation des condensats liée à celle de l'extraction du gaz naturel. Le pic de 2018 à 84,6 millions de barils ne devrait plus jamais être atteint d'autant que les investissements dans le non conventionnel ont chuté récemment, notamment suite à la chute du cours du baril et la récession liées à la pandémie de covid-19 (en avril 2020, le volume extrait était de 82,5 millions de barils par jour). L'extraction du gaz naturel et du charbon devrait culminer cette décennie.

3. Transposé à la situation qui nous préoccupe : si une innovation (la 5G) entraîne un gain énergétique pour une technique considérée (la téléphonie mobile), son utilisation va s'intensifier de telle sorte qu'il en résultera une augmentation de la consommation d'énergie. Pour plus d'information sur ce paradoxe, lire *The Myth Of Resource Efficiency*, Mike Hanis, thelandmagazine.org.uk/articles/myth-resource-efficiency.

4. Huawei, *5G Telecom Power Target Network*, carrier.huawei.com/~media/CN8GV2/download/products/network-energy/5G-Telecom-Energy-Target-Network-White-Paper.pdf

5. *Operators Starting to Face Up to 5G Power Cost*, Robert Clark, www.lightreading.com/asia-pacific/operators-starting-to-face-up-to-5g-power-cost/-/d-id/755255 Hugues Ferreboeuf et Jean-

6. Marc Jancovici : « La 5G est-elle vraiment utile ? ». *Le Monde* du 9 janvier 2020.

7. *Everything You Need to Know About 5G*, IEEE (Institute of Electrical and Electronics Engineers, « *The world's largest technical professional organization for the advancement of technology* », www.ieee.org) : « Les utilisateurs de télé-

phones portables d'aujourd'hui veulent des débits de données plus rapides et un service plus fiable. La prochaine génération de réseaux sans fil – la 5G – promet d'offrir tout cela, et bien plus encore. Avec la 5G, les utilisateurs devraient pouvoir télécharger un film en haute définition en moins d'une seconde (une tâche qui pourrait prendre 10 minutes sur la 4G LTE). Et les ingénieurs du sans-fil affirment que ces réseaux vont également stimuler le développement d'autres nouvelles technologies, comme les véhicules autonomes, la réalité virtuelle et l'internet des objets... ».

8. Agoria : une association belge de l'industrie et des services liés aux nouvelles technologies.

9. Frédéric Bordage, *Sobriété numérique*, Buchet/Chastel, 2019.

10. *The Shift Project*, www.theshiftproject.org.

11. En prime, une autre projection de Marion King Hubbert : *la consommation d'énergie fossile de l'humanité sur une échelle de 10 000 ans*, diagramme établi en 1969 (représenté par le zéro sur l'axe horizontal).

« Il s'agit de réparer le crime fait à l'humain »

INTERVIEW DE MIREILLE FANON

Face aux violences racistes, aux droits niés, aux crimes perpétrés pendant plusieurs siècles dont les conséquences se font encore sentir, les demandes de justice et de réparations sont régulièrement mises en avant. Elles le sont d'autant plus depuis juin et les manifestations liées aux crimes policiers aux États-Unis. Dans cette interview, effectuée début février 2020, Mireille Fanon tient des propos concrets face à une réalité niée depuis trop longtemps, alors que ceux-ci pouvaient apparaître radicaux il y a quelques mois encore.

Kairos : Dans le cadre de ses travaux le WGEPAD¹ a-t-il eu un projet de résolution concernant des réparations ?

Mireille Fanon : À l'heure actuelle, aucune institution multilatérale ne demande des réparations pour les crimes contre l'humanité et de génocide commis lors de la traite transatlantique négrière, de la mise en esclavage et du colonialisme. Les États savent très bien que demander des réparations pour ces crimes ou accepter que des organisations ou des États en demandent, les forceraient à questionner les structures du système dominant, ce qui dans le système capitaliste libéral blanc est impossible. C'est bien pour cela qu'il y a un consensus pour laisser hors de la sphère politique le processus de réparations. On consent à des événements mémoriels, à des plaques et peut-être prochainement à des rues ou des statues. Il y a des initiatives comme la Route de l'esclavage, mais cela ne s'inscrit pas dans une demande de réparations, peut-être que de manière sous-jacente, cette question était dans l'esprit de ceux qui ont travaillé sur un tel projet. Mais on peut s'interroger si à partir de ce projet, il ne s'agit pas plus de situer, à travers l'éducation, géographiquement des faits historiques qui ont façonné la société actuelle ? Ce qui n'est pas rien, mais l'humanité a besoin d'aller beaucoup plus loin si elle veut se réconcilier avec elle-même.

La question des réparations a été portée lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance associée (Durban 2001), mais les États anciennement esclavagistes et colonialistes ont cherché tous les moyens possibles, dont la question de la Palestine, pour délégitimer cette demande introduite par des États africains pour que l'ensemble de la conférence soit un échec.

De 2011 à 2017, la question des réparations a été portée par certains membres du WGEPAD, essentiellement par deux d'entre eux, au point qu'elle a fait l'objet d'échanges vifs. Cette demande a fini par être entendue, mais elle est toujours l'enjeu d'une politique politicienne et donc de rapports de force entre certains États. Les plus virulents contre toute discussion sont les Occidentaux et selon le gré du vent les autres pays sont ou pour ou contre.

Au niveau des Caraïbes, n'y a-t-il pas eu des relances ?

En 2013, les chefs de gouvernement de la CARICOM (Caribbean Community) ont créé la Commission des réparations de la CARICOM (CRC) car c'était pour eux une question de premier plan. Un plan d'action en dix points pour la justice réparatrice a été élaboré et approuvé par les chefs de gouvernement en mars 2014 ; il sert de base aux discussions sur les réparations.

En janvier 2015, le Parlement de la Jamaïque a soutenu une motion présentée à la Chambre pour demander des réparations à la Grande-Bretagne. Rappelons-nous qu'en 2007, le Premier ministre britannique, Tony Blair, a qualifié la traite négrière transatlantique de « *commerce honteux* » et de « *crime contre l'humanité* ». Il a reconnu, et cela est à souligner, que nous ne cessons de souligner que les pays anciennement esclavagistes et colonialistes doivent leurs richesses au commerce des mis en esclavage et au pillage systématique des territoires qu'ils ont acquis par le vol et la violence, ce qui en droit est un crime, que la « *prééminence internationale* » de la Grande-Bretagne a été « *partiellement dépendante d'un système colonial de travail d'esclaves* ».

En 2015, lors d'une visite du successeur de Tony Blair au poste de Premier ministre, la première en 14 ans en Jamaïque, David Cameron, reconnaissant que « *slavery was abhorrent in all its forms* »², a concédé, en termes de réparations, une aide de 25 millions de livres pour construire la nouvelle prison de la Jamaïque. Il avait, peu de temps auparavant, proposé que les Jamaïcains condamnés en Grande-Bretagne soient renvoyés à la Jamaïque pour y accomplir leur peine de prison. À cette somme, étaient ajoutés 300 millions de livres pour l'ensemble des Caraïbes pour la construction d'infrastructures, tout en soulignant bien qu'« *I hope that, as friends who have gone through so much together since those darkest of times, we can move on from this painful legacy and continue to build for the future.* »³ Selon lui, cette visite avait pour but de « *reinvigorate ties between the countries, and that he wanted to concentrate on future relations rather than centuries-old issues* »⁴. Mais, évidemment, il n'a prononcé aucune excuse pour les crimes contre l'humanité commis.

Notons au passage, que l'on ne cesse d'entendre des excuses, des regrets pour les crimes de guerre et de génocide commis contre les 6 millions de personnes durant la Seconde Guerre mondiale, mais si peu pour les plus de 10 millions de personnes arrachées à leur continent, tuées, violées, déshumanisées et privées de leur dignité par un système qui n'a jamais, dans ses aspects idéologiques, cessé d'empoisonner les relations à l'Autre, de détruire le sens de l'altérité entre les humains. Nous en sommes toujours là.

Concernant le rapport Savoy-Sarr intitulé *Restituer le patrimoine africain, ne pensez-vous pas que cela peut être une façon « douce » d'aborder la question des réparations pour les crimes commis pendant la colonisation ?*

Non, car si c'était le cas cela aurait déjà dû avoir lieu. Face à la violence exercée contre les corps noirs, quelle que soit sa forme, il n'y a d'alternative que d'affronter les questions liées aux demandes légitimes de réparations. Bien sûr, on peut rendre les œuvres d'art volées par les pays colonisateurs, mais cela ne rendra jamais la dignité aux corps offensés, déshumanisés et désacralisés de nos ancêtres, cela ne rendra jamais les terres volées et pillées, cela ne mettra jamais fin au mal développement du continent africain et des afro-descendants qui sont considérés comme des non-êtres et vivent dans les zones périphériques que leur concèdent ceux qui n'ont jamais cessé de les opprimer. C'est bien de rendre les œuvres volées, et cela aurait déjà dû être fait, mais cela ne pourra jamais être pour solde de tout compte.

Ce ne sont pas seulement des objets qui ont été volés, c'est bien ce que soulignent les rédacteurs du rapport *Restituer le patrimoine africain : vers une éthique relationnelle*⁵ : « *Ce ne sont pas seulement des objets qui ont été pris, mais des réserves d'énergies, des ressources créatives, des gisements de potentiels, des forces d'engendrement de figures et de formes alternatives du réel, des puissances de germination ; et cette perte est incommensurable parce qu'elle entraîne un type de rapport et un mode de participation au monde irrémédiablement obérés* ».

En mettant en esclavage, en déshumanisant, en violentant des millions d'Africains, les Européens ont effectivement brisé des « *... réserves d'énergies, des ressources créatives (...), des puissances de germination* ».

On peut penser que si cela n'a toujours pas été fait c'est tout simplement que l'ancien colonisateur ne veut pas s'avouer colonisateur et ne trouve rien de répréhensible à cette politique de domination sur des êtres ; peu importe que le président français se soit élevé, en Algérie, contre le colonialisme en 2017 : « *C'est un crime. C'est un crime contre l'humanité. C'est une vraie barbarie, et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux vers lesquels nous avons commis ces gestes* ». Des excuses oui, des actes décoloniaux fondateurs avec l'objectif de changer les relations à l'Autre, certainement pas.

Pourtant, à travers les arguments juridiques de recel et de blanchiment, n'a-t-on pas une porte d'entrée pour ouvrir le débat sur les réparations pour les crimes commis pendant la colonisation ?

Pourquoi pas ? Tout cela participe, en tout cas, à mettre à jour les rapports pervers et coloniaux, mais ne touche en rien la question des réparations pour crimes contre l'humanité et de génocide. Cela pourrait être complémentaire, mais il faut être très vigilant à ne pas masquer le processus de réparations. Jusqu'alors, ayant suivi de nombreux débats sur la dette illégale dans différents contextes, je ne peux que constater que les réparations n'ont jamais été abordées. Il ne s'agit pas seulement de réparer les crimes de meurtres, de vol et de pillage, il s'agit essentiellement de réparer le crime fait à l'humain et par conséquent à l'humanité. Cette humanité a basculé dans des politiques mortifères depuis ce qu'il est convenu d'appeler « les grandes découvertes ». Il faut bien en prendre conscience. En fait, plutôt que de parler de « grandes découvertes », il faudrait préciser qu'à partir de 1492, l'humanité a connu une grande catastrophe à la fois métaphysique et démographique. À ce sujet, il faut refuser le *storytelling* visant à faire de la catastrophe humaine mise en place lors de la Seconde Guerre mondiale, l'unique épreuve dans l'histoire de l'humanité. « *La possibilité de l'impossible* » avait déjà eu lieu et depuis 5 siècles, aussi bien de nombreux historiens que des philosophes, des intellectuels et des politiques ont fait et continuent de faire tout ce qui est en leur possible pour donner une autre interprétation de ce que fut cette catastrophe, quitte à s'arranger avec les faits. voire même pour certains⁶ à s'inscrire dans un consensus négationniste.

C'est à partir de cette meurtrière épopée coloniale qu'a été entérinée la politique de la race – concept socialement construit – comme moyen de diviser l'humanité, ce qui constitue un crime contre l'humanité elle-même, contre les noirs, contre les peuples indigènes de l'Amérique du Sud et du Nord ; un crime que les blancs sans s'en rendre compte ont aussi commis contre eux-mêmes.

Ce que nous devons par le processus des réparations est de restituer son humaine humanité à une humanité dominante, violente – une inhumaine humanité – qui gouverne les peuples en imposant sa modernité euro-centrée et sa croyance fantasmée en la suprématie blanche. Les blancs ont perdu, en esclavagisant les noirs de l'Afrique et en tuant les indigènes, le sens de l'autre, l'Amour de l'autre, c'est ce que Frantz Fanon appelle de ses vœux : « *Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme, où qu'il se trouve (...). Supériorité ? Infériorité ? Pourquoi tout simplement ne pas essayer de toucher l'autre, de sentir l'autre, de me révéler l'autre ?* »⁷

Tant que nous ne passerons pas par ce processus, notre humanité sera orpheline d'elle-même, tentera vainement d'inventer de nouveaux droits, alors que le besoin essentiel est d'en finir avec le racisme biologique qui a impacté la structure profonde des États anciennement esclavagistes et colonisateurs.

On peut nous rétorquer que ce type de racisme n'existe pas ou qu'il ne s'agit que de discrimination raciale de type individuel. Prenons la police, si elle s'autorise à commettre des crimes à l'égard des corps noirs (j'inclus aussi les Arabes), c'est bien que ce racisme est profondément ancré dans l'inconscient collectif de nos sociétés. Ce racisme structurel fonctionne comme un système – il n'y a qu'à étudier le nombre d'incarcérations, de personnes sans emploi, mal logées, mal soignées, le nombre de pays dont les richesses sont pillées et dont les peuples vivent dans une grande pauvreté pour voir, si on le veut bien, que c'est bien la présence, dans l'idéologie prônée par le capital et la financiarisation du monde, d'une perception dominante des êtres sur les non-êtres. Ce qui est intéressant à remarquer c'est que ce sont ces 1% du système capitaliste libéral qui maintiennent les 99% dans des zones de non-être. Parmi ces non-êtres, il y a tous ceux qui partagent l'histoire de cette humanité mortifère avec

« IL S'AGIT DE RÉPARER LE CRIME FAIT À L'HUMAIN »

Interview de Mireille Fanon

la traite négrière transatlantique, la mise en esclavage, la colonisation et le colonialisme et qui sont, de facto, au bout du bout de l'échelle.

Si l'on veut une humanité humainement soutenable, il faudrait que tous ceux travaillant sur les questions de blanchiment et de corruption lient ce travail à l'incontournabilité du besoin fondamental de réparations. Sinon, une fois encore, on se contentera d'un cautère sur une jambe de bois.

C'est bien ce qu'a souligné le rapport Savoy-Sarr, n'y est-il pas fait mention d'un passage obligé par les réparations ? Cette étape est humainement indispensable si l'on veut aborder non seulement la question de l'humain – humain et non ennemi – où il n'y a plus aucune raison de penser l'autre en termes de hiérarchisation et si l'on veut que les relations internationales ne soient plus hégémoniques, mais respectueuses d'un droit international qui ne soit ni déstructuré ni délégitimé par ceux qui se considèrent les maîtres du monde parce que blancs. On voit bien, dès lors, que les réparations sont un processus politique qui force à analyser les éléments fondateurs de la racialisation et de son rapport avec le capitalisme, mais aussi les conséquences sur les personnes racialisées. Si ces étapes sont disqualifiées, comme il y a tendance à le faire, il y a fort à parier que ni l'éducation, ni les dates anniversaire ni les balades décoloniales ne suffiront. Le racisme structurel continuera d'irriguer les rapports sociaux, culturels, économiques et environnementaux.

La « clôture » de la séquence de la mise en esclavage, qui ne fournissait plus ce que les États et les esclavagistes espéraient en termes de profit, a ouvert les portes à la colonisation. La clôture de la séquence esclavagiste en raison de la couleur de peau, les indépendances acquises le plus souvent dans le sang et le bruit des armes n'ont pas mis fin au paradigme de la domination à partir de ce que les Nord-Américains nomment *the color line*. On est passé à la séquence de la colonisation du continent à partir duquel avaient été mis en esclavage des millions d'êtres. L'idéologie n'a que changé d'objet, et encore si peu. On en est toujours là.

Pourrait-on comparer la période de l'abolition de l'esclavage (en sachant qu'il y a eu d'autres formes de servage) à la période coloniale prolongée ensuite par le système-dette et la tutelle des institutions financières internationales ?

Je voudrais d'abord souligner que l'on ne peut/ne doit pas considérer que la mise en esclavage est une forme de servage. Non, on parle de déshumanisation, de déni du droit à la vie, de la perte d'identité au nom d'une supériorité supposée des blancs. On parle d'un corps qui n'appartient plus à celui qui l'habite et le vit, qui est non seulement la propriété du maître, mais une marchandise.

Dans le cas de la colonialité du pouvoir qui s'exerce dans le cadre de relations internationales, on perçoit bien que les corps noirs sont juste tolérés. Il n'y a qu'à regarder comment le continent est considéré. Cela est un affront à une humanité qui prétend œuvrer pour la dignité et l'égalité des droits et plus encore pour l'universalité des droits. Il s'agit d'un énième mensonge !

La dette ne pose pas la même problématique ; elle pose la question d'une dette soi-disant due par des peuples mal développés à ceux qui les dépouillent et les tuent, si cela est nécessaire. Ce type de dettes ayant été mis en place par les anciens colonisateurs pour maintenir leur joug sur les peuples ; mais un joug présenté comme « démocratique », pour le bien des peuples pour la transparence et contre la corruption. La violence du joug colonial a été transformée sous une forme plus acceptable pour les peuples du Nord qui regardent, encore trop souvent, les peuples du Sud d'une manière paternaliste pour ne pas dire plus...

Travailler sur la dette suppose peut-être de s'interroger sur l'origine de ce procédé. On découvrira que les États esclavagistes, au moment des abolitions, dans le courant du XIX^e siècle, ont

considéré qu'ils avaient une dette uniquement à l'égard des propriétaires des mis en esclavage et non à l'égard de ceux qui ont subi pendant plus de 400 ans cette mise en esclavage. Ainsi la France a payé des compensations⁸ aux colons laissant les anciens mis en esclavage, parce qu'ils n'avaient d'autre solution, obligés de travailler sur les plantations de leurs anciens maîtres, pour un salaire de misère. Ils sont devenus les travailleurs précaires de leurs anciens bourreaux. La dette consiste à mettre à genou, et surtout à les laisser dans cette posture, les peuples qui auraient la velléité de demander des comptes sur les terres qui leur sont volées, sur les richesses naturelles qui sont pillées par des transnationales et sur les politiques économiques qui leur sont imposées à coup de programmes d'ajustement structurel ou d'accords iniques. Le cas le plus emblématique est celui d'Haïti. Ce sont les victimes de la mise en esclavage qui sont maintenues dans un statut de précarité immonde et ce sont les pays anciennement colonisés qui doivent payer des dettes à leurs anciens colonisateurs. Rien n'a changé et l'humanité n'a surtout pas changé le paradigme de domination qui s'inscrit dans un rapport de production en faveur de l'esclavagiste et du colon.

Cessons d'être naïfs et comprenons que le système capitaliste dans lequel nous vivons est né de la division de l'humanité imposée par l'idéologie de la race comme marqueur social et plus même comme droit à la vie. Les colons esclavagistes avaient droit de vie et de mort sur les mis en esclavage ; le Code noir élaboré par Jean Baptiste Colbert (1685), dont la statue vient d'être repeinte en rouge par un militant de la BAN⁹, précise le lieu épistémologique où devaient être maintenus les mis en esclavage « *déclarons les esclaves être meubles*¹⁰(...). C'est cela qu'ont permis les dites "Grandes découvertes" ».

En Libye, lorsque des migrants¹¹ sont vendus comme l'étaient nos ancêtres, cela émeut un temps, mais personne, et surtout pas la France, patrie auto-proclamée des droits de l'homme, ne mène campagne pour que cette ignominie cesse ; au contraire elle vend des armes¹² à l'un des camps. Aux États-Unis, au Brésil, en France, en Europe plus généralement, ce sont les afro-descendants (dans ce terme j'inclus toutes les personnes issues du continent africain, du nord au sud) qui sont les premières victimes des violences policières.

Quand vous annoncez définitivement : « Les noirs sont vus comme inférieurs et ne sont pas considérés comme des êtres humains », vous construisez un inconscient putatif autour de cela.

Ce n'est pas moi qui construis cet inconscient putatif ; il est là *de facto* depuis plus de 400 ans. Il se traduit par l'invisibilisation des corps noirs, le silence sur leurs revendications pour leur droit à la dignité. Leur alternative : la mort. Et c'est hélas ce que nous sommes obligés de constater en analysant le nombre d'incarcérations, d'abandons scolaires, de personnes victimes ou d'une santé problématique ou de perte d'emploi ou de sous-emploi dans de nombreux pays anciennement esclavagistes et colonialistes. Nous en avons eu une preuve supplémentaire avec le coronavirus¹³ qui touche les plus précaires, et principalement les afro-descendants et les Afro-Américains.

Y a-t-il eu des tentatives de dialogue entre les différents groupes de travail pour collaborer ensemble?

On n'en est pas encore à la convergence des luttes. Il faudrait déjà que tous ceux qui se disent anti-racistes définissent exactement ce qu'ils entendent par anti-racistes. Tout le monde se déclare antiraciste. C'est autre chose d'assumer s'inscrire dans un processus dépendant totalement de l'antiracisme politique. C'est-à-dire que je ne dénonce pas seulement les discriminations de classe, mais aussi celles concernant la racialisation touchant les afro-descendants et les Africains qui sont bel et bien des personnes racisées. Ce que ne sont pas et n'ont jamais été les blancs. Lorsque l'on entend des intellectuels affirmer qu'il y a émergence d'une nouvelle forme de racisme : celui touchant les blancs, on croit rêver devant de telles inepties et de telles méconnaissances de ce que signifie être racisé. La particularité du système qui a installé la traite négrière transatlantique, la mise en esclavage et le colonialisme est qu'il s'est construit sur le paradigme de la domination dans lequel les blancs se sont arrogé les fonctions de la domination telles que définies par Robert Kurz.

Propos recueillis par Robin Delobel, retranscription Dounia Dorkenoo

1. WGEPAD : Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine.
2. « *L'esclavage était odieux sous toutes ses formes* ».
3. « *J'espère que, en tant qu'amis qui ont vécu tant de choses ensemble depuis ces temps les plus sombres, nous pouvons aller de l'avant et continuer à construire pour l'avenir* ».
4. « *revitaliser les liens entre les pays, et qu'il souhaitait se concentrer sur les relations futures plutôt que des questions vieilles de plusieurs siècles.* ».
5. <https://bj.ambafrance.org/Telecharger-l-integralite-du-Rapport-Sarr-Savoy-sur-la-restitution-du>.
6. <https://www.lesinrocks.com/2019/06/04/actualite/idees/christine-angot-et-lesclavage-un-discours-ideologique-et-non-informe/>.
7. *Peau noire, masques blancs*, Le Seuil, 1952.
8. Décret du 27 avril 1848 ; article 5 « *L'Assemblée nationale réglera la quotité de l'indemnité qui devra être accordée aux colons.* » ; http://www2.assemblee-nationale.fr/14/evenements/2016/abolition-de-l-esclavage-1794-et-1848/1848-l-abolition-definitive#node_32613.
9. Brigade anti-négrophobie ; <https://la1ere.francetvinfo.fr/statue-colbert-taguee-devant-assemblee-nationale-paris-845972.html>.
10. *Le Code noir*, article 44.
11. <https://fondation-frantzfanon.com/en-libye-nos-freres-vendus-aux-echers/>.
12. https://www.lepoint.fr/afrique/armes-francaises-en-libye-ce-soutien-que-paris-ne-peut-plus-cacher-12-07-2019-2324181_3826.php.
13. <https://fondation-frantzfanon.com/corps-noirs-mort-et-reparations/>.



Illustration: Louise Hendrickx

Vaccin anti-Covid-19 : la valse des milliards

Il y aurait environ 150 labos où des chercheurs tentent de développer un vaccin anti-Covid-19.

Start-ups, bio-tech, universités, Big Pharma : chacun, avec ses supporters et sponsors, participe à la course pour le Graal, le vaccin qui nous libérerait de la menace du satané virus. Mais les motivations des uns et des autres sont souvent troubles : protéger la santé des humains ou... se positionner pour engranger des profits gigantesques ?

Nous vous épargnerons ici la description des diverses manières dont on imagine activer notre immunité pour résister aux assauts de la maladie : virus entiers (morts ou vivants, mais atténués), morceaux de matériel génétique, protéines de leur enveloppe, avec ou sans adjuvants qui boostent la réaction immunitaire... C'est complexe et rares sont les médias qui entrent dans les détails. D'ailleurs, ce sont souvent les journalistes des rubriques « économie » plutôt que « sciences » qui abordent le sujet des vaccins : premier signe qui devrait nous éclairer sur la réponse à la question de l'intro de cet article.

LES COMPORTEMENTS GÉNÉREUX...

Selon les scientifiques qui ont pris la direction des affaires du monde, le vaccin est LE remède dans lequel nous devons placer tous nos espoirs. Alors que par le passé, il a toujours fallu des années pour mettre au point et développer la production des vaccins, on nous laisse entendre que dans quelques mois, ou au maximum un an et demi (soit mi-2021), nous disposerions de la panacée. Le concert des nations semble partager cet avis et, le 20 avril 2020, les 193 membres de l'ONU ont adopté une résolution (non contraignante) réclamant « un accès équitable aux futurs vaccins contre le Covid-19 » en soulignant « le rôle dirigeant crucial » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« Équitable » est un adjectif que l'on ne peut qu'approuver, mais qui peut se lire de différentes manières. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a estimé qu'un futur vaccin devait être considéré comme un « bien public mondial » accessible à tous. Il a donc réuni un sommet qui a recueilli des promesses de versements de 8,8 milliards de dollars pour accélérer la production de vaccins.

Certains sont plus précis : ainsi, le prix Nobel de la paix argentin, Adolfo Pérez Esquivel et le Comité pour la défense de la santé, de l'éthique et des droits humains (CODESEDH) ont lancé une pétition en quatre langues (espagnol, français, anglais et portugais)¹, en faveur d'un vaccin Covid-19 universel et gratuit. Cet appel rejoint celui, plus proche de nous, d'un autre humaniste, Riccardo Petrella, dès fin mai qui affirme que « Les vaccins sont des biens publics mondiaux. La vie n'est pas un brevet. La course au vaccin n'est pas une course saine et juste. Les grands médias en parlent comme s'il s'agissait d'un championnat du monde de football. Il ne s'agit pas de la santé de milliards de personnes : le véritable objectif est de gagner le brevet sur le vaccin et donc des milliards et des milliards d'euros. La priorité, ce sont les milliards d'euros, pas les milliards de personnes. Les gens ne sont qu'un outil pour le profit »². Lui et ses complices imaginent des mesures concrètes pour empêcher cette course au profit et proposent même un tribunal Russell sur les crimes qui seraient commis au nom de l'argent dans la lutte contre Covid-19...

On le verra, ces actions sont bien nécessaires face à la voracité des firmes pharmaceutiques alors qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Après la Seconde Guerre mondiale, la poliomyélite, très contagieuse, menaçait la vie de millions d'enfants, car elle n'avait pas de traitement. En 1955, le Dr Jonas Salk mettait au point un vaccin effectif et sûr. Jonas Salk a refusé de breveter le vaccin qu'il avait découvert et a expliqué : « Je veux dire aux gens qu'il n'y a pas de brevet. Est-il possible de breveter le soleil ? ». De

même, en 1957, le Dr Albert Sabin a développé un vaccin par voie orale et lui aussi a renoncé à ses droits de brevet afin de faciliter la diffusion mondiale de sa découverte, le plus vite possible. La conduite éthique de ces deux scientifiques a permis l'éradication quasi totale de cette maladie dans le monde entier.

...ET LES ACTES ÉGOÏSTES

65 ans plus tard, le monde a bien changé. Le manque de solvabilité des populations exposées aux virus « exotiques » avait conduit les firmes pharmaceutiques à se désintéresser des recherches de traitements contre ces virus, mais le Covid-19 leur apparaît comme une extraordinaire aubaine à augmenter leur chiffre d'affaires et les dividendes à distribuer aux actionnaires³. Comme dans d'autres secteurs essentiels à la vie humaine, les Big Pharma sont aujourd'hui prêts à sacrifier les valeurs morales sur l'autel du productivisme et de l'accumulation des richesses.

Non seulement l'industrie pharmaceutique sort déjà renforcée de la crise sanitaire, mais elle se fait pré-financer la recherche d'un éventuel vaccin, sans contreparties vu l'impatience des nations. Dans sa logique égoïste d'« America first », Trump a très rapidement lancé des pré-commandes aux montants gigantesques afin de garantir que les États-Unis seraient servis en premier en cas de découverte d'un vaccin⁴, notamment pour s'assurer une large part du gâteau vaccinal de la société anglo-suédoise AstraZeneca dont le projet de vaccin issu des recherches de l'université d'Oxford est dit faire la course en tête. Défiées sur leur territoire, les institutions européennes n'ont pu s'organiser collectivement et c'est une alliance hétéroclite composée de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et des Pays-Bas qui a réservé 300 millions de doses pour un montant de 750 millions € dès juin 2020, avant même de savoir si le sérum passerait les tests de sécurité et serait efficace. En tout cas, un pari déjà gagné pour AstraZeneca⁵.

L'on assiste donc à une véritable « géopolitique des vaccins », car la nation qui verrait apparaître sur son territoire le premier vaccin, connaîtrait une belle hausse de son prestige mondial. L'Union européenne a donc tenté d'agir et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a donc organisé une espèce de téléthon, vaste opération mondiale de récolte de fonds. En près de 3 heures, sous son animation enthousiaste sur Internet, une soixantaine d'interventions de dirigeants disséminés aux quatre coins du monde ont permis d'engranger des promesses de versements de près de 7,4 milliards €. « Aujourd'hui, c'était un sprint, le départ. Mais ce qui nous attend, c'est le marathon », s'est félicitée la présidente. Quand on vous disait que c'était une course.

L'HYDRE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

On peut craindre une véritable foire d'empoigne lorsqu'un ou des vaccins apparaîtraient, avec l'abandon à leur sort des pays et individus pauvres. L'OMS prétend réguler le secteur, mais elle a passé des accords avec deux organisations internationales mélangeant des acteurs publics et privés et censées organiser

la distribution des vaccins. On peut douter de la sincérité de ces deux « alliances » qui se disent philanthropiques.

Le GAVI⁶ est né en 2000 et compte parmi ses fondateurs et contributeurs les plus importants, la Fondation Bill & Melinda Gates, alliée à la Commission européenne et des gouvernements de pays riches, les États-Unis, la France, mais aussi la Russie, le Qatar. La CEPI (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations) créée en 2017 compte elle aussi parmi ses contributeurs la Fondation Bill & Melinda et d'autres pays : l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Éthiopie, l'Allemagne, le Japon, le Mexique, la Norvège et la Grande-Bretagne.

Ces unions publiques/privées exécutent, théoriquement sous la direction de l'OMS, la politique mondiale des vaccins. Elles choisissent donc les laboratoires producteurs de vaccins et les financent⁷... dans une totale opacité. Kate Elder, spécialiste en vaccination au sein de Médecins sans frontières dénonce : « Il n'y a aucune transparence sur le choix des laboratoires producteurs ou le coût réel de production malgré les financements publics ». Le critère de choix ne serait-il pas le fait que les « généreux donateurs » sont actionnaires des firmes choisies ?

Ces organisations devraient par la suite s'occuper de distribuer ces vaccins après avoir pré-commandé des doses, « dans le cadre d'un mécanisme d'allocation qui devra être déterminé par l'OMS » selon le Gavi. « Les doses seront réparties équitablement au fur et à mesure qu'elles seront disponibles entre les pays auto-financés qui paieront leurs doses et les pays en développement qui, autrement, n'auraient pas les moyens de payer pour le vaccin », prétend le GAVI.

75 pays seraient disposés à participer financièrement à des achats groupés de vaccins coordonnés par le GAVI et la CEPI. 90 pays à faibles revenus verraient quant à eux leur accès aux vaccins soutenu par le système de distribution mis en place. « Ensemble, ce groupe de 165 pays représente plus de 60% de la population mondiale. Le groupe comprend des représentants de tous les continents et de plus de la moitié des économies du G20 dans le monde », a déclaré l'OMS. Cela signifie donc que les 40% restants (Algérie, Colombie, Gabon, Irak, Thaïlande, Turquie...) auront de graves difficultés pour accéder au vaccin contre le Covid-19. Le marché, encore plus fort, restera en position de force pour imposer ses prix léonins.

RÉSISTANCES EN HAUSSE

Historiquement, les vaccins (rage, variole, rougeole, poliomyélite...) ont été salués comme des symboles de progrès qui ont sauvé des centaines de millions de vies. Mais aujourd'hui, les populations sont de plus en plus réticentes à se faire vacciner, même face au Covid-19 qu'on ne cesse de nous présenter comme un monstre dont nous devrions avoir très, très peur. Les mensonges, les volte-face, les incohérences, les experts qui se révèlent être des avocats de causes ou des serviteurs de secteurs industriels : tant d'errements ont sérieusement dégradé la confiance des citoyens dans la science et dans leurs dirigeants, comme il a été montré dans l'article « Médecine officielle : perte de confiance généralisée ».⁸ C'en est au point qu'en France, seuls 27% des 1.023 personnes sondées sur la question ont dit qu'elles se feraient certainement vacciner (30% probablement oui, 16%

VACCIN ANTI-COVID-19: LA VALSE DES MILLIARDS

Alain Adriaens

probablement non, 16% certainement pas)⁹. En Belgique, une étude de l'Université de Gand montre qu'il n'y a plus que 35% des citoyens qui sont disposés à suivre aveuglément les injonctions gouvernementales, contre 81% au début de la pandémie.¹⁰

La méfiance de beaucoup de citoyens vient du fait qu'ils réalistent de plus en plus clairement qu'ils sont des outils pour le profit de quelques privilégiés. C'est vrai pour la santé mais il est d'autres secteurs (agriculture notamment) où les brevets privés

sont le moyen trouvé par les multinationales pour enlever à l'État le rôle qui lui revient de responsable de la régulation de la vie collective, des droits et de la vie. Si l'on veut retrouver un peu de confiance, il sera nécessaire de libérer la science, la santé et l'économie en général de la finance prédatrice. Comme demandé par beaucoup, le futur vaccin devra être considéré comme un bien public mondial, accessible à tous, gratuitement et sans obligation contraignante. Alors, peut-être, l'humanité se considérera-t-elle comme une communauté de sujets solidaires

et pas comme des objets qu'à l'instar de tout le vivant, certains voudraient breveter.

Alain Adriaens



Illustration: Alex Mayo

LA TRAGI-COMÉDIE SANOFI

La France, jamais avare d'épisodes burlesques, a connu la saga Sanofi. Alors que cette multinationale française du médicament a des accointances non cachées avec le sommet de l'État français (Macron appelle son patron par son prénom, Paul), voilà que ce même patron annonce que si sa société parvenait à trouver un vaccin contre le Covid-19, les États-Unis seraient les premiers à en bénéficier. Il faut dire que le gouvernement américain a passé à Sanofi une grosse précommande et que le Biomedical Advanced Research and Development Authority, l'organisme américain chargé de financer la recherche, lié au ministère de la santé états-unien, a octroyé 30 millions de dollars à Sanofi dans le cadre d'un programme de recherche d'un vaccin.

Fâché, Emmanuel s'est ému de cette trahison et a même failli oublier au service de qui il était puisqu'il a déclaré qu'il serait nécessaire que ce vaccin soit un bien public mondial,

extrait des lois du marché. Il a rapidement contacté son ami Paul (Hudson) et le conseil d'administration de Sanofi s'est tortillé pour tenter de calmer le scandale et a affirmé qu'aucun pays ne serait privé de leur vaccin... même si une préférence pour les USA leur donnerait une avance de quelques jours ou semaines.

Il faut dire que Sanofi est depuis des années au centre des critiques :

- scandale de son médicament, la Dépakine®, qui a handicapé entre 15.000 et 30.000 enfants (que Sanofi a refusé d'indemniser) ;

- mise¹¹ à jour des pratiques antisociales de la multinationale par le magazine *Fakir* et son rédac' chef/député François Rufin ;

- dénonciation des petits cadeaux octroyés par l'État français à son protégé : le syndicat CGT a révélé que Sanofi perçoit de l'État français entre 110 et 130 millions de crédit d'impôt recherche par an, tout en ayant diminué les effectifs de 5.000 emplois en 12 ans et annonçant encore 1.700 suppressions de postes à l'avenir, malgré l'augmentation de son chiffre d'affaires de 7% au premier semestre 2020¹²;

- poursuite des cadeaux somptueux aux actionnaires : encore 4 milliards € en 2020.

Et voilà maintenant que le fleuron de l'industrie pharmaceutique française, couvert de cadeaux et de louanges, tombe dans les bras (chargés de dollars) de Trump. Décidément, on ne peut plus se fier à personne...

1. <https://www.pressenza.com/fr/2020/08/petition-pour-le-vaccin-covid-19-universel-et-gratuit/>

2. <https://pour.press/les-vaccins-sont-des-biens-publics-mondiaux-la-vie-nest-pas-un-brevet/>

3. Le secteur pharmaceutique est un des rares à continuer à arroser ses actionnaires de dividendes plantureux. Une ONG néerlandaise spécialisée dans l'analyse des pratiques des multinationales, Somo, vient de sortir une étude assassine pour le secteur. De 2000 à 2018, les 27 entreprises du Big Pharma étudiées ont vu passer leur dette de 60 milliards de \$ à 518 milliards, soit de 21% à 72% de leur chiffre d'affaires. Cet afflux d'argent a très peu servi à la recherche, mais, par contre, la rémunération des actionnaires a grimpé de... 400% ! Ce constat fait dire à l'ONG que l'objectif des firmes du Big Pharma n'est pas de produire des médicaments utiles à des prix abordables, mais qu'elles sont devenues des sociétés d'investissement qui attirent par des rendements indécentes les plus fortunés de la planète (source : <https://www.somo.nl/somo-reveals-the-financialisation-of-the-pharmaceutical-industry-and-the-potentially-deadly-costs/>).

4. L'administration américaine a investi en mars 456 millions \$ dans un vaccin candidat développé par Johnson & Johnson, 486 millions en avril dans Moderna et jusqu'à 1,2 milliard en mai dans AstraZeneca qui travaille sur le développement d'un vaccin en partenariat avec l'université d'Oxford. Un crédit de 628 millions \$ a été accordé à Emergent Biosolutions EBS.N pour accroître ses capacités de production d'un éventuel vaccin et Regeneron Pharmaceuticals a bénéficié de 450 millions \$. Dans le cadre d'une opération de « capture du marché » nommée Operation Warp Speed, un partenariat public-privé lancé par la Maison blanche pour faciliter et accélérer la production de traitements et de vaccins et destinée à s'assurer les chances de disposer d'au moins un vaccin sûr et efficace dès la fin de cette année, Début juillet, l'administration fédérale américaine a accordé à la société Novavax le crédit le plus énorme, 1,6 milliard de dollars, avec l'espoir que le laboratoire pharmaceutique soit en mesure de produire 100 millions de doses d'un éventuel vaccin d'ici janvier 2021. Quelques heures plus tard, l'action Novavax bondissait de 28% à la Bourse de New York. En juin, le département américain de la Défense avait déjà accordé au laboratoire un crédit de 60 millions \$ pour l'aider à produire 10 millions de doses de son vaccin cette année. L'Operation Warp Speed soutient aussi Pfizer et Merck.

5. AstraZeneca : fin 2019, effectif de 70.600 personnes, capitalisation de 125 milliards \$, chiffre d'affaire de 24,3 milliards \$, bénéfice net de 1,335 milliard \$ (source Wikipedia).

6. <https://www.gavi.org/fr>.

7. Par exemple, le GAVI a réservé 300 millions de doses à AstraZeneca pour 663 millions € et la CEPI soutient 9 projets de vaccins contre le Covid-19 à hauteur de 829 millions \$.

8. <https://pour.press/medecine-officielle-perde-de-confiance-generalisee/>.

9. https://www.huffingtonpost.fr/entry/le-vaccin-contre-le-coronavirus-1-francais-sur-3-le-refuserait-voila-pourquoi-sondage-exclusif-yougov_fr_5f1ae94dc5b6f2f6c9f56ae4

10. <https://www.ugent.be/nl/actueel/motivatievolksmarathonstijgtweer.htm>

11. <https://www.fakirpresse.info/le-scandale-sanofi-les-chiffres>

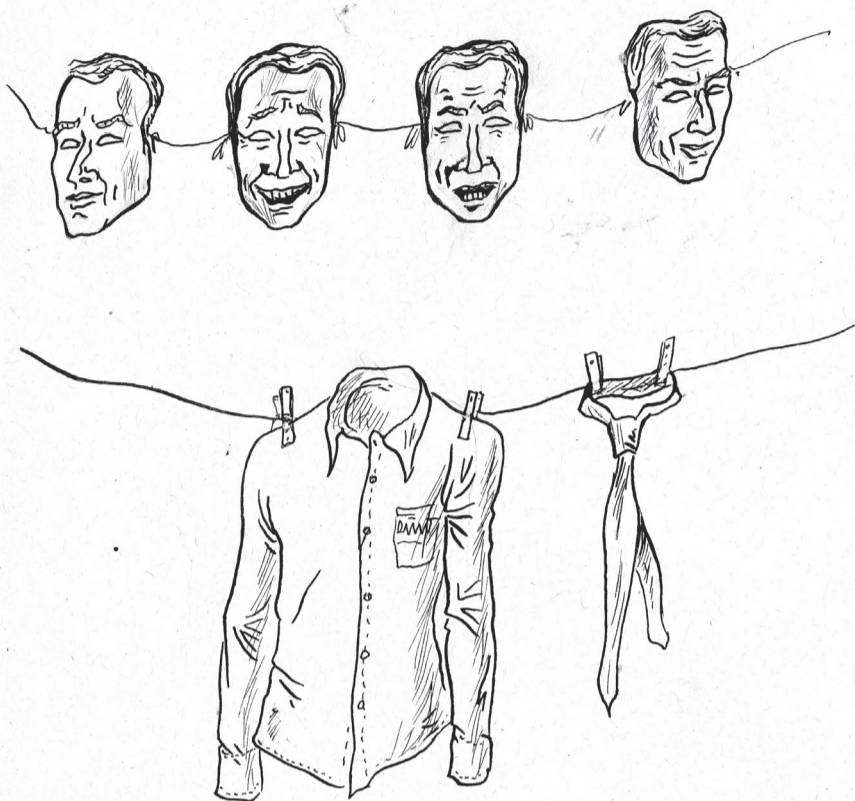
12. <https://www.facebook.com/LesSanofi/posts/1433584580111054/>

LREM : La Recherche de l'Efficacité Maximum ?

À défaut d'être un bon Président de la République française, après trois ans de mandat, Emmanuel Macron semble avoir un mérite, bien utile dans la politique de façade qui tend à remplacer la politique des idées qu'on faisait, bien sûr, dans le fameux monde d'avant : ce mérite, c'est une maîtrise assez grande et efficace de la communication. Il a, en outre, apparemment bien compris l'importance d'avoir des fusibles à portée de main pour les faire sauter au moment symboliquement le meilleur. Cet article n'aura pas vocation à égrener et à recenser tous les éléments (de langage) macroniens spécifiquement au cours du semestre qui s'achève, Kairos ne fait pas encore la taille de *La Nouvelle Revue Française*. Cette période qui s'achève semblait, jusqu'à ces derniers jours, assez maîtrisée... Du moins en façade. Histoire de cacher quelques petits grains de poussière idéologique sous le tapis d'une communication trop abondante pour être honnête.

D'abord, en termes de communication présidentielle, il suffit de regarder sur le site de l'Élysée pour se rendre compte qu'il n'a (si l'on en juge par la quantité d'articles qui y sont consacrés) pas chômé. Plus d'une cinquantaine de documents sont disponibles, mais on laisse le lecteur courageux y aller voir de plus près. Quantitativement, il s'agit donc d'une période riche. Mais d'un point de vue de la diversité le programme a été particulièrement riche : en dehors du terme « adresse » qui fait meilleur genre que le basique « discours », et qui désigne de rares interventions solennelles, on trouve des conférences de presse, des communiqués de presse (on pourra objecter qu'avec le nombre de décès qu'a provoqués le Covid dans les rangs des célébrités, ça a pu faire gonfler la quantité...), discours au débotté dans des lieux emblématiques (devant un hôpital militaire de campagne, à Beyrouth, à Bruxelles à la Commission européenne, ...), rencontres « improvisées » captées (oh, quelle chance !) par une presse avide (ou qui n'avait rien d'autre à faire, peut-être), vidéos sur le réseau social TikTok... La liste est longue et illustre une sur-occupation du terrain par le premier personnage de l'État français mais surtout un intérêt pour la diversification des formats et des tons, un modus eloquendi qui s'adapte à un maximum de publics en leur parlant avec émotion sans jamais aller au fond des choses.

Outre cette diversité qui empêche la monotonie autrefois reprochée, Macron a aussi travaillé au langage utilisé et à l'apparat de celui-ci : ton de voix, attitude vestimentaire, gestes, langage non verbal, postures symboliques extrêmement variées... Tour à tour on l'a vu Pater Patriae, Grand Consolateur, Grand Chef d'une guerre qu'il a déclarée (même si c'est à la manière d'une cavalerie aussi dissolue que la vie de Gérard Floque) contre le virus, Grand Frère qui sermonne, Grand pote qui parle un langage jeune... Voilà une belle flexibilité langagière qui ne déplairait pas à certains employeurs d'engager des travailleurs polyvalents ! Un vrai Protée de la communication, capable de métamorphoser en quelques jours à peine un discours que beaucoup ont jugé désinvolte, additionné avec une sortie au théâtre avec Madame peu de temps auparavant, en un discours de guerre totale avec l'arsenal métaphorique ad hoc ! Quel contraste, en tout cas, entre le bravache et un brin ridicule « *Qu'ils viennent me chercher !* » prononcé lors de la mémorable affaire Benalla, et le « *Tout le monde se réinvente, moi le premier* » qui entraîne, sur la forme, un basculement qui pourrait paraître à première vue plus humain, plus soucieux du peuple, dans la course en avant d'Emmanuel Macron vers la prochaine réforme et le prochain plan de relance. Chaque jour, ou presque, est entonné au cri de guerre d'un nouveau plan payé avec on ne sait pas bien quelles sommes. À moins que les banques et les hyper-riches qui se sont d'ailleurs bien enrichis ?... Non, rien, oubliez. Ce faisant, usant et abusant d'éléments de langage qui devraient rassurer tout le monde et fatiguent les journalistes, Macron, Protée des plans et des plans de com' qui change de ton quand ça se gâte dans un domaine, se fait en même temps le Prométhée du progrès à tous les niveaux et à tous les étages : plus surhomme que ça, tu meurs ! In saisissable comme l'air qui souffle, il est aussi inconsistant que lui et change d'aspect quand trop de monde s'en rend compte. Pas folle, la guêpe !



En parallèle à une référence de plus en plus forte à la résilience et à la ténacité (très pratiques), à la reconnaissance (sans doute un hommage à Paul Ricoeur dont Macron fut un disciple), à la relance et à cette lutte que les Français (non pas leurs dirigeants, nuance) vont gagner, spécifiquement ces petites professions et personnes dont on se fichait avant la « crise » et qui retomberont dans une protestation légitime mais absolument pas prise en compte une fois qu'on n'aura plus besoin de leur travail nécessaire mais difficile, essentiel pour l'économie et le bien-être de la population mais si mal payé, il n'y a aucune constante dans les mots qui pourraient encourager. Toujours, l'espoir du fameux et tant galvaudé monde d'après. Le monde va mal, mais la France ira mieux après, quand tous les plans auront été concrétisés. En attendant, mettez vos masques partout, pratiquez l'horreur de la distanciation sociale, serrez-vous la ceinture mais consommez quand même s'il vous plaît (surtout les jeunes, mais ne jouez pas avec le feu et avec les « personnes vulnérables », ça fait tache dans le magnifique tableau d'un renouveau éclatant). Il est pas beau le monde d'après ?

La mise en scène de ses interventions est — contrairement à ses premières apparitions à la suite de l'élection, qui étaient soit grandiloquentes, soit improvisées et peu réussies — assez fine. En effet, si on compare ses adresses solennelles et ses discours entourés de ses ministres, la scénographie du personnage présidentiel oscillait sans cesse, en cette période instable, entre la parabole presque philosophique et l'égrènement brutal de chiffres, entre l'économie et l'humain, entre un isolement grave et un entourage de ministres godillots et de figurants représentatifs du domaine évoqué, entre l'élévation symbolique du bureau présidentiel et le retour à la foule et au peuple à Paris ou à Beyrouth, entre un ton volontiers nationaliste voire revanchard et une pincée de néo colonialisme un peu intrusif, Macron a sans doute à la fois renouvelé le genre de la parole dirigeante mais aussi entraîné un éclatement et une multiplication des publics avec lesquels la polémique ou la caricature sont inévitables. Le tout, toujours avec une dilection pour le regard qui fixe, droit dans les yeux, dans le cas des adresses, prétendument chaque Français et chaque Française. L'ancien admirateur de Levinas a sans doute beaucoup potassé sa théorie sur l'importance du regard.

Enfin, et cela n'a pas été spécialement noté, cette symbolique qui vise à l'efficacité de la communication et, partant, à une action plus percutante, plus productive, plus efficace, il y a le rôle des fusibles, c'est-à-dire, grosso modo, tous les fonctionnaires, grands et petits, entre les citoyens et le Monarque présidentiel. La symbolique a été particulièrement visible lors du remaniement ministériel organisé étonnamment une semaine après la réélection d'Édouard Philippe à la mairie du Havre (et la non-élection d'autres personnes au profit d'une vague verte qui avait déferlé sur Marseille, Bordeaux, Strasbourg et Lyon...). Qui Emmanuel Macron a-t-il nommé ? Un besogneux. Un provincial

qui vient de très loin de Paris et qui avait démontré son travail discret lors du déconfinement. Jean Castex était l'homme de la situation, pour accélérer les réformes. Non pas parce qu'il est un homme politique réformiste, mais parce qu'il assume ce rôle de besogneux, de « travailleur de la terre et du terrain » : il n'y a donc pas ou plus lieu de réexpliquer ce qui a été prononcé lors d'un discours. Manu parle avec éloquence, Jeannot mouille la chemise : voilà le couple dirigeant parfaitement équilibré sans prises de pouvoir symbolique ou perte d'autorité par l'autre membre du couple qui marcherait sur ses plates-bandes. Pas de court-circuitage ou de survoltage en vue, donc.

Ce qui est passé plus inaperçu, tant le tollé des réputations les précédait, c'est la présence, nouvelle ou modifiée dans l'organigramme, de certains ministres. La symbolique est là aussi prégnante : ces hauts personnages ont soit une respectabilité soit une connaissance dans les domaines dont ils deviennent les patrons. Eric Dupond-Moretti est un avocat et futur ex-chroniqueur sur la radio Europe 1, Roselyne Bachelot est une personnalité médiatique très fréquemment dans les milieux culturels, Gérard Darmanin est un parfait disciple de Sarkozy dont il aime à reprendre certaines expressions ou les concepts de force et d'autorité... Ces personnalités s'expriment bien, avec faconde, avec verve, avec des mots choisis, avec une assurance qui rassure. Exit, les bafouilleurs, les hésitants, les diaphanes Ndiaye, Belloubet, Pénicaud : la seconde partie du quinquennat d'Emmanuel Macron se fera avec une équipe de battants, en marche vers la victoire. Et dire que 2022 n'est que dans un an et demi ! On aurait presque l'impression que ces figures importantes et clivantes illustrent cet « *en même temps* » que Macron n'assume toujours pas : elles illustrent toutes les facettes contradictoires et pas forcément très harmonieuses mises ensemble d'un homme dont la devise devient « *Qui trop embrasse mal étreint sur les détails* ». On réutilise d'anciennes gloires et on recycle des anciens petits jeunes qui promettaient un peu partout avant d'aboutir à LREM ou chez le couple Macron. Affriolant, comme programme, non ?

Il faut bien, ceci dit en passant, que cela fonctionne bien pour l'équipe gouvernementale, puisque cela se passe moyennement du côté du parti qui ne cesse de s'étioler comme une rose socialiste sur un lisier de sociaux-démocrates productivistes. Il y a eu en particulier la plaisante décision de quitter la direction du Titanic macronien, prise par Gilles Le Gendre, le héros de la langue de bois (bon sang ne saurait mentir, il a dû être un très bon journaliste économique) qui prétend, après la fuite de sa note prétendument confidentielle sur un potentiel remaniement, qu'il part de lui-même. Les anciens députés LREM filent fissa dans un groupe incolore censé parler d'écologie avec des anciens d'EELV, du PS, de LREM qui ont viré leur cuti ou, pis encore, chez les « alliés » du MoDem, qui comptent les points et les défections avec une gourmandise coupable. Tout au long de l'été, on a deviné le Président suer à grosses gouttes plus pour la fonte de son ancien groupe parlementaire en majorité absolue que pour celle des grands glaciers ou pour la (re)montée en flèche des indicateurs relatifs au Covid-19. Tout l'été, on a joué au comptage, avec une certaine hilarité mal dissimulée. C'est presque pire que sous Hollande : un déroulement savamment orchestré. Ça occupe, entre deux discours christiques du patron de l'Élysée.

Y a-t-il de l'efficacité dans l'équipe gouvernementale ? Le nombre de jours qu'ils ont pour agir est claironné, certes avec gravité, mais sans peur ou sans anxiété, là où le pauvre Bernard Cazeneuve semblait pétrifié par l'idée qu'il ne resterait que 100 petits jours dans son costume de Premier ministre. Au bout de deux mois d'existence et après un lot interminable de promesses, d'actes, de plans et de programme, ce gouvernement a encore 540 jours devant lui pour (se) réinventer. Qui sait ? Ce temps lui servira peut-être pour abandonner le mantra du fameux monde d'avant avec son système capitaliste et productiviste qui a mené tout le monde droit dans le mur. Oserait-on dire que c'est mal parti ?

Jean-Guy Divers

Médias vivant de la pub : affrontements pour les subsides



Illustration: Barbara Lemarchal

La logique publicitaire est devenue tellement prégnante qu'aux yeux de certains, les médias ne sont plus considérés comme des moyens de diffuser des informations, mais comme des supports de publicité. Leur financement devrait donc provenir principalement des recettes publicitaires. Les pouvoirs publics sont imprégnés de cette dérive et, en Belgique, les récents débats autour du soutien aux chaînes radiotélévisées ont révélé les conséquences de cette logique perverse.

Tout a commencé avec la volonté de la Fédération Wallonie-Bruxelles de diminuer la publicité sur certaines tranches horaires de la RTBF. Petit cadeau fait aux Écolos lors de négociations pour la formation de la majorité en juin 2019, il a fallu plus d'un an pour qu'une faible partie de l'engagement de modérer la pub à la RTBF se concrétise. La publicité devrait donc être réduite de moitié durant la tranche horaire de la matinale sur La Première (radio) en septembre 2020 et serait ensuite totalement supprimée à partir de juillet 2021. La ministre des Médias, l'écologiste Bénédicte Linard motivait ainsi cette décision : « ... éviter que des contenus qui éclairent l'auditeur sur des enjeux de société importants ne soient brouillés par des publicités qui véhiculeraient le message inverse ».

On ne peut qu'approuver cette façon de voir, mais les cerveaux réduits à des bouliers-compteurs des gestionnaires de l'austérité libérale ne partagent pas cette façon de voir. La Première

n'est pas la radio la plus importante en termes de revenus publicitaires (c'est Vivacité), mais sa tranche matinale génère tout de même 2,8 millions € de revenus sur une année. Elle représente plus de 60% de l'audience et des rentrées publicitaires. Sur les 4 mois de fin 2020, la RTBF aurait donc un manque à gagner de... 400.000€. Il faut dire que ceux qui basent leurs profits sur les publicités radiotélévisées commencent à paniquer : de plus en plus d'annonceurs se tournent vers la pub sur Internet et le bel argent qu'ils espéraient part vers les GAFAs. Alors, pour le patron de la Régie Média Belge (RMB), 400.000 € de perdus, c'est déjà trop : « Alors qu'on sera en perte d'un million d'euros cette année à cause du Covid-19, que l'on traverse une crise où tout le monde perd de l'argent, que le budget de la Fédération Wallonie Bruxelles va être lourdement impacté par tout ce qui se passe, décider par pur dogmatisme de retirer ces revenus à la RTBF reste pour moi incompréhensible. ». Dogmatisme ? On se demande de quel côté est le dogmatisme ? Quand on sait que les contribuables, via la dotation, soutiennent la radio de la communauté Wallonie-Bruxelles à hauteur de 297 millions € par an, on est terrorisé de voir les recettes de pub diminuer de 0,14%...

Quand on entre en majorité avec le MR, il ne faut pas se faire trop d'illusions. Les Écolos l'on vite appris à leurs dépens : les autres limitations de la pub, interdiction des coupures dans les films, de la pub pour les médicaments, les alcools forts, les jeux et paris..., restent dans les cartons, sans doute pour fort longtemps.

Bien pis, ce tout petit cadeau de restriction au lavage de cerveau constant, s'est payé d'une lourde contrepartie : la « pauvre » télévision privée RTL (Radio Télévision Libérale Luxembourg) qui ne fonctionne que grâce à la pub et est donc un peu impactée par la crise consécutive au Covid-19, s'est vue accorder un petit cadeau de... 20 millions € par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ainsi donc, les Wallons et les Bruxellois vont soutenir une société privée basée au Luxembourg (où elle paie – très peu – ses impôts) et dont les actionnaires sont allemands. En échange, RTL s'est engagée à rapatrier son siège social en Belgique. On verra... ?

Pour ce qui est de la presse écrite, le même déséquilibre est observé. La presse écrite quotidienne qui puise une grande part de ses revenus de la publicité est aidée par les pouvoirs publics : 6,2 millions indexés depuis 2005, soit environ 8,2 millions €, sont partagés entre les quelques groupes de presse qui tirent pourtant leurs revenus de la publicité et en sont dépendants alors que la demi-douzaine de publications sans publicité se partage royalement 262.000€. Pas étonnant que Kairos vous demande de vous abonner pour survivre...

Alain Adriaens

NOUVELLES RÉSISTANCES À L'AGRESSION PUBLICITAIRE

La crise sanitaire vécue suite à l'épidémie due au coronavirus a débouché sur des actes de dénonciation de la publicité. Ainsi, au mois de mai, le collectif Act For Climate Justice a remplacé 800 affiches dans les panneaux publicitaires et les arrêts de bus à Anvers, Bruxelles, Charleroi, Liège, Gand et Louvain-La-Neuve. L'action d'affichage s'est poursuivie et des activistes ont tendu une banderole devant la FEB (Fédération des entreprises belges) et le VOKA (Vlaamse Netwerk Van Ondernemingen) avec le message « La vie avant le profit ». Ils dénonçaient clairement l'attitude honteuse de la publicité en cette période si dure pour beaucoup : « Depuis quelques jours,

la coûteuse publicité a fait son retour dans l'espace public, poussant à la consommation alors que des centaines de milliers de personnes ont besoin d'aide alimentaire. Ces choix et les priorités posés dans la gestion de cette crise incarnent bien le système inégalitaire dans lequel nous sommes enlisés depuis trop longtemps : un système où la croissance économique doit être relancée à tout prix pour un "retour à la normale", sans prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux. Mais c'est revenir à la "normalité" d'avant la crise sanitaire qui serait anormal ! »¹.

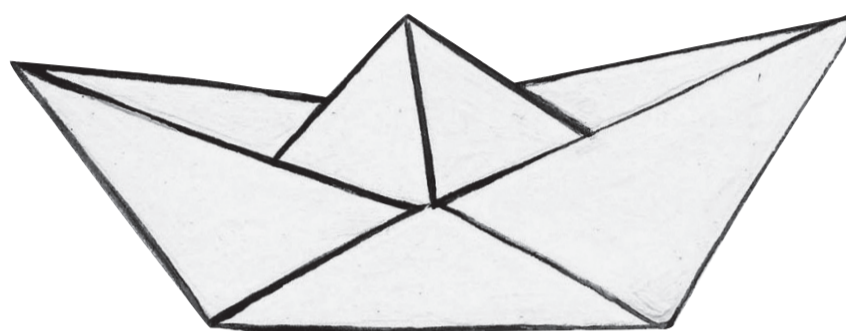
Les militants de la lutte contre le dérèglement climatique ont bien compris que dans le monde de la pub tout tourne autour du fric. Si le but premier de la publicité est de faire acheter des produits et services inutiles à des consommateurs déjà gavés, derrière cet objectif ne se dissimule guère la volonté de faire engranger des profits aux annonceurs.

1. La description et les photos de leur action sont consultables sur leur site : <http://actforclimatejustice.be/action-massive-de-detournement-de-publicites-massale-posteractie-welzijn-boven-winst/>.

Tous sur le même bateau

« ...l'état de la planète est un problème et c'est le problème de tous.
Nous y avons tous contribué à des degrés différents et il nous entraîne tous dans la même chute.¹ »

Sandrine Aumercier



Poursuivons notre critique des lieux communs de la pensée écologiste avec celui-ci : dans ce monde en décomposition, nous ne serions pas « tous sur le même bateau », pour deux raisons. Primo, parce que les responsabilités sont historiquement différenciées, eu égard au Nord, premier émetteur des gaz à effet de serre, par rapport au Sud global qui, bien qu'innocent, paie aujourd'hui l'addition au prix fort. Secundo, parce que les capacités de résilience seraient aussi différentes, le Nord possédant les moyens financiers et matériels de combattre les fléaux, mais pas le Sud. Et pourtant... Dans l'éditorial de *Kairos* n°43, j'avais déjà avancé l'idée que l'ardoise climatique est partagée de plus en plus « équitablement » entre le centre et la périphérie², en prenant l'exemple de l'Australie avec ses méga-feux qui ont provoqué, entre autres, l'empoisonnement de l'air pour tous les habitants de Sydney et de Canberra. Autre exemple en Californie : lors des incendies de 2017, il s'en était fallu de peu que le Getty Museum et le domaine Bel-Air du milliardaire Rupert Murdoch ne partent en fumée. Hasard ou maîtrise ? Tout le monde sait que le réchauffement climatique se moque de la justice sociale et frappe selon une logique étrangère aux sociétés humaines. Il est indiscutable que les premiers pays capitalistes (l'Angleterre, puis le continent, suivi de l'Amérique du Nord) ont une totale responsabilité dans l'affaire, et loin de moi l'idée de les dédouaner : ils doivent payer leur dette climatique. Il est par la suite tentant de franchir un autre pas conceptuel, cependant plus difficile à fonder. Les pays riches, non seulement responsables des désastres écologiques globaux, en seraient également préservés grâce à leurs ressources financières, économiques et technologiques. Et si pas totalement préservés, en tout cas capables d'y faire face efficacement. Cette idée s'entend fréquemment dans la gauche, ou encore chez l'historien Jean-Baptiste Fressoz et le journaliste David Wallace-Wells. Est-ce bien certain ? Les exemples australien et californien, ainsi que la récente pandémie de coronavirus sont là pour l'infirmier : parmi les quatre pays qui ont été les plus infectés, trois font partie du G20, l'Italie, la France et les États-Unis, suivis par la Belgique et l'Espagne, autres nations développées dans une Europe qui fut le continent plus touché dans un premier temps. Les autorités politiques de ces États riches et modernes n'ont pas su prévenir la pandémie, et leurs systèmes sanitaires³ ont eu toutes les peines du monde à l'endiguer⁴. Durement affectés par les effets du « climat de destruction massive » (méga-feux, tornades), les États-Unis se retrouveraient dans la double contrainte de devoir apurer leur dette pour le bien-être des autres nations et de sauver les meubles chez soi, une situation *a priori* inextricable, un double front impossible à tenir⁵. S'il leur faut établir une priorité, qui peut croire que ce sera le remboursement de leur dette climatique ? Responsabilité et puissance ne vont plus nécessairement de pair. Sur un plan logique, on ne voit pas pourquoi la dimension diachronique – la responsabilité historique de l'Occident – devrait coïncider avec la dimension synchronique – les capacités inégales des pays d'affronter les catastrophes.

UN CAPITALISME HYPER-RÉSILIENT ?

Méthodologiquement, la pensée marxiste s'est évertuée à tracer partout une ligne de démarcation entre ceux qui souffrent et ceux qui profitent⁶, avec en toile de fond une fascination, largement inconsciente, pour les performances de l'adversaire capitaliste⁷. La prospérité pour les bourgeois et l'adversité pour les prolétaires : si ce constat fut exact au XIX^e siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, continuer à le soutenir peut le réifier jusqu'à l'aveuglement. Rappelons qu'avec l'arrivée de la société de consommation de masse dans les années 1950, les travailleurs ont profité du bien-être à leur tour⁸. Beaucoup d'observateurs prêtent au capitalisme des facultés de résilience infinies : le pic des énergies fossiles et des minerais, le rendement décroissant des terres agricoles, la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore, la biodiversité qui s'écroule, les pollutions globales, sans oublier les dérèglements climatiques, rien de tout cela ne serait en mesure d'écarter significativement et définitivement sa puissance. Même dans un monde post-apocalyptique, il survivrait. Introduisons ici une distinction entre l'esprit du capitalisme et le système capitaliste globalisé. Si celui-là peut perdurer dans la conscience collective pendant un certain temps⁹, celui-ci est dépendant d'une telle interconnexion de sous-systèmes techniques, économiques et financiers qu'un déséquilibre un peu durable peut induire de graves dysfonctionnements. Il suffit de constater l'impact du coronavirus sur l'activité économique mondiale et sur les bourses, quelle qu'ait été sa létalité réelle (entre 0,3 et 1,5% des individus infectés). La persistance d'un *ethos* capitaliste dans les replis de l'effondrement et la mondialisation néolibérale telle que nous la connaissons depuis 4 décennies, ce n'est pas la même chose. Je serais personnellement déjà heureux de voir celle-ci se casser la figure, quitte à ce que celui-là lui survive encore quelque temps. On peut toujours souhaiter une table rase, mais cela ne se passera pas ainsi dans la réalité. Le géographe marxiste Andreas Malm n'échappe pas à la confusion. Dans son ouvrage *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, il indique que « le capital est un processus spécifique qui se déroule comme une appropriation universelle des ressources biophysiques, car le capital lui-même a une soif unique, inapaisable, de survaleur tirée du travail humain au moyen des substrats matériels¹⁰ ». Cela appelle deux remarques. Primo, ce n'est pas parce qu'un organisme vivant ou un système est gourmand ou inapaisable par nature qu'il est assuré d'avoir toujours quelque chose à se mettre sous la dent ; que l'on me permette cette analogie : il arrive de plus en plus souvent que les ours blancs meurent de faim. Secundo, pour que cette appropriation ait lieu dans des conditions de rentabilité suffisante, toute une chaîne de production et de consommation doit correctement fonctionner pendant un certain laps de temps, généralement long. Jusqu'à présent, cette chaîne a assez bien tenu dans la durée, malgré des soubresauts (1929, 1939-45, 1973, 1979, 2008). Mais rien ne dit qu'il en ira ainsi après celui de 2020. Que nous réserve-t-il ? Relisons Günther Anders : « [Car] aujourd'hui aussi, il est nécessaire

d'empêcher qu'on ne se méprenne sur le fait que la catastrophe n'a toujours pas eu lieu et qu'on y voit une preuve établissant son impossibilité réelle, qu'on prenne le pas encore pour un jamais¹¹ ». *A posteriori*, la pandémie de Covid-19 lui donne raison. Jusqu'en février, qui aurait pu l'imaginer fondre sur nous, Européens ? Même pas moi le féru de catastrophisme éclairé qui redoutais plutôt un accident nucléaire au vu de la vétusté des réacteurs de Tihange 2 et Doel 3¹².

L'ANTHROPOCÈNE, UN MODÈLE VALABLE

Je voudrais également défendre le concept d'anthropocène. Si celui-ci a été inventé (en 2000) par un technocrate partisan de la géo-ingénierie, le chimiste Paul Crutzen – donc un individu qui ne suscite *pas a priori* ma sympathie –, il n'empêche que sa portée explicative est convaincante. « *L'anthropocène manifeste bien des capacités qui nous appartiennent en tant que genre et espèce¹³* », objecte Dominique Bourg à ceux qui resserrent le concept en « capitalocène » pour stigmatiser un système en particulier responsable de cette dérive, et qui oublie que l'Homme a toujours exploité plus ou moins agressivement la nature pour garder son avantage adaptatif sur les autres espèces. « *Tout ce que le genre humain entreprend pour améliorer sa condition consiste dans une large mesure à contrarier l'ordre de la nature* », observait déjà John Stuart Mill au XIX^e siècle. Par exemple, la mégafaune de la préhistoire – avec le célèbre mammouth laineux – n'a pas été exterminée par des capitalistes, mais par les lointaines générations d'*homo sapiens*. De même, le territoire de l'actuel Liban était, dans l'Antiquité, couvert de cèdres que les Phéniciens ont coupés en masse pour construire leur flotte navale. *L'Homo Sapiens* semble bien être un prédateur par nature, quel que soit le cadre politique et institutionnel de sa communauté ou société, bien que certaines cultures soient parvenues à juguler plus ou moins efficacement cette inclination à la prédation. Le capitalisme n'aurait fait que renforcer et formaliser cette nature dans un système technique, économique et idéologique adapté à ses intérêts propres, dominant depuis plus de deux siècles. En retour, ce système a conforté la tendance prédatrice en lui donnant une légitimité par le truchement de l'économie (surtout libre-échangiste) et du droit (surtout concernant les titres de propriété).

LE TITANIC GLOBAL

Nous sommes bel et bien tous sur le même bateau, une réplique du Titanic qui a heurté l'iceberg en 1972, au moment du rapport Meadows du Club de Rome, et qui n'en finit pas de sombrer. Reconnaître cela n'est évidemment pas à comprendre comme un appel à s'identifier à l'hyper-classe et à fraterniser



Illustration: Marina Philippart

avec elle, car elle fera tout pour s'arroger les canots de sauvetage. Au contraire, il s'agira de les lui ravir, sans les partager ! Les hyper-riches sociopathes s'organisent déjà pour se les réserver, par exemple en achetant d'immenses propriétés dans certaines régions du globe géographiquement bien situées comme le Chili, la Patagonie, Hawaï et la Nouvelle-Zélande, où ils croient pouvoir se mettre à l'abri pour longtemps. Patri Friedman pense, lui, bâtir des îles artificielles pour lui et ses copains libertariens. Certains imaginent même (et craignent) que les oligarques parviendront à s'établir sur une autre planète ou satellite du système solaire terraformés, laissant les masses à leur triste sort sur une Terre ravagée¹⁴. Mais avec quel argent et surtout quelles ressources matérielles ? Avec quelle main-d'œuvre, formée dans quelles universités financées par quelles institutions ? Dans quel délai ? Quel système industriel, sur une planète surchauffée et délabrée, avec une économie en effondrement, serait capable de produire les vaisseaux spatiaux ? Nous avons trop regardé les films de James Bond, où les méchants disposent toujours, comme par magie, d'incroyables ressources techniques ! Quand bien même certains oligarques réussiraient-ils à survivre dans des colonies de l'espace¹⁵, qui parmi vous, chers lecteurs, voudrait faire partie de l'expédition pour les servir ? Pas moi, en tout cas ! Certains comprenant que le repli dans les meilleurs coins de la Terre ou du cosmos est aléatoire, misent alors sur le dépassement de la condition humaine mortelle au plus vite pour s'adapter au nouvel état produit par l'anthropocène : « Nul doute que le Titanic sur lequel nous sommes tous embarqués commence à prendre l'eau de toute part. Le bateau de l'humanité s'enfonce lentement, mais, aux étages supérieurs où logent les pléonexes, l'orchestre continue de jouer. Ils ont donné pour mission à ceux qui le pilotent de pousser à fond les machines, au risque d'une surchauffe fatale, pour qu'ils atteignent enfin la zone où – grâce aux moyens

considérablement amassés – ils pourront tout monnayer pour s'échapper vers le radeau de sauvetage qui doit les emporter vers un nouveau monde, celui de la surhumanité¹⁶ ». Le transhumanisme leur sera réservé, malgré les suppliques naïves de ceux des leurs qui voudraient le démocratiser (dans le monde anglo-saxon, James Hughes et David Pearce, en Europe, les Français Miroslav Radman et Marc Roux, les Belges Didier Coërnelle et Corentin de Salle). Mais à nouveau, parviendront-ils, après une phase transhumaniste, à atteindre le posthumanisme avant que la biosphère, la sociosphère et la technosphère ne décrochent complètement ? On peut en douter. Le destin humain aura la Terre pour cadre. Et celle-ci ne sera bientôt plus du tout belle à voir, que l'on ait des yeux de pauvres ou de riches.

Bernard Legros



1. Sandrine Aumerier, *Tous écoresponsables ? Capitalisme vert et responsabilité inconsciente*, Libre et solidaire, 2019, p.37.
2. Selon la classification d'Immanuel Wallerstein, le centre représente les pays riches et industrialisés, et la périphérie, les pays pauvres ou en voie de développement. On peut aujourd'hui inclure la Chine dans la première catégorie, l'Inde la talonnant.
3. Système certes définancé depuis des années.
4. Pandémie qui aura fait des victimes dans toutes les classes sociales, comme Philippe Bodson, homme d'affaires belge mort en avril 2020. Les riches aussi sont mortels, l'avions-nous oublié ?
5. Cf. Jean-Michel Valantin, *L'aigle, le dragon et la crise planétaire*, Seuil, 2020, pp.141-191.
6. Cette idée marxiste a irrigué toute la gauche, et même au-delà, si bien que presque tous les opposants au système y recourent, ne fût-ce qu'inconsciemment.
7. L'affaire est ancienne et remonte au moins à Lénine, qui avait les yeux de Chimène pour l'organisation scientifique du travail de Frederick Taylor.
8. Oui, mais pas à la même échelle, et sans que cela ait changé quoi que ce soit au principe de l'exploitation du travail, rétorqueront mes amis marxistes.
9. Notamment dans des formes barbares telles que montrées dans les différentes versions de *Mad Max*.
10. Andreas Malm, *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, La Fabrique, 2017, p. 137.
11. Günther Anders, *Le temps de la fin*, L'Herne, 2007, p.111.
12. Cependant, l'un n'empêche pas l'autre.
13. Dominique Bourg, *Une nouvelle Terre*, Desclée de Brouwer, 2018, p.21.
14. Thème exploité dans les films *Avatar* de James Cameron (2009) et *Interstellar* de Christopher Nolan (2014).
15. Un projet d'Elon Musk, qui déclarait benoîtement face à la catastrophe globale : « La technologie réglera tout ça. Si la Terre meurt, nous vivrons dans des vaisseaux spatiaux, voilà tout. Nous aurons des imprimantes 3D pour imprimer notre nourriture. Il nous suffira de réarranger les atomes pour créer de l'eau ou de l'oxygène ». Cité in David Wallace-Wells, *La Terre inhabitable. Vivre avec 4°C de plus*, Robert Laffont, 2019, p. 248.
16. Dany-Robert Dufour, *Il était une fois le dernier homme...*, Denoël, 2012, p. 192. La pléonexie est la volonté d'avoir toujours plus, assimilable au péché capital d'avarice.



Avant le succès de librairie de *Comment tout peut s'effondrer* (de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, 2015), Yves Cochet, ancien ministre de la République française né en 1946, fut l'un des premiers francophones, dès le milieu des années 2000, à annoncer le pic pétrolier et le risque d'effondrement consécutif. On lui a reproché d'avoir avancé des dates précises pour certains événements, prédictions qui se sont avérées fausses par la suite. Cela discrédite-t-il définitivement ses réflexions ?

À mon sens, non. Il a affiné sa vision de l'effondrement global de la société thermo-industrielle, jusqu'à proposer son propre essai sur le sujet, car, pour lui, c'est toujours le déni qui prédomine, dans le concept de développement durable et de transition énergétique, dans les sciences humaines et sociales. Dans une approche à la fois scientifique et psychosociale, il préconise de cesser d'imaginer faire la révolution pour se préparer à affronter le plus héroïquement, pacifiquement et démocratiquement possible une « *transition de phase* », situation émergente inédite dans l'histoire qui sera très périlleuse en raison des pénuries énergétiques et des dérèglements climatiques qui engendreront guerres, famines et pandémies. Dans la mesure du possible, l'État devra continuer à jouer un rôle protecteur dans un état de violence chronique, mais laissera beaucoup d'initiatives aux biorégions, plus résilientes en raison de leur taille limitée (d'aucun s'étonneront de cette confiance accordée à l'État, alors qu'il devient de plus en plus sécuritaire, voire totalitaire). Ce prophète de moindre malheur dessine les contours de la future société résiliente en France, qui « *deviendra plus égalitaire, plus homogène* » et plus sobre en énergies. L'ouvrage peut aussi servir de critique argumentée de l'économie classique (néolibérale, aujourd'hui) à laquelle Cochet oppose l'économie biophysique qui tient compte de la limite des stocks d'énergies fossiles. Il ne tranche pas entre les scénarios d'un effondrement catabolique (lent) ou catastrophique (rapide). En reprenant à son compte le terme d'anthropocène, il continue à apporter sa touche personnelle à un thème qui devient presque rabâché, tout en appliquant ses idées : habitant désormais en Bretagne, il se prépare à l'autonomie et à la résilience, car « *le compte à rebours a commencé* ».

Yves Cochet, Devant l'effondrement. Le compte à rebours a commencé, LLL, 2019, 251 pages.

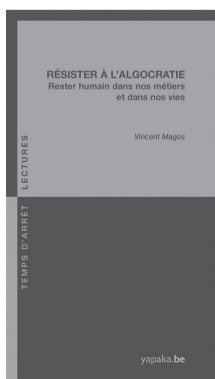
B. L.



Beaucoup d'écologistes radicaux suggèrent de se débarrasser d'une part importante de l'héritage des Lumières, avec des arguments de valeur inégale. Marina Garcés propose au contraire de refonder la philosophie des Lumières, non comme projet mais comme attitude, celle de la pensée critique : « *Ce qu'exigent les Lumières radicales, c'est de pouvoir exercer la liberté de soumettre à l'examen tout savoir et toute science quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent, sans s'appuyer sur des pré-supposés et des arguments d'autorité* ». Lutter contre la crédulité est un impératif, car celle-ci « *est à la base de toutes les dominations [et] exige une délégation de l'intelligence et de la conviction* ». Nous vivons une période temporelle qui succède à la postmodernité, la *condition posthume* qui « *n'est pas un retour au passé ou une grande régression [...], mais la faillite du présent éternel et la mise en marche d'un non-temps* ». Il ne faut surtout pas s'y soumettre. L'auteure refuse autant les prophéties apocalyptiques que le solutionnisme technologique – deux choses qui standardisent aujourd'hui le domaine du pensable –, tout en prenant acte du caractère insoutenable et invivable du monde. Et refuse encore « *l'humanisme nostalgique* » et « *l'utopie parfaite d'êtres humains stupides dans un monde intelligent* », car il en va de notre dignité et de notre liberté. Notre condition actuelle étant celle de l'« *analphabétisme éclairé* » et de la « *servitude culturelle* », « *il s'agit [...] de se mettre en quête d'indices pour retisser un temps du vivable* ». Garcés conclut en invitant à « *un travail alliant des savoirs qui conjuguent incrédulité et confiance* ». Il est par contre dommage qu'elle fasse appel à la classique notion d'émancipation, prise ici intransitivement, sans préciser : émancipation de qui, et surtout de quoi ?

Marina Garcés, Nouvelles Lumières radicales, La Lenteur, 2020, 85 pages.

B. L.

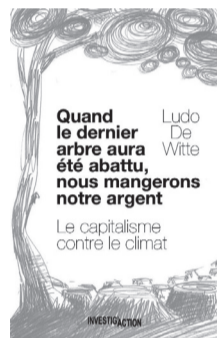


Après la démocratie, l'algocratie ? C'est ce risque que soulève Vincent Magos, psychanalyste et psychodramatiste spécialisé en santé publique. *Algorithme* est devenu en quelques années un des nouveaux termes de la logomachie technocratique. Ce court ouvrage traite de la dépossession de nos existences proprement humaines par des procédures informatiques à la puissance de calcul phénoménale tendant à la plus extrême précision. Les algorithmes ayant maintenant la faculté de s'imbriquer les uns dans les autres, autant dire que nous sommes face à une boîte noire, par définition immaîtrisable. L'auteur reprend à Dominique Quessada le concept de « *sousveil-*

lance », « *un dépassement de la surveillance en ce qu'elle est légère, discrète, immatérielle et omniprésente* » qui vise à prédire les comportements des groupes et des individus. Sur le plan psychosocial, attendons-nous à la disparition de l'intimité, du secret, de l'inconscient, de la spontanéité. Sur le plan social se développent les systèmes de notation et d'évaluation, dont la Chine offre l'exemple le plus extrême avec le crédit social. Sur le plan juridique, les algorithmes remplacent la capacité humaine de juger. Sur le plan linguistique, craignons un inévitable appauvrissement du langage. Enfin, l'algocratie est la porte ouverte à l'illimitation transhumaniste. Toutes les solutions avancées par l'auteur pour s'en prémunir ne se valent pas. Les logiciels libres, le cyberminimalisme ou les fablabs ne sont que les masques apparemment inoffensifs de la tyrannie qu'il dénonce. Il n'est pas non plus question de déconnexion pure et simple, mais de réappropriation des algorithmes par les pouvoirs publics, Magos se rapprochant ici de la thèse d'Evgeny Morozov... et de Corentin de Salle ! Et puis, faut-il vraiment apprendre aux élèves à coder, autre idée à la mode dans l'alter-numérisme ? Pourtant, l'auteur dénonce par ailleurs l'école numérique... (?). Bref, un tri est à faire dans ces contre-feux au « *capitalisme de surveillance* » qui partent dans tous les sens. Pour commander ce livre : yapaka@yapaka.be.

Vincent Magos, Résister à l'algocratie. Rester humain dans nos métiers et dans nos vies, Yapaka, 2020, 61 pages.

B. L.



La première partie du titre pourrait faire penser à une fable dystopique teintée de moralisme à 2 cents. La seconde laisse espérer une dissertation pleine d'intérêt, d'acuité et d'actualité. Ludo de Witte, déjà à l'origine d'enquêtes pas passées inaperçues sur les ravages et le désastre de la colonisation belge au Congo, s'attaque cette fois à une recherche dont le lecteur apprend qu'elle lui a coûté 18 mois de lectures, de réflexion, d'entretiens et de visites.

Le sujet est tendance : le capitalisme. Nos dirigeants nous le disent et le serinent davantage en cette période troublée : il faut adapter le système, sans le remplacer. Jolie équation dont on connaît hélas le résultat. Les perdants : la nature et une proportion écrasante des habitants de la planète. Avec une feinte ingénuité, l'auteur (ayant placé en tête de son livre des citations de Karl Marx, de Naomi Klein et de Greta Thunberg) se demande si le capitalisme est contre le climat. Si oui, pourquoi et comment y remédier en allant à la racine du problème sans en régler les éventuels symptômes, ce qui ne réglerait rien ? On l'a deviné : la réponse est évidente mais extrêmement complexe et compliquée à mettre en œuvre, puisqu'elle nécessiterait de transformer en profondeur une société dont toutes les parcelles d'activités sont gangrenées par l'option capitaliste. De Witte prend donc tout son temps au long des 300 pages pour examiner le phénomène du capitalisme, comme un spécialiste le ferait d'une maladie grave, scruter ses conditions d'émergence, ses (éventuels) avantages et ses (nombreux) inconvénients, aggravés par deux siècles d'endoctrinement et de pratique intensive. Ce faisant, l'auteur ne se prive pas d'atomiser les éléments et les êtres qui nous conduisent (ou nous ont déjà conduits en partie ?) dans la muraille du réchauffement climatique et de son impact inexorable. Au fil d'un texte dense et richement documenté, celui qui est aussi sociologue et écrivain va en immersion dans les chiffres affolants, le monde terrifiant des initiatives agricoles, l'univers des petits propriétaires terriens, les déclarations politiques terrifiantes et les effets délétères de la surexploitation des ressources naturelles. Du début au terme de cette enquête, qui boxe les uns et étrille les autres, l'auteur nous fait arriver à la même conclusion que lui : pour changer le monde, sortons du capitalisme !

Ludo de Witte, Quand le dernier arbre aura été abattu, nous mangerons notre argent. Le capitalisme contre le climat, Investig'Action, 2020, 312 pages.

D. T.



Barbara Romagnan, docteur en sciences politiques, militante féministe, fut députée française du département du Doubs entre 2012 et 2017. *Oh, wait ?* Ne serait-ce pas sous la présidence de François Hollande qui n'a jamais été aussi bon que depuis qu'il n'est plus aux responsabilités ? Tout juste. *Encore un livre politique*, pourrait soupirer le lecteur averti. Ce lecteur n'aura qu'à moitié raison. L'ancienne députée, en effet, reprend quelques moments-clés de la période, pas si lointaine, où un parti dit de gauche était aux manettes. On n'échappe pas à certains règlements de comptes, assez peu intéressants s'ils se limitaient à un règlement de compte assorti d'un « *yakafaukon* » que les anciennes personnalités politiques aiment à ressasser. Mais là où le lecteur trouvera matière, c'est dans l'analyse politique d'une chercheuse, d'une femme engagée dans l'égalité des droits et qui a constaté que ce n'était pas une priorité

de la présidence, ni même du groupe parlementaire dans la majorité au pouvoir. L'auteure dénonce des reniements, des horreurs politiques, morales et intellectuelles : sur le droit de vote des étrangers, la déchéance de nationalité, l'émocratie qui lui semble contre-productive, le sort des migrants... Son pays, le pays des droits de l'Homme, il lui manque, à Romagnan. C'est cela qu'on peut retenir de ce livre assez bref mais percutant où elle envoie quelques uppercuts bien sentis (et assez élégants) à Manuel Valls. L'implication de Romagnan n'est jamais aussi émouvante que quand elle s'engage en privilégiant le récit en « *je* ». Nous suivons le cheminement de sa pensée, nous l'accompagnons dans sa quasi-solitude, dans ses combats et ses confrontations, nous pourrions presque l'applaudir des deux mains quand elle s'insurge avec force contre l'oubli, par le parti socialiste, de son ADN politique fondé sur l'égalité et la fraternité. On perçoit avec acuité les ravages d'un système fondé sur le productivisme et la rentabilité, cachés sous de belles paroles, vernies de l'éclat terne du vide, qui entendent gérer des problèmes humains avec des montagnes de chiffres et en abusant de marchandages. Pourtant, le livre n'est pas désespéré. Il est plein de vie, d'enthousiasme, de joie aussi, quand une solution est trouvée, quand une intuition est porteuse, et on se prend à rêver, comme l'auteure, à un monde où la devise de la France pourrait à nouveau s'illustrer de la plus belle des manières par des partis, des responsables, des gouvernants qui mettent la valeur humaine avant la valeur marchande.

Barbara Romagnan, Mon pays me manque. Que sont devenus les droits de l'Homme ? Préface de François Gemenne, Libre et Solidaire, 2019, 204 pages.

D. T.



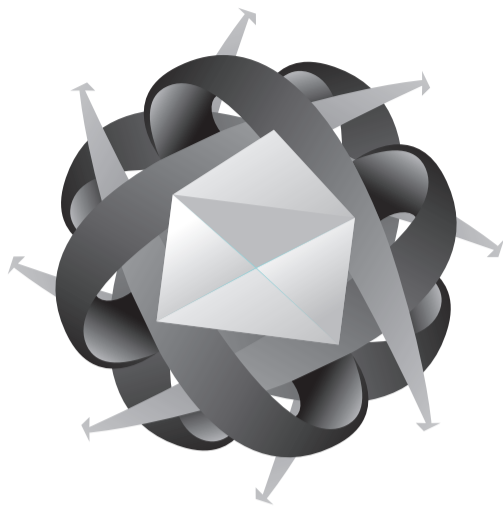
Corinne Pelluchon est une philosophe dont on parle de plus en plus. Son tout récent ouvrage, *Réparons le monde. Humain, animaux, nature*, est un condensé de sa pensée. En 7 chapitres de facture différente (parfois dans une langue « grand public », parfois plus de facture philosophique académique), elle expose comment, selon elle, pourrait émerger une transition écologique.

On retiendra le chapitre « *La cause animale aujourd'hui* » dans lequel elle développe ses idées anti-spécistes, un combat qui semble central dans sa volonté de promouvoir une éthique de l'environnement. On y lit des arguments forts quant à l'avancée morale que constitue la prise en considération et donc le respect de tous les êtres dotés de sentience (capacité de ressentir, de souffrir). Bien que très militante sur ce point, Corinne Pelluchon montre que certains excès font que les excès de certains (Singer...) font de la cause animale une idéologie qui est peu efficace, voire contre-productive, quand elle s'en prend, parfois violemment, à ceux (majoritaires) qui ne partagent pas leurs sensibilités et valeurs. Elle plaide donc pour une politisation de cette question, ce qui implique d'accepter de passer par des « *désaccords raisonnables* ». On retiendra aussi l'instructif chapitre dans lequel elle tente d'expliquer « *les raisons d'un mariage tardif entre écologie et cause animale* ».

Au long de ce livre agréable à lire, Corinne Pelluchon tente de définir ce que pourrait – ce que devrait – être au XXI^e siècle une éthique des vertus. Fort influencée par les pensées des philosophes de l'Antiquité, elle prône des « *traits moraux* », tels sobriété, solidarité, convivialité, harmonie avec toutes les formes du vivant..., auxquels on ne peut que souscrire. Elle met en évidence la nécessité de soutenir les initiatives citoyennes, locales, de terrain... qui, selon elle, sont à même de faire bouger les choses face à des pouvoirs politiques inertes. Si on ne peut qu'approuver cette optique, elle oublie toutefois qu'à côté de la puissance créatrice des humains, la *potentia*, il existe hélas aussi un autre type de puissance, la *potestas* qui n'est pas le « *pouvoir de...* » mais le « *pouvoir sur...* ». Alors qu'elle entend politiser des combats éthiques respectables, Corinne Pelluchon, peut-être parce qu'elle évolue dans le monde théorique des idées, fait l'impasse sur une réalité déplorable mais bien réelle : l'existence d'une minorité qui n'entend pas lâcher une parcelle de ses pouvoirs et privilèges exorbitants et est déterminée à saboter toutes les initiatives motivées par les vertus qu'elle entend promouvoir. C'est sans doute la raison pour laquelle, plutôt que la bienveillance qu'on voudrait voir s'étendre, c'est la colère des peuples qu'on voit grandir.

Corinne Pelluchon, Réparons le monde. Humain, animaux, nature, Payot, Rivages poche, mai 2020, 281 pages, 8,80€.

A. A.



Madame, Monsieur,

Un seul mot : SENSAS. Ça c'est du vrai journalisme. Je me demande comment les journalistes des MERDIAS de masse peuvent encore se regarder dans le miroir... Ceci dit, je suis libraire et j'aimerais que vous m'ajoutiez sur votre page « où nous trouver ». Je suis malheureusement dans une région « en difficulté », mais étant lecteur assidu et acheteur de votre revue, je la mets en évidence et je n'hésite pas à conseiller Kairos. J'ai des habitués.

Ma librairie se trouve à La Bouverie. Merci d'avance et encore bravo Monsieur Penasse !

Joffrey Duelz

Bonjour Bernard Legros et Alexandre Penasse,

Je suis un peu perplexe à lire dans Kairos n° 45 le titre : *École numérique : le covid-19 n'y change (presque) rien*, d'autant que le corps de l'article, bien documenté, me paraît le contredire. Il me semble que ce titre de *La Libre Belgique* du 26 mars est, hélas, plus approprié : « Cette crise du coronavirus va faire gagner vingt ans à l'école numérique ». Votre confrère *La Décroissance* écrit que « l'assignation à résidence a dramatiquement accéléré l'emprise du numérique sur nos vies ». Il me semble que le temps est là pour une opposition élargie à la numérisation du monde et des corps, qui engloberait l'école numérique, mais aussi les smartphones boostés par la 5G, toute cette pandémie numérique qui dégrade notre présence au monde : que cela soit dit comme tel.

Par ailleurs la numérisation n'est que l'un des facteurs de relégation du monde : l'écran de télévision, qui l'a précédé et l'accompagne encore, en est un autre. Günther Anders écrivait déjà, à propos de la télévision américaine des années cinquante, que nous sommes « privés par l'image illusoire de la capacité de penser à ce qui est réel, de tenir compte du fait qu'"en plus" – en plus de l'événement qui nous est livré –, il existe un événement réel. L'intention de la livraison d'images, de la livraison de l'image totale du monde est précisément d'amener le monde à disparaître derrière son image » (in *L'obsolescence de l'homme*). Ainsi nous nous éloignons de plus en plus de la possibilité d'une présence immédiate au monde, comme Marguerite Yourcenar pouvait encore la décrire pour Zénon dans *L'œuvre au noir* : « Zénon pressa le pas. Il fut seul pendant un long moment sur une route qui serpentait entre deux pâtures. Le monde tout entier semblait composé de ciel pâle et d'herbe verte, saturée de sève, bougeant sans cesse à ras du sol comme une onde. Un instant il évoqua le concept alchimique de la viriditas, l'innocente percée de l'être poussant tranquillement à même la nature des choses, brin de vie à l'état pur, puis renonça à toute notion pour se livrer sans plus à la simplicité du matin. »

Bien amicalement, merci pour votre engagement.

Xavier Vanandruel

Réponse de B. L. :

Même en l'absence de coronavirus, l'agenda numérique aurait été appliqué. L'épidémie ne fait « que » donner à ses partisans un vernis de légitimité supplémentaire, dont ils se seraient de toutes façons passés en temps normal. Le titre de *La Libre Belgique* témoigne d'une méconnaissance de l'agenda en question. Il n'aurait pas fallu 20 ans, mais 20 mois pour mettre en place toute la numérisation de l'école ! Voir par exemple le Baromètre 2018 (cf. www.digitalwallonia.be) qui, il y a 2 ans déjà, était clair dans ses intentions.

« *Pandémie numérique* », que voilà une belle expression à laquelle je n'avais pas pensé !

Cordialement.

ACTION EN PLEIN JOUR

De sortie de cachot suite à mon « action anti-masque » de ce matin sur la place de l'Hôtel de ville de Verviers, je vous écris sans tarder afin [...] d'expliquer le

pourquoi de cette action qui a pu en surprendre plus d'un.e. S'agissant d'une arrestation administrative [...], je n'ai pas pu faire de déposition ce jour. Une convocation devrait suivre et un PV pourrait être dressé lorsque je contesterai l'amende pouvant aller jusqu'à 250,00 €. Je ne la paierai évidemment pas.

Ainsi, je vous donne ici en primeur le contenu de mon procès-verbal à venir [...] Je ne remets nullement en question ni l'existence, ni le danger que représente le coronavirus [...]. Cette action avait pour but assumé de créer une fenêtre d'expression plus critique que le discours dominant et aliénant qu'on nous sert à la grosse louche depuis des mois. Ainsi permettre d'aborder sans tabou l'instrumentalisation politique, médiatique et idéologique de la situation. J'ai voulu par cette action amener les regards à se poser sur un aspect à mon sens bien plus alarmant que le virus lui-même : les incohérences et informations contradictoires depuis le début de la crise, la non-fiabilité des tests sur lesquels les autorités s'appuient pour alimenter le narratif le plus anxiogène possible, les effets comportementaux et psychologiques provoqués par cette atmosphère sur les adultes comme sur les enfants, l'absence de solutions pour lutter contre le virus telles que booster son immunité, développer un rythme de vie sain, se libérer du stress, etc. plutôt qu'un discours anxiogène discontinu mêlé d'informations contradictoires qui sèment confusion, malaise et incapacité à faire un choix si ce n'est le recours aveugle à « la bienveillante autorité des experts et des gouvernants ». « Bienveillance » dont toute personne honnête et un tant soit peu raisonnable ne peut que douter fortement [...].

Les faits : aux alentours de 10.00, je m'engage sur la place du marché avec mon masque [...]. Très vite, j'enfile une pancarte portant le message volontairement provocateur « M'ENFIN... JUSQU'OU ALLEZ-VOUS VOUS SOUMETTRE ? » tout en retirant mon masque. Certains.nes y auront vu de l'arrogance là ou d'autres auront compris que cette formule seule pouvait enclencher un questionnement interne plus profond, allant bien au-delà du « port obligatoire du masque » qui n'est rien de plus qu'un des nombreux symboles d'une obéissance aveugle à l'Autorité.

Durant toute la durée de l'action, j'ai déambulé dans les allées sans m'approcher des échoppes, en gardant une distance de sécurité avec les personnes qui voulaient me parler, sans jamais demander aux passants de retirer leurs masques. Le but poursuivi par l'action était ailleurs : stimuler la réflexion des passants sur leur propre posture, au quotidien, vis-à-vis de l'obéissance et de la soumission. A ce propos, je refusais d'ailleurs de débattre avec les personnes qui le voulaient. Je ne cherchais à convaincre personne de quoi que ce soit, mais bien à semer cette question essentielle pour l'avenir dans les esprits du plus grand nombre. Question tout à fait générale donc, au départ du port du masque de plus en plus contraignant et oppressant. Après une demi-heure environ, la police m'a logiquement interpellé. Un garçon, malheureusement arrêté en même temps que moi car il filmait l'action, devrait pouvoir vous fournir le film du déroulé de l'action et interpellation prochainement. Je vais essayer de le retrouver.

L'arrestation s'est faite dans la sérénité. [...] Sans vouloir débattre avec elles et eux non plus, je leur ai tout de même expliqué la raison première de cette action : je considère que les personnes qui ont pris les rênes du pouvoir en Belgique ont, à mon sens, des profils fascisants, mafieux et manipulateurs qui impliquent que je ne leur reconnais plus aucune légitimité. Sans compter la NV-A en deuxième ligne qui opère stratagème sur stratagème pour prendre la balle du pouvoir au bond dès qu'elle le pourra. Tous copains dans les « Hautes sphères ».

Et sans compter la gestion désastreuse et les discours confusionnistes durant des mois. Loin d'être de l'incompétence, il s'agit là, à mon sens, d'une stratégie finement réfléchie visant à asseoir une domination par malaise psychologique sur les populations, découlant sur plus de soumission et d'obéissance aveugle. Le rêve pour tout régime autoritaire qui s'installe toujours plus brutalement, en Belgique et ailleurs. [...]

Ainsi, je n'ai pas non plus obtempéré aux ordres des policiers qui découlaient de cette gouvernance.

Figé à l'endroit de mon arrestation, ils ont été obligés de me transporter à la vue de tous les passants. Dès le premier pas, je me suis affalé comme une masse (technique de désobéissance civile démontrant un refus net de me soumettre à cette punition [amende + arrestation]). Me sentant mouton noir embarqué par les bergers au milieu du troupeau de moutons blancs, j'ai commencé à bêler de toutes mes forces dès que je me suis effondré au sol, rendant l'action tout à fait burlesque autant que profondément symbolique.

Lenny

Bonjour M. Penasse,

Je viens d'achever la lecture de votre article « Covid-19 : l'occasion de continuer le business – derrière le paravent médiatique (où n'arrivent que les « bonnes questions ».

Tout simplement excellent ! Je vous ai « découvert » lors de cette célèbre conférence de presse du 15 avril 2020 et votre « question biaisée politiquement ». Elle était mythique, exemplaire, parfaite ! Je travaille actuellement avec mon avocat pour introduire une requête judiciaire en référé contre les mesures sanitaires prises par ce « gouvernement » illégitime. Votre article viendra bétonner le dossier je l'espère. Les conflits d'intérêts sont tout à fait spectaculaires ! Quel travail ! Rien que pour cet article, je m'abonne pour trois ans et effectue de

suite un don pour vous soutenir votre journal.

Je suis heureux que des journalistes indépendants existent ! Je n'y croyais plus.

Cordialement,

Badr Benali

CONSIDÉRATIONS SUR LA PRESSE QUOTIDIENNE DE PROXIMITÉ

Lecteur, tu peux me croire lorsque j'affirme avoir tout entrepris pour relever le niveau, mais je me vois dans l'obligation de m'en remettre à l'évidence : pour être lu, il ne faut pas hésiter à taper sous la ceinture et flatter les bas instincts : Le vil, le voyeurisme morbide, le spectaculaire, le grotesque, le graveleux, le vulgaire, le douteux, l'immonde... J'ai oublié le nom de cette jeune journaliste stagiaire qui me confia un jour : « Plus le sujet de ton article sera barré, plus tes chances d'être publié seront grandes. »

Préalable que j'ai pu largement vérifier en faisant une brève expérience dans le métier. Un chef de rédaction d'un journal à gros tirage : « Un article sur le développement de potagers urbains à Bruxelles ? Ton sujet de « bobo » n'intéressera personne, Coco ! Un éclairage sur les activités du collectif « chômeurs occupés » ? N'y pense pas ! Un article sur un libraire qui ne propose que de la littérature de gauche ? Hmm, oublie les livres par contre cette librairie n'accueillerait pas des organisations surveillées par la Sûreté de l'État ? Une mère arrache le prépuce de son enfant et tente de stopper l'hémorragie avec de la colle ? Vas-y mon grand, tu as carte blanche ! »

Plus c'est gros, plus ça passe. La presse quotidienne de proximité est gagnée par tous les vices. Son empreinte idéologique n'est pas à négliger. On peut en rigoler, mais cette presse vend encore énormément de papier, elle nous offre une bien piètre cuisine. Mais peut-on reprocher aux gens de ne rien connaître à la gastronomie alors qu'il n'y a que des burgers sur la carte ?

Et puis, vous admettez de bonne foi que cette bien mauvaise littérature est à l'image d'un bonbon : on sait que c'est plein de sucre, de gélatine, de colorant, plein de crasses en somme mais c'est tellement bon en bouche. Raison pour laquelle dans « La Capitale », je me vautre « 7 sur 7 » dans le sang, le sexe et le sport jusqu'à la « Dernière Heure ».

Laurent Bodenghien

TRACT CITOYEN

Bonjour Madame, Monsieur,

Nous nous retrouvons dans votre boîte aux lettres sans y avoir été invité et nous vous demandons de nous pardonner pour cela. Nous aimerions simplement attirer votre attention sur un autre regard. Cela fait des mois que nous passons en revues beaucoup d'informations sur la triste crise du Covid 19. Les principaux médias nous disent que la crise n'est pas du tout finie ; qu'il y aura une deuxième vague ; que la perte de certaines libertés était et reste un mal nécessaire ; que les multinationales et l'OMS n'ont pas faussé les décisions politiques, économiques et médicales, et agissent toujours pour le bien des citoyens ; qu'il est toujours essentiel de porter un masque même à l'extérieur ; que le vaccin est notre seul salut.

En même temps, si votre petite voix vous dit que ce que nous vivons n'est pas normal et rempli de contradictions ; si vous pensez que les Scandinaves qui n'ont pas généralisé le port du masque ne sont pas irresponsables ; si vous êtes conscient que en dépit d'indicateurs très positifs, le niveau de peur excessif répandu dans la population altère notre capacité de discernement et est très inquiétant pour notre avenir et celui de nos enfants... nous vous proposons de découvrir, en peu de temps, un autre son de cloche, une information indépendante et néanmoins pondérée, cohérente, responsable : les sites de Kairos, France Soir, d'initiativecitoyenne.be et de ensemblecitoyens.be ; les vidéos et articles de la généticienne Alexandra Henrion-Caude, de l'avocat Carlo Alberto Brusa, de l'anthropologue Jean-Dominique Michel et de l'ancien agent de la Sûreté de l'État Nicolas Ullens.

Envie de continuer à recevoir automatiquement ces informations indépendantes ? Inscrivez-vous aux lettres d'information de ces sites. Merci de nous avoir lus jusqu'au bout, y voir plus clair c'est déjà avancer. Belles journées. Rédigé par des citoyens qui s'inquiètent de la tournure dramatique des dernières mesures COVID.

L'individualiste soumis

« Il est pitoyable d'entendre les autorités politiques et éthiques en appeler à la responsabilité des citoyens après leur avoir inoculé depuis des années une culture individualiste¹ »,

Roland Gori

Sacrée modernité tardive, tu ne cesseras de nous étonner ! Depuis l'évangile selon saint Adam Smith prononcé en 1776, nous avons affaire à *homo oeconomicus*, celui qui calcule rationnellement ses intérêts ; à la révolution industrielle, *homo technologicus* avait confié son destin à la Megamachine, attendant d'elle l'accomplissement du Progrès ; il y a une soixantaine d'années, *homo consumens* avait commencé, tel un zombie des films de George Romero, à hanter les allées des supermarchés, les halls des concessionnaires automobiles et les salons de la construction ; et le nouveau millénaire a vu l'avènement d'*homo numericus*, dernier avatar d'*homo technologicus*. Comme dans le cas des différentes énergies (fossiles, nucléaire, renouvelables) ou des ondes électromagnétiques (1, 2, 3, 4, 5G), un type d'*homo* n'a pas chassé le précédent mais s'y est superposé. Est-ce tout ? Non. Le malicieux coronavirus a secrété l'*individualiste soumis*², oxymore dont notre époque postmoderne a le secret. Robert Nozick doit se retourner dans sa tombe ! « Voyez-vous, Madame, il n'est pas question que je renonce à mes vacances, et pour cela je me plierai à tout ce que les autorités décideront pour ma sécurité, ainsi que celle de mes contemporains, dont je suis solidaire. J'irai même au-devant des mesures gouvernementales, je porterai le masque deux fois plutôt qu'une, dès que je mettrai le nez dehors, et je finirai par le garder aussi à la maison. Ainsi, nos responsables politiques auront les mains libres pour continuer à restreindre nos droits et libertés les uns après les autres, dans l'indifférence générale. J'attends impatiemment septembre pour télécharger l'application de traçage sur mon smartphone. Je suis prêt-e à signer n'importe quel document – de préférence numérique – me demandant où j'ai traîné mes guêtres les quinze derniers jours. Je donnerai spontanément ma carte de visite à tous les restaurateurs et cafetiers. Et puis vivement le vaccin ! ». L'individualiste soumis veut continuer à conduire ses petites affaires et pour cela a choisi : il préfère échapper au Covid-19 dans une démocratie³ plutôt que de risquer de le contracter dans un pays libre, pour s'inspirer de la récente maxime d'André Comte-Sponville⁴.

Par son obéissance, l'individualiste soumis prétend se montrer solidaire [sic] du genre humain – c'est ce que les médias et les politiques lui ont seriné –, mais refuse d'ouvrir la porte du magasin à un-e de ses congénères chargé-e de paquets, car dans ce cas « la distanciation sociale ne serait pas assurée⁵ ». Il se déchaîne sur les réseaux sociaux contre les « irresponsables-égoïstes-complotistes » qui renâclent à porter le masque



sur ordre. Il pratique aussi la délation, qu'il préfère appeler « témoignage » : « Mes voisins reçoivent très souvent des gens dans leur jardin, m'sieur l'agent, en plus des gens chaque fois différents. J'en ai même vu qui s'embrassaient ! »...

Nous quittons la société de contrôle, décrite jadis par Gilles Deleuze, pour entrer dans la société de contrainte identifiée par

Pièces et Main d'œuvre. Cela ne tombe pas du ciel, le terrain ayant été labouré depuis longtemps par le conformisme, l'idéologie hygiéniste et sécuritaire. La restriction des libertés civiles permet d'éteindre l'action collective. Où que l'on regarde, les rues du royaume sont désormais parcourues par des individualistes soumis, auto-complaisants comme tous les individualistes, avec leurs masques-muselières dont certains sont personnalisés – on ne renonce pas pour la cause à la distinction ! Que l'on soit ou non convaincu de l'efficacité protectrice du masque, on peut aussi reconnaître que l'obligation de le porter presque partout, y compris en plein air, est une mesure disproportionnée, humiliante et liberticide, prélude à l'arrivée tant attendue du vaccin : « Vous pourrez enlever votre masque lorsque vous serez vacciné », nous expliquera Sophie Wilmès, avec son maternalisme docte et en détachant chaque syllabe pour que la populace comprenne bien le message.

Ne serions-nous pas en train de vivre « le terrorisme nihiliste de l'action combinée de la technoscience, de la contrainte étatique et du capital⁶ » ? Gardons courage et prenons à bras le corps les moyens de défendre nos libertés, qui sont au nombre de quatre : la lucidité, le refus, l'ironie et l'obstination⁷. Par lequel allez-vous commencer⁸ ?

Bernard Legros

1. Roland Gori, *Et si l'effondrement avait déjà eu lieu. L'étrange défaite de nos croyances*, LLL, 2020, p. 288.
2. Pas facile à latiniser. On proposerait *homo obedientes*, mais manquerait le terme individualiste, qu'on ne peut traduire que par une périphrase, du coup trop longue.
3. Selon l'expression d'Eduardo Galeano.
4. « Je préfère contracter le Covid-19 dans un pays libre plutôt que d'y échapper dans un État totalitaire ».
5. Anecdote authentique vécue par ma sœur.
6. Jacques Luzi, *Au rendez-vous des mortels. Le déni de la mort dans la culture moderne, de Descartes au transhumanisme*, La Lenteur, 2019, p. 122.
7. Denis Dupré, *Camp planétaire, un danger bien réel. Organisons la révolte !*, Yves Michel, 2017, p. 100.
8. Petit conseil : l'ironie est le plus simple à mettre en œuvre, mais le moins efficace.

Photo: Olivier Spinevine



TOUJOURS DISPONIBLE

5€/pièce par commande de 10 + frais de port

- 11€ pour la Belgique (8 € + frais de port)
- 17€ pour la France (8 € + frais de port)
- distribué dans les bonnes librairies et
- possibilité de le commander en effectuant un paiement sur le compte repris ci-dessous en indiquant "hors-série 5G".
- pour les frais de port, infos sur commande@kairospresse.be



* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et librairies en Belgique

